

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA PARTICIPATION DES CANADIENS FRANÇAIS DU QUÉBEC À LA  
GUERRE DE CORÉE (1950-1953) ET SA COUVERTURE MÉDIATIQUE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

JEAN-FRANÇOIS CODERRE

MAI 2006

# UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

## Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article **11** du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout particulièrement Monsieur Robert Comeau, professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, qui malgré un horaire très chargé, m'a patiemment dirigé tout au long de ce processus menant au dépôt de ce mémoire. Ses conseils et sa passion pour la discipline historique m'ont inspiré et surtout m'ont poussé à aller plus loin dans ma démarche.

J'en profite également pour remercier les membres de ma famille pour leur soutien indéfectible, soit mon père Michel Coderre, ma mère Lucie Ferland et ma sœur Sophie Coderre. Aussi, je m'en voudrais de passer sous silence l'appui que j'ai reçu de la part de ma conjointe Martine Girard.

À ceux et celles qui de près ou de loin ont contribué à l'aboutissement de ce projet d'études supérieures, soyez assurés de toute ma gratitude et de ma reconnaissance.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS	v
RÉSUMÉ	vi
CHAPITRE I	
INTRODUCTION, PROBLÉMATIQUE, CADRE D'ANALYSE ET BILAN HISTORIOGRAPHIQUE	1
1.1 Introduction	1
1.2 Le cadre d'analyse	5
1.3 La problématique	6
1.4 Structure du mémoire	9
1.5 Sources et méthodologie	11
1.6 Bilan historiographique	13
CHAPITRE II	
LA GUERRE DE CORÉE : ORIGINES, CONTEXTE ET DÉROULEMENT	18
2.1 La Corée jusqu'en 1945	18
2.2 La marche vers la guerre	21
2.3 La guerre de Corée	22
2.4 La participation canadienne	25
CHAPITRE III	
LA COUVERTURE MÉDIATIQUE EFFECTUÉE PAR LES QUOTIDIENS : <i>LE CANADA, LE DEVOIR ET LA PRESSE</i>	33
3.1 <i>Le Canada</i>	34
3.2 <i>Le Devoir</i>	50
3.3 <i>La Presse</i>	65

CHAPITRE IV	
LES RÉACTIONS AU CONFLIT ET LA PROPAGANDE FÉDÉRALE	73
4.1 <i>The Gazette</i>	76
4.2 <i>The Montreal Daily Star</i>	78
4.3 La propagande fédérale	81
4.4 L'Église catholique	86
4.5 Autres réactions	89
4.6 <i>Le Montréal-Matin et Le Soleil</i>	89
4.7 <i>L'Action Nationale</i>	94
4.8 <i>Cité Libre</i>	96
CONCLUSION	100
RÉFÉRENCES	108

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

NSC	<i>National Security Council</i>
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PLC	Parti libéral du Canada
PPCLI	<i>Princess Patricia's Canadian Light Infantry</i>
RCR	<i>Royal Canadian Regiment</i>
SDN	Société des Nations
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

## RÉSUMÉ

À la suite de l'expérience éprouvante de la Seconde Guerre mondiale, renforcée par la crainte de l'arme atomique, un nouveau conflit d'importance entre les grandes puissances n'était pas de nature à rassurer l'humanité sur son avenir. La guerre de Corée fut un épisode intense de la guerre froide. Le Canada participa à ce conflit à titre de membre de l'ONU et y dépêcha notamment une brigade d'infanterie.

Tout au long de ce mémoire, nous allons, à l'aide de la couverture médiatique reliée à ce conflit, étudier le contexte politique qui prévalait dans le Québec du début des années 1950. Cette étude nous permettra de comprendre quels furent les arguments utilisés pour favoriser le recrutement de francophones du Québec au sein de l'armée canadienne lors du conflit coréen. Nous concentrerons la grande majorité de notre analyse sur la première année du conflit, car c'est au cours de celle-ci que fut effectué l'effort de recrutement le plus significatif en ce qui a trait à la guerre de Corée. Nous procéderons notamment à l'analyse de quotidiens francophones montréalais comme *Le Canada*, *Le Devoir* et *La Presse*. Cette analyse de la couverture médiatique nous permettra de comprendre la nature des arguments invoqués dans le débat, mais aussi de voir quelle fut la nature de la propagande fédérale pour inciter les gens à rejoindre les rangs de l'armée canadienne afin d'aller combattre en Corée.

Nous verrons à quel point l'anticommunisme de la société québécoise a été le principal sujet d'argumentation lors de ce débat et ce beaucoup plus que les questions reliées par exemple à l'économie. Devant la force d'une telle crainte face au communisme, les opposants au conflit se verraient taxés de sympathies communistes par ceux qui souhaitent appuyer le gouvernement du Canada dans sa décision d'envoyer des troupes en Corée. Les régimes communistes étaient accusés de s'en prendre à la religion, aux libertés individuelles et à la démocratie. Avec le succès remporté par la campagne de recrutement de l'armée canadienne, notamment au Québec, nous en sommes venus à la conclusion que ce courant anticommuniste était dominant à cette époque. Bref, si la participation des Canadiens français a pu être aussi importante, il faut en attribuer la cause au fait que l'anticommunisme obligeait à appuyer l'effort de guerre en Corée.

Mots clés : Anticommunisme. Corée, guerre de. 1950-1953. Québec. Canada. Médias. Armée canadienne. Histoire.

## CHAPITRE I

### INTRODUCTION, PROBLÉMATIQUE, CADRE D'ANALYSE ET BILAN HISTORIOGRAPHIQUE

#### 1.1 Introduction

En juillet 2003, nous avons célébré le cinquantième anniversaire de la signature de l'armistice de Panmunjom (1953), qui mettait un terme à la guerre de Corée. Pourtant, la situation politique actuelle qui prévaut dans cette région asiatique donne raison à ceux qui disaient que l'armistice n'était pas une solution permanente dans la résolution de ce conflit. En effet, les deux Corée sont toujours divisées et les tensions provoquées par le régime nord-coréen enlevèrent toute tentation de pavoiser lors de la commémoration de l'armistice.

En dépit de la victoire contre les puissances fascistes, la fin de la Seconde Guerre mondiale laissera la planète dans l'incertitude. En effet, le conflit n'était pas terminé que déjà, la méfiance s'installait entre les puissances alliées. D'un côté, nous retrouvons les États-Unis d'Amérique à la tête du camp capitaliste, dont faisait partie notamment la Grande-Bretagne, la France, le Canada. De l'autre côté, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), qui dirigeait alors le camp socialiste et auquel la Chine viendra se joindre dès 1949, lors de la prise de pouvoir des communistes de Mao Zedong. Lors des diverses conférences interalliées, qui se déroulèrent lors de la Seconde Guerre mondiale, des zones d'influence entre les deux



camps furent créées. L'expression la plus célèbre qui consacrait cette nouvelle situation venait de Sir Winston Churchill qui, lors d'un célèbre discours tenu aux États-Unis, a déclaré que l'Europe était désormais divisée par un rideau de fer.

C'est ainsi qu'un pays comme l'Allemagne fut divisé entre les quatre principales puissances victorieuses soit l'URSS, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Par la suite, nous avons assisté à la naissance de deux Allemagne, celle de l'Est (communiste), la République Démocratique d'Allemagne (RDA) et celle de l'Ouest (capitaliste), la République Fédérale d'Allemagne (RFA). Le commentaire de Napoléon Bonaparte lors de son exil à l'île de Ste-Hélène suggérant qu'il laissait deux géants au berceau, soit les États-Unis et la Russie, allait s'avérer prophétique.

L'humanité vibrait donc au rythme de la désormais célèbre guerre froide. Il n'y eut pas qu'en Europe où la Seconde Guerre mondiale laissa son lot de situations confuses. La Corée fut également le théâtre de ces rivalités entre les protagonistes de la guerre froide. À la suite de la libération de son territoire national contre un envahisseur japonais qui avait une mainmise sur la région depuis plusieurs années, la Corée fut divisée en deux parties, comme ce fut le cas en Allemagne quelques années auparavant. Une réunification des deux zones fut prévue. Mais comme il fallait s'y attendre, les tenants des deux blocs de la guerre froide souhaitaient que la réunification se fasse selon leurs conceptions idéologiques respectives. Devant l'absence de règlement, la Corée du Nord demeura communiste et la Corée du Sud embrassa le capitalisme. Les Soviétiques en profitèrent pour maintenir des troupes et armer la Corée du Nord. Les Américains quant à eux positionnèrent des troupes dans la région sans toutefois armer aussi fortement la Corée du Sud. Après un ballet diplomatique au cours duquel l'ONU, en tant qu'institution, fut un théâtre important, la situation prit une tournure à connotation nettement belliqueuse.

En effet, les incidents frontaliers n'étaient pas rares entre les troupes des deux protagonistes. Le 25 juin 1950, les Nord-Coréens prirent la décision d'envahir la Corée du Sud. Une guerre de trois ans en fut la conséquence. Les États-Unis profitèrent de l'absence de la Chine communiste au Conseil de Sécurité de l'ONU<sup>1</sup> et de l'absence de l'URSS qui protestait devant la non-reconnaissance de celle-ci. C'est ainsi qu'ils purent, via le Conseil de sécurité, convaincre l'ONU d'entreprendre une action militaire afin de repousser l'invasion perpétrée par les Nord-Coréens. En tant que membre de l'ONU, le Canada fut solidaire face à la décision du Conseil de Sécurité et décida de faire partie de la coalition onusienne chargée de rétablir l'ordre en Corée. Lorsqu'un conflit éclate, les contemporains sont souvent aveuglés par un positivisme exagéré. À l'instar des deux conflits mondiaux, la conduite du conflit en Corée a échappé à ses initiateurs pour finalement développer sa propre logique.

Les deux conflits mondiaux ont constitué des épreuves qui ont grandement ébranlé les fondations de l'unité canadienne, bien qu'après la guerre, le Canada en sortit renforcé. Les francophones du pays étaient majoritairement opposés à la conscription au Canada lors de ces conflits, tandis que leurs compatriotes anglophones étaient partisans d'un effort de guerre maximal. Les deux groupes linguistiques du pays se trouvaient ainsi dressés l'un contre l'autre. La plus grande illustration de ce clivage entre francophones et anglophones au pays fut sans contredit le résultat du plébiscite de 1942 sur la conscription<sup>2</sup>. Les conséquences de ces expériences pèseront longtemps sur l'évolution des relations entre les deux groupes linguistiques.

---

<sup>1</sup> Le gouvernement de la Chine nationaliste, cantonné à Taiwan détenait encore le siège officiel de la Chine au sein de l'ONU.

<sup>2</sup> Selon Desmond Morton, les francophones du pays rejetaient la conscription dans une proportion de quatre pour un, alors que les anglophones l'acceptaient dans la même proportion.

Évidemment, nous sommes conscients que la guerre de Corée ne fut pas le conflit le plus éprouvant auquel a participé le Canada. Notons, en guise de comparaison que, pour la Seconde guerre mondiale, ce fut un total de 44 735 Canadiens qui trouvèrent la mort<sup>3</sup>. Tandis que, pour la guerre de Corée, le bilan canadien s'élevait à 1543 décès<sup>4</sup>.

Néanmoins, n'oublions pas que, le déclenchement d'un nouveau conflit, avec en toile de fond la participation canadienne à cette aventure, aurait pu permettre de voir resurgir les vieux antagonismes qui ont déchiré le pays quelques années auparavant. Pourtant, il n'en fut rien. Il n'y eut pas de mouvements de protestation semblables à ceux connus précédemment lors des deux conflits mondiaux. Évidemment, tous n'étaient pas en accord avec la participation canadienne, mais cela n'a pas semblé affecter l'effort de recrutement des forces armées canadiennes.

Malgré l'importance et l'intensité de ce conflit, le souvenir de la guerre de Corée semble être des plus lointains. Si bien que dans plusieurs pays, notamment au Canada et aux États-Unis, on n'hésite pas à parler d'une guerre oubliée. Pourtant, le monde était près de vivre une troisième guerre mondiale. De plus, conséquence de l'intensité du conflit, le recours à l'arme atomique fut même évoqué. Ce conflit rivalisait en intensité avec la crise des missiles de Cuba de 1962, une crise qui continue pourtant de passionner les gens, notamment en Occident. Étrangement, le souvenir du conflit coréen est évacué de la mémoire collective des populations occidentales dont celle du Canada. La disparition de ce souvenir au Canada s'explique mal, puisque plusieurs soldats furent envoyés en Corée, sans compter que ce conflit contribua également à prévenir une récession économique au Canada.

---

<sup>3</sup> Martenson, John. 1992. *We Stand on Guard : An illustrated History of the Canadian Army*, Montréal: Ovale Publications, p. 330.

<sup>4</sup> Ministère de la Défense nationale, la Direction histoire et patrimoine. 2002. *Le Canada et la guerre de Corée*. Montréal: Art Global. P. 150.

Il nous paraissait important de travailler sur un événement aussi important de notre histoire. On peut être en désaccord avec la politique étrangère canadienne, alors dictée par les impératifs de la guerre froide. Par contre, on ne peut passer sous silence la valeur du sacrifice de ces combattants canadiens qui, librement se sont engagés dans les rangs de l'armée canadienne, pour une cause qu'ils croyaient juste.

## **1.2 Le cadre d'analyse**

Bien que la participation des Canadiens français lors de la guerre de Corée soit au coeur de notre mémoire, nous concentrerons une grande part de notre travail sur le territoire du Québec et sur les réactions des francophones. Étant conscient des contraintes d'espace et de temps, nous nous en tiendrons à la dimension politique et idéologique du conflit. Ce mémoire ne se veut pas un récit détaillé des combats auxquels nos soldats ont participé, bien que certains événements capitaux seront évoqués afin de bien comprendre la dynamique du conflit. Nous ne dresserons pas un profil social des unités engagées en Corée, tout comme sur le plan interne, il ne sera pas question de faire une étude sociale et économique de l'impact de cette guerre. En ce qui a trait à la période couverte, nous concentrerons, et ce, dans la mesure du possible, notre attention sur les années qui correspondent à la durée du conflit, soit la période comprise entre 1950 et 1953.

Nous tenons également à préciser pourquoi ce mémoire ne sera pas consacré à la seule dimension militaire de ce conflit. En effet, il existe une riche documentation qui relate la participation canadienne. Comme c'est le cas pour les deux guerres mondiales, la contribution historique du côté anglophone est plus importante que celle du côté francophone. Par contre, on ne peut parler d'une absence de production. Parmi les ouvrages en langue française, notons la publication officielle de l'armée

canadienne qui porte sur le conflit: *Singulier champ de bataille*<sup>5</sup>. Plus récemment, notons l'ouvrage de Pierre Vennat, paru en octobre 2000 et intitulé *Baptiste au pays du matin calme*<sup>6</sup>, ainsi que l'ouvrage *Le Canada et la guerre de Corée*, produit par la Direction histoire et patrimoine du ministère de la Défense nationale du Canada<sup>7</sup>. Il nous paraissait important de travailler sur des aspects auxquels les auteurs qui nous ont précédé, n'ont pas encore consacré beaucoup d'attention.

### 1.3 La problématique

À travers la couverture médiatique, nous tenterons de comprendre pourquoi la question de la participation canadienne et particulièrement celle des Canadiens français, n'a pas soulevé autant de controverses que celles qui eurent lieu durant les deux guerres mondiales. Nous étudierons le traitement médiatique réservé à la guerre de Corée et nous tenterons de savoir s'il permet de comprendre le contexte politique qui a favorisé une forte participation des Canadiens français du Québec lors de ce conflit. Il nous paraît important de connaître la position exprimée par la presse québécoise, plus précisément, celle de Montréal, durant ce conflit; pouvait-on parler d'unanimité ou bien allons nous assister à de grandes différences de vues? Aussi, nous tenterons de savoir si l'opinion exprimée par divers médias francophones de Montréal diffère de celle de leurs homologues anglo-québécois. Nous sommes conscient qu'il est difficile de sonder les têtes et les cœurs afin de comprendre toutes les raisons qui ont pu pousser tant de Québécois francophones à s'enrôler au sein de

---

<sup>5</sup> Wood, Herbert Fairlie, et E. M. Ellwand. 1966. *Singulier champ de bataille*: Ottawa, ministère de la Défense nationale, 354 p.

<sup>6</sup> Vennat, Pierre. 2000. *Baptiste au pays du matin calme*. Montréal: Méridien, 195 p.

<sup>7</sup> Ministère de la Défense nationale, la Direction histoire et patrimoine. 2002. *Le Canada et la Guerre de Corée*. Montréal: Art Global, 158 p.

l'armée canadienne. Néanmoins, nous croyons que l'étude du contexte politique, tel que présenté par les médias de l'époque saura apporter des éléments de compréhension quant au succès des efforts de recrutement de l'armée canadienne lors de la guerre de Corée, chez les francophones du Québec.

Notons deux hypothèses qui peuvent nous renseigner sur le contexte qui a favorisé cette participation. Premièrement, le fait que la société québécoise du début des années 1950 était fortement influencée par des courants de droite et que le Québec participait à un mouvement anticomuniste puissant à l'échelle nord-américaine. Une lutte contre le communisme s'inscrivait alors comme une nécessité pour assurer le maintien du système en vigueur. De plus, il ne faut pas perdre de vue que le Canada était membre de l'OTAN et par conséquent allié du camp capitaliste alors placé sous le leadership des États-Unis. Nous verrons à quel point cet anticomunisme a pu être puissant dans le Québec des années 1950. Il importe de rappeler que l'exercice de mobilisation effectué par le gouvernement fédéral aurait pu être des plus périlleux et risquait d'ébranler l'unité nationale du pays. En effet, dans son ouvrage intitulé *Le Québec et la guerre*, Jean-Yves Gravel rappelle que selon un sondage d'opinion mené en juillet 1950, seulement 21% des Québécois étaient en faveur de la participation des troupes canadiennes lors de la guerre de Corée<sup>8</sup>. Cet anticomunisme aura servi de ciment afin de favoriser la cohésion nationale, en dépit des spectres du militarisme et de la conscription, tant honnis chez les Québécois francophones.

La deuxième explication nous provient de l'historien Desmond Morton, qui attribue cette participation à une dimension plutôt économique<sup>9</sup>. L'historien soulevait le fait qu'à l'aube des années 1950, une récession économique semblait vouloir se

---

<sup>8</sup> Gravel, Jean-Yves. 1974. *Le Québec et la guerre*. Montréal: Les Éditions Fides, p. 152.

<sup>9</sup> Morton, Desmond. 1992. *Une histoire militaire du Canada. 1608-1991*. Sillery (Qué.): Septentrion, p. 334.

dessiner au Canada ainsi que dans le monde occidental en général. La peur des conséquences d'un ralentissement économique aurait, selon Desmond Morton, poussé plusieurs personnes à s'enrôler au sein du corps expéditionnaire canadien et ce, afin d'échapper aux effets de l'hypothétique ralentissement économique. Nous verrons si les médias favorables à la participation canadienne en Corée allaient s'appuyer sur des motifs économiques.

On ne peut non plus passer sous silence le fait que plusieurs membres du corps expéditionnaire canadien en Corée étaient des vétérans de la Seconde Guerre mondiale. Le commandant de la brigade canadienne en Corée, le brigadier général John Rockingham, était du nombre de ces soldats qui choisirent de quitter à nouveau la vie civile pour servir sous les drapeaux. Est-ce que les considérations politiques et économiques peuvent à elles seules expliquer le retour de ces hommes au sein de l'appareil militaire?

Notre mémoire nous permettra également de répondre à plusieurs questions. Par exemple, afin de bien introduire notre sujet, nous proposerons un bref aperçu de la nature du passé politique de la Corée. Nous verrons comment la situation en Corée a pu dégénérer en un conflit aussi intense. De plus, tout en ne négligeant pas la question de la conjoncture internationale, nous répondrons à la grande question de la participation canadienne lors de ce conflit. Est-ce que les médias ont expliqué les raisons qui ont poussé le Canada à s'engager dans un tel conflit et quelle a été la contribution apportée par le Canada à la coalition de l'ONU? De plus, nous répondrons à la question de la formation du corps expéditionnaire canadien. Comment les médias ont-ils traité le processus de mobilisation et surtout, dans quel contexte s'est-il déroulé?

Les quotidiens francophones de Montréal que nous avons choisi d'étudier dans le cadre de notre mémoire nous amèneront à nous poser certaines questions.

Quelle a été leur attitude face au conflit? Étaient-ils en accord avec la participation canadienne? Ont-ils évoqués la question de la conscription? Leur attitude a-t-elle évolué suite au déclenchement du conflit? Bref, quelle fut l'attitude de ces médias québécois lors du conflit?

Par la suite, nous nous questionnerons sur les positions des intellectuels québécois. Est-ce qu'il existait une unanimité en faveur de la guerre en Corée? À partir des opinions exprimées dans les journaux, la position des intellectuels francophones du Québec différait-elle de celles de leurs compatriotes d'expression anglaise? Nous verrons de quelle façon, dans la presse, s'est articulée la propagande fédérale en faveur du recrutement et dans quelle mesure cette propagande faisait appel au patriotisme des Canadiens français. Le contenu de cette propagande destinée aux francophones était-il similaire à celui destiné aux anglophones? Nous analyserons également les positions de l'Église catholique en ce qui a trait au conflit. Est-ce que l'Église catholique a joué un rôle, positif ou négatif, afin d'encourager le volontariat? Est-ce que la presse a fait mention des opinions de l'Église?

#### **1.4 Structure du mémoire**

Voici le plan que nous entendons suivre tout au long de ce mémoire. Le premier chapitre est consacré à la problématique, au cadre d'analyse et au bilan historiographique.

Le deuxième chapitre sera consacré plus particulièrement au conflit coréen. Premièrement, nous dresserons un portrait de la situation politique qui prévalait en Corée en 1950 et ce, en traitant brièvement des antécédents historiques de cette région. Cette mise en contexte pavera la voie à la présentation des origines du conflit.



Nous aborderons la question des relations internationales alors très tendues en cette époque de guerre froide. Par la suite, nous enchaînerons avec le déclenchement du conflit et son déroulement. Nous aborderons évidemment la question de la participation canadienne lors de ce conflit. Nous expliquerons pourquoi le Canada a pris la décision de s'engager dans cette guerre. Nous verrons ensuite comment s'est matérialisée cette participation canadienne. Nous traiterons brièvement des unités envoyées, de leur formation et des principaux combats auxquels elles ont participé.

Dans le cadre du troisième chapitre, nous porterons une attention toute particulière à la couverture médiatique francophone de Montréal. Nous analyserons la couverture du conflit, telle que rapportée par trois quotidiens importants et influents chez les francophones du Québec : *La Presse*, *Le Devoir* et *Le Canada*. Le choix de ces trois quotidiens se justifie en raison de leurs différences sur le plan idéologique. Il va de soi que la période étudiée sera uniquement celle qui s'étend de 1950 à 1953, avec une attention toute particulière portée à la période comprise entre les mois de juin 1950 et décembre 1950. Nous sommes conscients que ces quotidiens reflètent une perspective plus montréalaise. Les contraintes d'espace et de temps nous empêchant d'étudier systématiquement tous les journaux des régions du Québec. Néanmoins, ces quotidiens nous donnent une bonne idée des opinions diffusées au Québec durant ce conflit. Dans le chapitre suivant, nous avons eu recours brièvement au quotidien le *Le Soleil*, publié à Québec afin de s'assurer que les opinions reflétées dans ces trois quotidiens ne soient pas uniquement le propre des journalistes de Montréal.

Le quatrième chapitre sera consacré aux réactions au conflit, de même qu'à la propagande fédérale, telle que présentée dans la presse montréalaise. Nous analyserons la position de l'Église catholique au Québec, présentée dans la presse francophone de Montréal. Cette institution détenait au début des années 1950, une forte influence sur les francophones du Québec. Nous porterons également attention

aux positions énoncées par différents intellectuels francophones du Québec à l'intérieur de certaines revues tel *Cité Libre* et *L'Action Nationale*. Nous profiterons également de l'occasion pour comparer les positions des intellectuels francophones du Québec avec celles de leurs compatriotes anglo-québécois, notamment par le biais des éditoriaux de quotidiens tels ceux de *The Gazette*. Nous aurons également recours au quotidien *Montréal-Matin*. Bien que ce quotidien soit important, en raison de son affiliation avec l'Union Nationale, son étude ne sera pas faite de façon systématique. Nous analyserons sa position face au conflit coréen et nous soulignerons les polémiques le confrontant face à d'autres quotidiens, notamment *Le Canada*. Finalement, nous étudierons comment s'est articulée la propagande fédérale favorisant le recrutement à l'intérieur des quotidiens d'information et nous verrons si cette propagande s'exprimait de façon différente, selon la langue utilisée dans les divers quotidiens.

Lors de la conclusion de notre mémoire, en plus du contenu relatif à un tel exercice, nous avons également analysé la place réservée à la guerre de Corée à l'intérieur de quatre manuels destinés à des étudiants francophones québécois du quatrième secondaire, afin de voir quelle image, ils peuvent se faire de ce conflit.

### **1.5 Sources et Méthodologie**

L'approche que nous entendons suivre peut se diviser en deux étapes. Dans un premier temps, à partir de monographies et d'articles de périodiques, nous décrivons le contexte qui prévalait lors du déclenchement du conflit. Il en sera de même lorsqu'il sera question de la participation canadienne dans le conflit.

Dans un deuxième temps, lorsque nous travaillerons à partir des quotidiens montréalais, les articles d'analyse, tels les éditoriaux et certains articles de fonds comportant une analyse plus élaborée, seront privilégiés. Cette étude sera avant tout qualitative et non quantitative. Par exemple, ce ne seront pas tous les articles éditoriaux publiés durant le conflit qui retiendront notre attention. Notre attention sera portée sur les temps forts du conflit concernant notre problématique. Ce ne seront pas tous les quotidiens du Québec qui seront étudiés de façon systématique.

Comme nous aurons préalablement expliqué comment s'est matérialisée la participation canadienne, nous ne voyons pas l'utilité de reprendre le descriptif des opérations au jour le jour à partir des dépêches publiées dans les quotidiens sélectionnés. De plus, nous porterons une attention plus particulière à la première année du conflit, puisque l'effort de recrutement a surtout été concentré au début du conflit. Par la suite, ce sont surtout des soldats réguliers de l'armée qui iront servir sur le front coréen, conséquence directe de l'accroissement de la taille de l'armée canadienne en cette période de guerre froide.

Concernant l'analyse de la propagande fédérale publiée à l'intérieur des quotidiens, nous tenons à préciser que c'est également une approche de type qualitative qui a été retenue. Nous n'analyserons pas systématiquement toutes les publicités publiées par le gouvernement du Canada durant la guerre de Corée. Nous avons choisi des publicités qui coïncidaient avec des moments importants du conflit, liés à notre problématique, par exemple, lors de la formation du premier corps expéditionnaire canadien pour la Corée.

## 1.6 Bilan historiographique

Le bilan historiographique de la guerre de Corée est considérable. Cela s'explique notamment par le fait que ce conflit a constitué un des temps forts de la guerre froide. L'influence de la guerre froide a inévitablement façonné les premières lectures et interprétations du conflit, si bien que, les productions historiques reflétaient souvent la vision de l'un des deux camps. Au fur et à mesure que s'est estompée cette guerre froide et aussi que plusieurs fonds d'archives furent rendus disponibles, un esprit plus critique concernant la guerre de Corée a vu le jour.

Pour débiter, notons l'ouvrage des auteurs Reg Whitaker et Gary Marcuse, ceux-ci ont effectué leurs travaux sur la politique canadienne durant la guerre froide à travers les années 1945-1957<sup>10</sup>. Les auteurs abordent plusieurs aspects qui sont nécessaires à la bonne compréhension du contexte historique qui a conduit le Canada à s'impliquer en Corée, mais aussi comment la population canadienne a réagi au courant anticommuniste de l'époque. Dans un premier temps, nous avons pu voir comment s'est élaborée la politique étrangère canadienne, suite à la Seconde Guerre mondiale et comment cette politique s'est mise en place au cours de la guerre froide. L'influence américaine et la conscience internationaliste incarnée par l'ONU ont eu un impact certain sur la participation canadienne en Corée. Deuxièmement, notons la section réservée au sentiment anticommuniste exprimé au Canada. Les auteurs ont pris bien soin de l'analyser spécifiquement pour certaines provinces, notamment le Québec. Ils font référence au climat idéologique québécois, incarné notamment par l'Union Nationale et son chef, Maurice Duplessis. Cette étude s'avère importante

---

<sup>10</sup> Whitaker, Reg, et Gary Marcuse. 1994. *Cold War Canada: The Making of a National Insecurity State, 1945-1957*. Toronto: Toronto University Press, 511 p. Concernant la dimension canadienne de la guerre froide et sa politique étrangère, voir également: Donaghy, Greg. 1998. *Le Canada au début de la guerre froide, 1943-1957*. Ottawa: MAECI, 255 p. Donneur, André. 1994. *Politique étrangère canadienne*, Montréal: Guérin, 172 p. Létourneau, Paul. 2000. *Le Canada et l'OTAN après 50 ans*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal (Cahiers d'histoire), 209 p. Thomson, Dale C. 1968. *Louis St-Laurent Canadien*. Ottawa: Cercle du livre de France, 571 p.

pour mieux saisir l'état d'esprit des Montréalais, mais aussi des autres Québécois durant la période du conflit coréen.

Le conflit coréen sera abordé par plusieurs auteurs qui manifestent un intérêt pour l'histoire militaire. De ce nombre, notons Pierre Vennat, dont la lecture de son ouvrage intitulé *Baptiste au pays du matin calme*<sup>11</sup>, s'avère essentielle pour connaître une grande partie de la dimension québécoise de la guerre de Corée. L'auteur a fait l'historique du conflit avec comme principale préoccupation, la participation des militaires canadiens-français. L'ouvrage fait un compte rendu des causes de la guerre ainsi que de l'entrée en guerre du Canada. Par la suite, il aborde la question de l'enrôlement des soldats et de la formation du corps expéditionnaire canadien, tout en portant une attention toute particulière à la participation de l'élément francophone. Par la suite, les grandes étapes du conflit sont abordées, de même que la contribution des Canadiens lors des divers engagements. De plus, à partir de documents d'archives, les témoignages des militaires sont également reproduits dans l'ouvrage. De cette façon, les aspects généraux de la guerre et le quotidien des soldats sont clairement relatés. L'auteur ne se contente pas seulement de faire le récit de la présence des militaires canadiens en Corée. Les questions politiques canadiennes et québécoises seront abordées, ce qui sera d'une grande utilité pour la rédaction de notre mémoire.

Autre fait à souligner, cet ouvrage comprend un grand nombre d'articles provenant du quotidien *La Presse* et de l'Agence de Presse canadienne. Ces références datées permettent de connaître les temps forts du conflit, tant en Corée qu'au Canada. Un tel outil facilite grandement la recherche en ce qui a trait aux périodiques et autres journaux disponibles durant cette période.

---

<sup>11</sup> Vennat, Pierre. 2000. *Baptiste au pays du matin calme*. Montréal : Méridien, 195 p.

Il nous paraissait important de ne pas passer sous silence l'important travail de l'historien Serge Bernier qui a publié en 1999 une histoire du Royal 22<sup>ème</sup> Régiment<sup>12</sup>. Ce régiment est et est toujours composé majoritairement de Canadiens français et en général, commandé par des officiers francophones. Serge Bernier a traité de l'histoire de ce régiment, depuis sa création, jusqu'à nos jours. Les soldats de ce régiment seront appelés à servir en Corée, avec leurs confrères d'armes majoritairement anglophones du *Royal Canadian Regiment* (RCR) et du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* (PPCLI)<sup>13</sup>. L'auteur a consacré une partie importante de son ouvrage au conflit coréen. Bernier a également souligné que certains vétérans qui se sont enrôlés en Corée ne s'étaient tout simplement pas réadaptés à la vie civile<sup>14</sup>. En plus de traiter des opérations militaires lors du conflit, il traitera des conditions de vie de ces soldats durant le conflit. C'est d'ailleurs au sein du Royal 22<sup>ème</sup> Régiment que seront concentrés les éléments francophones, car leur participation dans les unités anglophones était somme toute assez marginale, ce fut la même chose en ce qui a trait à la marine et l'aviation.

Toujours dans le domaine de l'histoire militaire, nous avons eu recours à l'ouvrage de Desmond Morton, *Une histoire militaire du Canada : 1608-1991*<sup>15</sup>. Cette synthèse historique de l'histoire militaire canadienne couvre les divers conflits

---

<sup>12</sup> Bernier, Serge. 1999. *Le Royal 22ème Régiment: 1914-1999*. Montréal : Art Global, 455 p.

<sup>13</sup> Certains francophones ont servi au sein d'unités Anglophones. Ce fut également le cas pour des anglophones au sein du Royal 22<sup>ème</sup> Régiment.

<sup>14</sup> Bernier, *Le Royal 22ème Régiment*, p. 199.

<sup>15</sup> Morton, Desmond. 1992. *Une histoire militaire du Canada: 1608-1991*. Sillery (Qué) : Septentrion, 415 p. Voir également : Morton, Desmond. 1988. « Crises d'abondances : 1945-1988 ». In *Histoire générale du Canada* sous la dir. de Craig Brown. Montréal: Boréal, 694 p. Stanley, Georges F. G. 1980. *Nos soldats . L'histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*. Montréal: Éditions de l'Homme, 620 p. Martenson, John. 1992. *We Stand on Guard - An Illustrated History of the Canadian Army*. Montréal: Ovale Publications, 511 p. Horn Bernd, et Stephen Harris. 2002. *Chefs Guerriers*. Toronto : Dundurn Group, 412 p. Zuehlke, Mark, et Stuart C. Daniel. 2001. *The Canadian Military Atlas*. Toronto: Dundurn Group, 412 p. Allard, Jean Victor, et Serge Bernier. 1985. *Mémoires du Général Jean V Allard*. Ottawa: Les Éditions de Mortagne, 533 p.

auxquels ont été confrontés les Canadiens, y compris le conflit coréen. Durant sa partie sur la guerre de Corée, Morton relate les grands moments de cette guerre, ainsi que la présence des Canadiens. En plus de la participation militaire, l'auteur aborde la question politique canadienne, tant la politique étrangère que la politique intérieure. L'intérêt de l'ouvrage de Desmond Morton dépasse largement la description statique des événements. Il propose la thèse voulant que la participation des Canadiens lors du conflit ait été dictée par des motifs d'ordre économique, notamment, la volonté de fuir les effets d'une récession qui semblait poindre vers la fin des années 1940. Cette possibilité qu'une récession aurait pu affecter le pays aurait, selon Morton, favorisé le recrutement au sein du corps expéditionnaire canadien. Cet ouvrage de l'historien Desmond Morton sera d'une grande utilité pour la rédaction de notre mémoire, notamment en raison de la thèse avancée au sujet des raisons économiques qui ont motivé le volontariat lors de la formation de la brigade spéciale pour la Corée.

Nous avons également procédé à l'analyse de nombres d'ouvrages dédiés entièrement à la guerre de Corée. Parmi ceux-ci, notons celui qui a été produit en 2002 par la Direction histoire et patrimoine du ministère de la Défense nationale du Canada intitulé *Le Canada et la guerre de Corée*<sup>16</sup>. Évidemment, il ne faut pas s'attendre à ce qu'un ouvrage officiel qui émane du gouvernement soulève de grandes controverses, ce qui n'enlève rien à la valeur de l'ouvrage. Dans cette rétrospective de la participation du Canada lors de la guerre de Corée, l'ensemble des aspects sont abordés, tant les aspects militaires, politiques et même les travaux de routine qui seront effectués par les militaires durant leur service en Corée. Ce volume a le mérite de renseigner le lecteur sur la dimension militaire du conflit. De plus, les illustrations

---

<sup>16</sup> Ministère de la Défense nationale, la Direction histoire et patrimoine. 2002. *Le Canada et la guerre de Corée*. Montréal: Art Global, 158 p. Voir également au sujets des opérations militaires : Wood, Herbert Fairlie, et E.M. Ellwand. 1966. *Singulier champ de bataille*. Ottawa: ministère de la Défense nationale, 354 p. Melady, John. 1983. *Korea: Canada's Forgotten War*. Toronto: McMillan of Canada, 215 p. Bercuson, David J. 1999. *Blood on the Hills: The Canadian Army in the Korean War*. Toronto: University of Toronto Press, 269 p. Stone, I. F. 1971. *The Hidden History of the Korean War*, third print. New York: Monthly Review Press, 368 p.

et cartes sont nombreuses et ils permettent de bien situer dans quel cadre les soldats devaient opérer. Si cette analyse ne concerne pas nécessairement la seule participation des Québécois francophones dans le conflit, elle a le mérite de renseigner sur la façon dont s'est matérialisée la participation canadienne en Corée.

Même si ce bilan historiographique n'a pas la prétention d'être exhaustif, il témoigne néanmoins de la richesse bibliographique consacrée à la guerre de Corée. L'analyse des ouvrages mentionnés dans ce bilan nous a permis de bien comprendre le contexte à travers lequel s'est déroulée la guerre de Corée, tant sur le plan canadien que sur la scène internationale. De plus, nous avons pu voir comment s'est matérialisée cette participation canadienne, tant sur le plan du recrutement que de la participation sur le terrain.



## CHAPITRE II

### LA GUERRE DE CORÉE: ORIGINES, CONTEXTE ET DÉROULEMENT

Tout au long de ce chapitre, nous ferons une brève revue de l'histoire coréenne qui nous conduit à la situation qui prévalait en 1950. Il nous paraît important de connaître les raisons qui ont amené la Corée à vivre cette situation. Nous traiterons également du contexte international qui prévalait, notamment à partir des deux grands conflits que furent la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide. La paix issue de la Seconde Guerre mondiale rendait-elle inéluctable le déclenchement des hostilités en Corée? Par la suite, nous porterons un bref regard sur le déroulement du conflit dans son ensemble, le tout sans négliger l'aspect canadien, que ce soit au niveau de la matérialisation de la participation ou de la participation directe au conflit. Cette analyse nous permettra de bien comprendre le contexte politique dans lequel s'est déroulée la guerre de Corée et aussi de savoir quelle fut la contribution canadienne lors de ce conflit.

#### 2.1 La Corée jusqu'en 1945

La Corée a été constituée en royaume depuis plusieurs centaines d'années et est tributaire d'une histoire des plus riches. Malheureusement, elle servit d'État tampon aux grandes puissances de la région qui s'affrontaient constamment sur le plan militaire. Comme si ce n'était pas assez, la Corée, à l'âge de l'impérialisme,

subit la convoitise des puissances occidentales qui tour à tour tentèrent d'y faire sentir leur emprise.

Le royaume coréen subit plusieurs invasions qui furent dirigées directement contre lui ou bien contre un rival. Pensons notamment aux invasions japonaises et mandchoues qui se succédèrent de la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle au XVII<sup>ème</sup> siècle. Les chocs de ces diverses invasions firent en sorte que la Corée décida de se refermer sur elle-même afin de ne pas subir les influences étrangères. De plus, l'Occident commença à menacer la région. Cette volonté d'isolement fit en sorte que la Corée se vit affubler du sobriquet de « Royaume ermite<sup>1</sup> » par les Occidentaux qui exploraient ses côtes et tentaient alors de s'établir dans la région.

C'est au XIX<sup>ème</sup> siècle que la situation commença à être périlleuse pour le royaume coréen. Premièrement, il nous apparaît important de rappeler que la Corée était à l'époque divisée en nombreuses factions, toutes prêtes à prendre le pouvoir. Cette division aura un impact profond sur le cours des événements. En effet, la division des Coréens facilitera la tâche aux puissances étrangères qui tenteront d'asseoir leur domination sur la péninsule. La persistance de cet esprit profond de divisions internes aura aussi un impact à la suite de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il sera question de la réunification de la péninsule.

C'est avec la Chine que la Corée entretenait ses contacts les plus étroits. En effet, la Chine agissait comme suzerain du royaume coréen. Par contre, la Chine n'était plus que l'ombre de la puissance qu'elle avait jadis été. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, elle subissait les convoitises des puissances occidentales comme la France, l'Angleterre, la Russie et les États-Unis, sans compter sur la volonté du Japon de profiter de cette faiblesse. La Chine allait avoir énormément de difficulté à s'acquitter de ses

---

<sup>1</sup> Fabre, André. 1988. *La grande histoire de la Corée*. Paris : Éditions Favre, p. 267.

responsabilités de suzerain de la Corée. Outre certaines altercations avec la France et les États-Unis, la Corée allait passer de l'emprise chinoise à l'emprise russe, puis à celle du Japon.

À la suite de son imposant rattrapage économique et militaire depuis l'ère Meiji, le Japon est devenu une puissance avec laquelle il fallait compter. Son ambition de mettre la main sur la péninsule coréenne se réalisera notamment en raison de deux importants conflits militaires, soit la guerre sino-japonaise de 1894-1895 et plus important encore, le conflit de 1904-1905 contre la Russie tsariste. Après ces conflits et par une politique interventionniste en Corée, le Japon réussit finalement en 1910 à intégrer la Corée au sein de son empire. Comme l'a mentionné Lionel Babicz, cette guerre russo-japonaise aura de grandes conséquences en ce qui a trait à l'évolution de l'impérialisme japonais: « [...] sa victoire sur la Russie permettant à l'empire du Soleil-Levant d'affirmer définitivement sa position en Corée et, plus généralement sur la scène est-asiatique »<sup>2</sup>.

Durant la période comprise entre 1910 et 1945, la Corée fut intégrée à l'empire japonais. Elle servait de base avancée pour les prétentions impérialistes du Japon sur le continent asiatique. Durant l'occupation japonaise, des groupes s'activaient pour favoriser l'indépendance de la Corée, Mais comme ce fut souvent le cas dans l'histoire coréenne, l'esprit de clan l'emporta sur l'importance de la cause. Le mouvement de libération coréen ne présenta pas un front uni et ces divisions allaient peser lourd lors de l'après-guerre.

La Seconde Guerre mondiale fut le conflit le plus meurtrier de l'histoire de l'humanité. Les alliés semblaient bien décidés à ne pas répéter l'expérience des deux guerres mondiales. C'est pourquoi, le sort d'une partie de la planète fut réglé lors de

---

<sup>2</sup> Babicz, Lionel. 1995. « Le jour où le Japon a conquis la Corée ». *L'Histoire.*, no. 194, décembre, P.10.

conférences entre les dirigeants des grandes puissances victorieuses. La Corée n'échappa pas à l'arbitraire de ces conférences. Son sort fut décidé en 1945, lors des conférences de Yalta et de Potsdam. Premièrement, il fut décidé à Yalta de libérer la Corée du joug japonais et d'en faire à nouveau un État indépendant. Il fut également décidé que le pays serait occupé conjointement par les forces armées de l'URSS et celles des États-Unis (en deux zones distinctes). Deuxièmement, lors de la conférence de Potsdam, les dirigeants américains et soviétiques se mirent d'accord pour que le 38<sup>ème</sup> parallèle devienne la ligne de démarcation de leurs deux zones respectives.

## **2.2 La marche vers la guerre**

En décembre 1945 à Moscou, les quatre grandes puissances alliées (États-Unis, Grande-Bretagne, Chine et URSS), décidèrent de former une tutelle afin de préparer le retour de la Corée dans le concert des nations<sup>3</sup>. Une commission mixte russo-américaine allait être chargée de faire la liaison avec les divers groupes présents en Corée et ce, afin de jeter les bases de l'organisation du nouvel État. Cette intention de la part de la commission était attrayante sur papier, mais dans les faits, elle fit naître un problème des plus considérable. Les Américains d'une part et les Soviétiques de l'autre ne cachèrent pas leurs intentions d'établir en Corée un régime qui leur ressemblerait et qui serait évidemment dévoué à leurs intérêts. C'est sans grande surprise que les deux grandes puissances exportèrent leurs différends politiques et idéologiques en Corée. Comme ce fut souvent le cas dans son histoire, la Corée se trouvait de nouveau prise entre les intérêts de deux puissances rivales.

Il s'en suivit un ballet diplomatique entre les deux camps qui se déroula tant en Corée qu'à l'intérieur de l'enceinte des Nations unies. Après deux commissions de

l'ONU, la séparation de la Corée en deux États indépendants fut consommée entre mai 1948 et le début de l'année 1949. La Corée du Sud élit un dirigeant proaméricain, Syngman Rhee, alors qu'à partir des méthodes de Moscou, soit la composition d'une assemblée du peuple, les Coréens du Nord furent dirigés par Kim Il Sung, un communiste évidemment favorable aux intérêts de l'URSS. En dépit de cette séparation de fait, la volonté de réunir les deux Corées était toujours présente à l'interne. Malgré tout, comme le soulignait l'historien Jean-Baptiste Duroselle, les États-Unis et l'URSS usèrent de leur droit de veto pour interdire l'admission aux Nations unies de l'une des deux Corées<sup>4</sup>.

### 2.3 La guerre de Corée

Il aurait été illusoire de penser qu'une telle situation dans un climat aussi explosif puisse perdurer. Le déclenchement du conflit ne constitua pas une grande surprise. Déjà certains signes se manifestèrent. Comme le soulignait Jean-Baptiste Duroselle: « La région du 38ème parallèle était constamment troublée par les opérations de guérillas »<sup>5</sup>. De plus, les autorités de la Corée du Sud ont alerté à plusieurs reprises les Américains et la Commission de l'ONU, entre janvier et mai 1950, de la forte possibilité que la Corée du Nord essaie d'envahir leur État. Les Nord-Coréens de leur côté affirmèrent que ceux du Sud avaient délibérément provoqué une telle agression en raison de leurs incursions au-delà du 38ème parallèle.

---

<sup>3</sup> Droz, Bernard, et Anthony Rowley. 1987. *Histoire générale du XXe siècle. Depuis 1950*. Paris: Éditions du Seuil, p. 183.

<sup>4</sup> Duroselle, Jean-Baptiste. 1990. *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. Paris: Dalloz, p. 53.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p.552.

Les Nord-Coréens décidèrent alors de passer officiellement à l'action. Le 25 juin 1950, ils investirent le territoire de la Corée du Sud. Comme c'est le cas lors de nombreux conflits, la question de la responsabilité du déclenchement soulève souvent de grandes polémiques et le conflit coréen ne fera pas exception. Ceci dit, il nous paraît impossible d'absoudre complètement l'un des deux camps. Premièrement, la situation interne en Corée n'était pas très stable et la réunification était souhaitée, tant dans le nord que dans le sud. Mais cette réunification devait se faire en fonction du régime choisi par les deux parties. En raison de l'ampleur des moyens utilisés, on ne peut nier que l'agression ait été délibérément préparée par les forces de la Corée du Nord. La Corée du Sud en la personne de son dirigeant Syngman Rhee est aussi à blâmer, puisque comme l'affirme André Fontaine, il a ouvertement clamé son intention d'envahir la Corée du Nord<sup>6</sup>.

Les deux grandes puissances ont également leur responsabilité dans cette affaire. Premièrement, à cette époque, le camp communiste n'était pas encore fissuré. Il est donc manifestement probable que Staline ait donné son aval à l'invasion. Par contre, cet aval de Staline est la conséquence de la politique extérieure américaine. En effet, le 12 janvier 1950, le Secrétaire d'État Américain Dean Acheson, avait déclaré que la Corée du Sud ne faisait pas partie du périmètre de sécurité des États-Unis<sup>7</sup>. Une telle affirmation des autorités américaines devait faire en sorte que Staline ne s'attendrait pas à une intervention américaine en cas d'attaque de la Corée du Sud par le régime communiste du nord de la péninsule. Il est aussi mentionné que la situation aurait pu être différente si les États-Unis et l'URSS avaient décidé de masser un nombre important de troupes dans leurs zones respectives, comme ce fut le cas en Allemagne. En agissant différemment, les grandes puissances auraient-elles pu éviter un conflit? Cette question restera probablement sans réponse.

---

<sup>6</sup> Fontaine, André. 1983. *Histoire de la guerre froide II: De la guerre de Corée à la crise des alliances 1950-1971*. Paris: Fayard, p. 14.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.14.

Le déroulement de la guerre de Corée jouit d'une riche documentation et nous ne voyons pas la nécessité d'en faire le récit dans le cadre de notre mémoire. Le conflit prendra officiellement fin le 27 juillet 1953, lorsque fut signé l'armistice de Panmunjom. Cet accord d'armistice consacrera la division de la péninsule coréenne entre les deux états belligérants, comme ce fut le cas avant l'éclatement du conflit en 1950. Dans les faits, après 3 ans de guerre, la situation de la Corée ne s'était pas améliorée. En plus d'avoir compté plusieurs victimes coréennes, tant au nord qu'au sud, son territoire fut dévasté par une guerre qui fut très intense par moments. L'union de la péninsule souhaitée par les deux camps ne se concrétisera pas, bien au contraire. Les deux États verront en effet le fossé qui les séparait se creuser davantage, si bien que, plus de 50 ans après la signature de l'accord d'armistice, la réunification de la Corée est encore difficilement envisageable.

Outre les pertes matérielles au niveau des infrastructures, des récoltes et de l'économie, le coût en perte de vies humaines durant cette guerre est relativement élevé. Selon des sources de l'ONU, les pertes militaires pour la Corée du Sud s'élevaient à 147 000 morts et 210 000 blessés. Les Américains perdirent 33 630 combattants et totalisèrent 103 000 blessés. Quant aux autres pays de l'ONU impliqués, ils perdirent 3 140 soldats et dénombrèrent 11 900 blessés. En ce qui concerne le camp communiste, il est difficile d'avoir les données les plus exactes, notamment en raison de la question de la participation des fameux volontaires Chinois<sup>8</sup>. Toutefois, il fut estimé que la Corée du Nord compta 300 000 morts et 220 000 blessés, alors que les Chinois laissèrent 200 000 volontaires sur le champ de bataille et revinrent avec 700 000 blessés. Comme c'est souvent le cas lors des conflits de ce genre, la population civile n'a pas été épargnée. L'ONU estime que le

---

<sup>8</sup> Même de nos jours, lorsque nous désirons faire une étude à connotation militaire sur la Chine, il est difficile d'avoir les données exactes de la part des documents officiels du gouvernement chinois. Nous devons souvent procéder à partir d'estimations.

nombre de victimes civiles coréennes serait deux fois plus élevé que pour les militaires<sup>9</sup>.

## 2.4 La participation canadienne

Comme ce fut le cas lors des deux guerres mondiales, le Canada répondit positivement à l'appel de ses alliés et accepta de participer au conflit. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a été estimé que le Canada était la quatrième puissance militaire mondiale. En raison d'un choix politique dicté notamment par des impératifs économiques, le Canada n'allait pas occuper longtemps cette position. Déjà, l'effort militaire canadien lors du second conflit mondial était très considérable toute proportion gardée avec sa population de l'époque. Le Canada n'avait pas les moyens de demeurer une grande puissance militaire. C'est ainsi que prit place la démobilisation de cette armée victorieuse. En peu de temps, les trois corps d'armée furent réduits au strict minimum. Lorsque la guerre en Corée éclata, le gouvernement canadien se trouvait dans une position assez périlleuse<sup>10</sup>, les forces armées canadiennes ne pouvaient compter que sur seulement 20 369 personnes tous grades confondus. L'envoi immédiat d'une brigade d'infanterie aurait laissé le pays sans aucune force militaire en cas d'attaque. Il fallait recruter de nouveaux soldats afin d'aller combattre en Corée.

Il est important de comprendre que la stratégie militaire canadienne à cette époque était fondée sur le principe de la réaction. Une force minimale était maintenue pour la défense nationale, ce qui incluait entre autre la possibilité de réagir à une attaque de diversion. Mais, dans le cadre de l'alliance incarnée par l'OTAN, dans un

---

<sup>9</sup> Droz, « Qui a gagné la guerre de Corée? », p. 126.

<sup>10</sup> Bernier, Serge. 1999. *Le Royal 22<sup>e</sup> Régiment*. Montréal: Éditions Art Global, p. 198.



contexte marqué par la guerre froide qui conditionnait le déroulement des relations internationales ou par ses obligations envers l'ONU, le Canada se retrouvait dans une situation toute particulière. Il entendait suivre le modèle qui lui avait si bien servi durant les deux conflits mondiaux, c'est-à-dire laisser ses alliés encaisser les premières frappes pour ensuite intervenir massivement en expédiant à la fois des effectifs militaires ainsi que du matériel<sup>11</sup>.

Tout d'abord, il nous apparaît important de souligner que les Canadiens français ont servi en très grande majorité au sein de l'armée de terre canadienne, notamment au sein de l'unité officiellement francophone du Royal 22ème Régiment. Les deux autres unités d'infanterie officiellement anglophones impliquées durant le conflit furent le *Royal Canadian Regiment* (RCR) et le *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* (PPCLI). Par contre, ces divisions linguistiques au sein des unités de l'armée n'étaient pas hermétiques, puisque certains francophones ont servi au sein d'unités anglophones et qu'à l'inverse, des anglophones combattirent au sein du Royal 22ème Régiment. En guise d'exemple, Pierre Vennat rapporte qu'environ une vingtaine de francophones servaient au sein du PPCLI en décembre 1952<sup>12</sup>. La marine et l'aviation jouèrent un rôle limité au cours de ce conflit et le nombre de francophones dans leurs rangs était relativement marginal.

En raison des motifs expliqués précédemment, le déploiement des troupes terrestres allait prendre un peu plus de temps que celles de la marine et de l'aviation. De plus, il ne faut pas oublier que le gouvernement canadien était encore sous le choc de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale. Le souvenir de la crise de la conscription était encore présent dans la mémoire des dirigeants canadiens. Il était

---

<sup>11</sup> Wood, Herbert Fairlie. 1966. *Singulier champ de bataille*. Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1966, p. 18.

<sup>12</sup> Vennat, Pierre. 2000. *Baptiste au pays du matin calme*. Montréal: Éditions du Méridien, p. 115.

donc impératif pour le gouvernement du premier ministre de l'époque, Louis Saint-Laurent, de ne pas provoquer une autre crise qui pourrait encore une fois menacer l'unité nationale. C'est pourquoi, durant les premiers moments du conflit, le gouvernement tenta de rassurer la population sur la participation canadienne. À cet effet, le gouvernement canadien proclama officiellement, le 13 juillet 1950, que l'effort militaire du Canada en Corée allait se limiter à l'envoi des trois destroyers de la marine canadienne<sup>13</sup>. Avec le recul, il est légitime de nous questionner sur la véritable signification de cette déclaration gouvernementale. Était-ce pour apaiser les craintes de la population ou tout simplement en raison de la probabilité que le conflit puisse se régler dans un court délai?

Il fut quand même convenu d'envoyer en Corée une brigade spéciale. Cette décision se matérialisa entre le 7 et le 8 août 1950. On décida alors de recourir au volontariat, tout en souhaitant que le recrutement serait suffisant afin de ne pas avoir recours à la conscription. Comme la Seconde Guerre mondiale avait pris fin seulement cinq ans avant le déclenchement de la guerre de Corée, il restait un nombre fort appréciable d'anciens combattants encore aptes au service militaire. Certains d'entre eux, qui n'appréciaient pas nécessairement leur retour à la vie civile, n'allaient pas se faire prier pour reprendre du service. De plus, certains jeunes Canadiens n'hésiteraient pas à aller servir sous les drapeaux. Trois bataillons d'infanterie issus du RCR, du PPCLI et du 22ème Régiment furent ainsi formés en vue de composer la 25ème brigade d'infanterie canadienne. D'autres unités d'appoint à ces bataillons furent nécessaires pour cette expédition et reçurent des volontaires, soit le 2ème régiment d'artillerie de campagne du *Royal Canadian Horse Artillery*, l'escadron C du *Lord Strathcona's Horse*, l'escadron des transmissions de la 25ème brigade d'infanterie, le 57ème escadron du Génie, la 54ème compagnie de transport de

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.17.

l'intendance canadienne, ainsi que la 25<sup>ème</sup> ambulance de campagne du service de santé canadien<sup>14</sup>.

Dans le cadre d'une publicité publiée dans des quotidiens tel *Le Canada*, le ministre de la Défense du Canada, Brooke Claxton, prit bien soin de légitimer cet envoi de troupes en soulignant que le tout n'était qu'une réplique à une agression qui violait directement les principes établis par la Charte de l'Organisation des Nations-Unies<sup>15</sup>. Cette volonté de souscrire à une participation de l'ONU était plus acceptable aux yeux des Canadiens, notamment ceux d'expression française, qui condamnaient le recours à la guerre impérialiste. De plus, le premier ministre Saint-Laurent et son ministre des Affaires étrangères, Lester B. Pearson, étaient des apôtres convaincus de la nécessité de l'existence de l'ONU afin de stabiliser le déroulement des relations internationales et assurer ainsi la sécurité collective.

La rapidité avec laquelle les volontaires canadiens répondirent à l'appel fut surprenante<sup>16</sup>. Les craintes d'une nouvelle crise tant redoutée par les dirigeants canadiens s'évanouirent assez rapidement. L'appel du gouvernement fut fructueux, à un tel point que les recruteurs se permirent d'être sélectifs. Ainsi, de nombreux volontaires furent renvoyés en raison des standards établis par l'armée. En ce qui a trait aux recommandations de recrutement, il fut convenu d'accorder une préséance aux vétérans de la Seconde Guerre mondiale. Ceux-ci furent nombreux à se présenter aux centres de recrutement, au point de former la moitié des postulants qui convoitaient les postes disponibles dans la brigade. Dès le 10 août, les premières recrues étaient envoyées dans des centres de formation de l'armée afin de recevoir leur instruction. Le 16 août, les effectifs étaient comblés en très grande majorité.

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>15</sup> 1950. *Le Canada*, 8 août, p. 11. s.a.

<sup>16</sup> Bernier, *Le Royal 22<sup>e</sup> Regiment*, p. 199.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la participation des Canadiens français fut un sujet brûlant, dont la principale incarnation fut le plébiscite de 1942 sur la conscription. Par contre, lors de la guerre de Corée la situation fut différente. Les Canadiens français, notamment au Québec, n'hésitèrent pas à s'enrôler au sein du corps expéditionnaire. Pierre Vennat n'hésite pas à affirmer qu'environ le tiers des combattants qui ont servi en Corée dans le corps expéditionnaire canadien étaient des francophones<sup>17</sup>.

Par ailleurs, il est essentiel de garder à l'esprit que le volontariat de type massif utilisé lors de la formation du premier corps expéditionnaire ne sera pas de rigueur dans l'envoi des troupes qui relèveront les précédentes. Dès 1950, l'armée canadienne procédera à une phase de recrutement afin d'accroître ses effectifs pour que le Canada puisse être en mesure de remplir ses obligations envers ses alliés de l'OTAN en ce contexte de guerre froide. Ces soldats, qui partiront plus tard pour le théâtre d'opération en Corée, auront reçu une plus grande instruction de la part de l'armée canadienne. Déjà, en décembre 1950, le ministre de la Défense, Brooke Claxton, annonçait que deux autres bataillons allaient être formés en prévision du conflit coréen. De cette façon, le Canada ne serait pas pris au dépourvu si le conflit perdurait.

Contrairement à leurs frères d'armes du Royal 22<sup>ème</sup> Régiment et du RCR, qui reçurent leur formation durant une période comprise entre les mois d'octobre 1950 et d'avril 1951, à fort Lewis dans l'État de Washington<sup>18</sup>, les hommes du PPCLI ne bénéficieront pas d'une période d'instruction aussi grande. En effet, dès la mi-septembre 1950, les troupes de l'ONU allaient voguer de succès en succès au point de refouler les troupes communistes aux frontières de la Chine. Une victoire de la

---

<sup>17</sup>Vennat, *Baptiste au pays du matin calme*, p. 10.

<sup>18</sup> Le Canada ne disposait pas d'un centre d'entraînement assez vaste pour former autant de soldats, dut envoyer ses unités recevoir la formation au camp américain de Fort Lewis.

coalition de l'ONU semblait imminente. Dans le cas où le conflit prendrait fin, le rôle de la brigade canadienne serait de servir à titre de force d'occupation. C'est pourquoi le bataillon du PPCLI fut dépêché avant les autres afin de se préparer à ces fonctions d'occupation. Mais, comme nous l'avons démontré précédemment, la victoire n'était pas assurée pour les troupes de l'ONU. La Chine communiste et ses légendaires volontaires allaient entrer dans la partie et infliger de nombreux revers à la coalition de l'ONU.

Les autres bataillons canadiens, dont le Royal 22<sup>ème</sup> Régiment, allaient mettre les pieds sur le sol coréen, dans le port de Pusan, le 4 mai 1951. Avant de rejoindre leurs confrères de la division du Commonwealth, ils eurent droit à une courte période d'entraînement pour, par la suite, prendre position sur la ligne de front au 38<sup>ème</sup> parallèle. La guerre de mouvements de grande amplitude avait cessé, elle faisait maintenant place à une guerre plus statique, c'est-à-dire une guerre de position.

Les Canadiens prirent part à divers types de combats et de missions, que ce soit pour tenter de prendre une position, d'en protéger une, ou encore de faire des patrouilles. Parmi ces opérations, notons la performance des soldats du Royal 22<sup>ème</sup> Régiment qui, entre le 22 et le 26 novembre 1951, se battirent avec ardeur pour repousser une attaque des soldats communistes sur une position appelée Colline 355 et baptisée le petit Gibraltar. En fait, cet épisode fut sûrement, comme l'affirme l'historien Serge Bernier, « le moment le plus difficile du *Bataillon de fer* comme on en vient à surnommer parfois le Royal 22<sup>ème</sup> Régiment en Corée »<sup>19</sup>. D'autres combats et d'autres accidents allaient malheureusement faire des victimes au sein de cette unité, tout comme chez leurs confrères du RCR et du PPCLI et ce, tout au long de la durée de ce conflit.

---

<sup>19</sup> Bernier, *Le Royal 22<sup>ème</sup> Régiment*, p. 215.

Dans le cadre de notre mémoire, en raison des contraintes d'espace, nous devons nous limiter à cette description relativement sommaire de la participation du Canada lors des hostilités en Corée et ce, en dépit de l'intérêt que représente l'ensemble des actions des soldats canadiens lors de ce conflit. Néanmoins, il nous importe de souligner que, jusqu'à la signature de l'armistice de juillet 1953, les Canadiens remplirent souvent avec brio les missions qui leur furent confiées par le commandement de l'ONU.

C'est un total de 21 940 militaires canadiens, tous grades confondus, qui servirent successivement en Corée. C'est au mois de janvier 1952 que les effectifs canadiens seront les plus nombreux, avec 8 123 combattants. Lors de la cessation des hostilités, ce nombre était passé à 7 134. En ce qui a trait aux pertes, elles s'établirent à 1 543 (blessés et tués), dont 93% provenaient de l'armée de terre. De ce nombre, l'armée canadienne comptabilisera 298 morts. Bien que la mort de chaque personne représente une tragédie à petite échelle, en compilant ces statistiques, la Direction histoire et patrimoine du ministère de la Défense nationale du Canada souligne que pour la seule année 1950, la route fit au Canada 2 289 victimes<sup>20</sup>. Ces pertes étaient très modestes si on les compare à celles des deux guerres mondiales. Évidemment, la présence canadienne en Corée, par le nombre, ne peut soutenir le jeu de la comparaison, que ce soit avec ses alliés américains (1 150 000 militaires) ou bien avec leurs ennemis communistes.

La guerre de Corée aura été un véritable réveil pour le Canada, notamment avec l'apparition d'une nouvelle donne internationaliste des relations internationales, incarnée à la fois par l'ONU et des alliances comme l'OTAN ou son rival, le Pacte de Varsovie. Le Canada ne pouvait plus se camper à l'intérieur d'une forme

---

<sup>20</sup> Ministère de la Défense nationale, la Direction histoire et patrimoine. 2002. *Le Canada et la guerre de Corée*. Montréal: Art Global, p. 150.

Mackenzie King vers la fin de sa carrière politique. La taille de l'armée canadienne, tant par ses effectifs que par ses budgets, allait s'accroître de façon significative. De près de 20 000 soldats avant le conflit coréen, l'historien Serge Bernier a souligné que l'armée canadienne, pourra, en 1953 compter sur 104 000 militaires<sup>21</sup>. De plus, les Canadiens apprendront avec l'expérience du conflit coréen que la venue des États-Unis dans le giron des affaires internationales comporte des avantages mais aussi des désavantages majeurs pour le Canada. Le Canada devra composer avec le leadership autoritaire des Américains. Bref, une toute nouvelle ère débutait dans la conduite de la politique extérieure du Canada.

Ce chapitre nous a permis de comprendre pourquoi la Corée s'est retrouvée divisée à la suite de luttes entre les grandes puissances impérialistes et évidemment dans le contexte entourant la guerre froide. La guerre de Corée fut un des grands moments de cette guerre froide. Les forces engagées en Corée furent considérables; malgré tout, un conflit mondial fut évité. Le Canada a également apporté sa contribution lors de ce conflit. Un engagement dont la légitimité s'appuyait sur le respect d'une résolution de l'ONU. Loin de provoquer une nouvelle crise en matière d'unité nationale, le conflit coréen vit les francophones s'enrôler selon le pourcentage de la population canadienne qu'ils représentaient. Les soldats canadiens surent s'acquitter de leur tâche sur le théâtre d'opération et par la suite, ils contribuèrent à la reconstruction de la Corée du Sud.

---

<sup>21</sup> Bernier, Serge. 2006. « La guerre froide et l'intervention canadienne en Corée ». *Cap aux diamants*, no 84 (hiver), p. 41.

## CHAPITRE III

### LA COUVERTURE MÉDIATIQUE EFFECTUÉE PAR LES QUOTIDIENS: *LE CANADA, LE DEVOIR ET LA PRESSE*

Au cours des années 1950, les journaux et principalement les quotidiens furent parmi les véhicules essentiels qui contribuèrent au façonnement de l'opinion publique. Le Québec et le Canada ne firent pas exception à la règle. Cette recherche s'avère des plus pertinentes car, à l'époque, l'information ne circulait pas aussi rapidement qu'aujourd'hui. Des moyens de transmission de la nouvelle, tel que les chaînes d'information continue ou bien l'internet, n'existaient pas encore. De plus, le taux de pénétration de la télévision dans les années 1950 était de loin inférieur à celui de l'année 2006. Les quotidiens étaient donc, avec la radio, un des moyens les plus efficaces pour recueillir de l'information. C'est pourquoi nous avons cru nécessaire de consacrer un chapitre de notre mémoire à la couverture médiatique de la guerre de Corée effectuée par ces trois quotidiens influents chez les francophones du Québec.

Nous avons choisi d'analyser le contenu de trois quotidiens francophones influents à Montréal et au Québec, soit *Le Canada*, *Le Devoir* et *La Presse*. Ce choix de quotidiens s'explique notamment en raison de leur influence toute particulière auprès de la société québécoise de l'époque, de même qu'en raison de leur différence au niveau idéologique. Nous porterons une attention toute particulière aux articles éditoriaux, de même qu'aux articles de fond.



De plus, bien que la guerre de Corée n'ait duré que trois ans, c'est durant les premiers mois du conflit que la participation canadienne était un sujet brûlant à l'ordre du jour. Les six premiers mois du conflit seront vraiment les plus cruciaux quant à la formation du corps expéditionnaire canadien et retiendront donc une grande partie de notre attention tout au long de cette analyse. Le traitement médiatique de la guerre de Corée fut important. D'ailleurs, Pierre Vennat en a fait une démonstration intéressante dans son ouvrage *Baptiste au pays du matin calme*. Comme nous l'avons mentionné précédemment, notre mémoire n'a pas pour objectif de faire la description au jour le jour des événements qui entourent le conflit, mais plutôt de s'interroger sur la question de la participation des Canadiens français du Québec lors du conflit. C'est pourquoi la première année du conflit retiendra la majorité de notre attention.

Nous verrons que les prises de position ainsi que le traitement de la nouvelle différaient chez ces trois quotidiens. Il nous sera possible de voir à quel point le message véhiculé par les médias pouvait ou non influencer l'opinion publique des Canadiens français et ultimement favoriser le recrutement au sein des forces armées canadiennes. Par exemple, les appels à la neutralité émis par un quotidien en particulier, allaient-ils faire en sorte de compromettre les efforts de recrutement de l'armée canadienne? Nous serons également à même de constater à quel point l'anticommunisme présent au sein de la société québécoise aura une influence déterminante lors de l'analyse de ces quotidiens.

### **3.1 *Le Canada***

Le journal *Le Canada* était un quotidien d'allégeance très libérale et résolument anticommuniste. Cette préférence envers les politiques du Parti libéral du Canada était connue et ouverte et ce quotidien se donnait pour mission de favoriser

l'unité canadienne. Il fut fondé en 1903 et était la propriété de la Compagnie de publication du Canada et était un organe du Parti libéral<sup>1</sup>. Il fallait donc s'attendre à ce que ses prises de position durant le conflit coréen aillent dans le sens des décisions prises par le gouvernement de Louis Saint-Laurent, alors premier ministre du Canada. L'une des principales raisons qui a motivé le choix de ce quotidien, réside dans la teneur même de ses propos. Des propos parfois durs, semaient la controverse et provoquaient maints débats avec la classe politique et intellectuelle de la province, notamment avec le quotidien *Le Devoir*.

Pour bien illustrer cette affirmation, nous avons retenu l'exemple de l'élection partielle du 19 juin 1950 dans la circonscription fédérale montréalaise de Cartier, qui avait lieu quelques jours seulement avant le déclenchement des hostilités. Cette circonscription ouvrière avait déjà accordé sa confiance au député communiste Fred Rose. Le titre de la page éditoriale du *Canada* était assez révélateur: « Pour en finir avec le communisme dans Cartier ». Son contenu sera assez dur envers la cause communiste, en l'accusant notamment d'être à la solde du gouvernement soviétique et l'appui à l'endroit du candidat libéral sera sans équivoque: « Que les électeurs anticommunistes de Cartier forment un front uni derrière Me. Cresthol pour écraser le candidat de Moscou: Voilà le vrai moyen d'en finir avec le communisme dans ce comté et dans notre province »<sup>2</sup>. Les électeurs de la circonscription de Cartier donnèrent d'ailleurs la victoire au candidat libéral<sup>3</sup>. Les couleurs du *Canada* étaient clairement affichées et le traitement du conflit sera à l'image de l'appui accordé au candidat libéral dans Cartier.

---

<sup>1</sup> Beaulieu, André, et, Jean Hamelin. 1979. *La presse québécoise, des origines à nos jours: Tome quatrième, 1896-1910*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, p. 166-169.

<sup>2</sup> 1950. « Pour en finir avec le communisme dans Cartier ». *Le Canada*, 19 juin, p. 4. s.a.

<sup>3</sup> Le candidat libéral, Leon Cresthol l'emporta avec une majorité de près de 6000 voix sur son plus proche adversaire, le candidat communiste Harry Binder.

Cet anticommunisme, de même que cette adhésion aux politiques du Parti libéral du Canada sera également marqué lors du décès de l'ancien premier ministre du Canada, Mackenzie King. Dans son éditorial du 27 juillet 1950, *Le Canada* comparera le premier ministre du Québec, Maurice Duplessis, au dirigeant russe Joseph Staline. En effet, lors du décès de M. King, *Le Canada* rappellera qu'en dépit du concert d'éloges qui sera livré envers l'ancien premier ministre, deux personnes se garderont d'émettre des commentaires, soit M. Duplessis et Staline<sup>4</sup>.

Lorsque le conflit éclata, le 25 juin 1950. *Le Canada* allait accorder à cet événement une couverture de choix en positionnant cette nouvelle à la une de son édition du 26 juin 1950<sup>5</sup>. Dans l'esprit du *Canada*, il ne fait pas de doute que la responsabilité du conflit incombe au camp communiste, comme en témoigne son titre à la une du 29 juin 1950 : « Le Canada prêt à aider dans la lutte contre l'agresseur »<sup>6</sup>. Son éditorial du 27 juin 1950 sera assez critique à l'endroit du camp communiste, notamment envers l'URSS. Il en appellera à de la fermeté ainsi qu'à une certaine clairvoyance afin d'éviter de tomber dans un piège tendu par le Kremlin :

Par la faute du communisme international, de sa politique de provocation délibérée, l'humanité se trouve de nouveau plongée dans l'angoisse.

L'interdépendance des nations est trop grande, aujourd'hui, pour que l'agression injustifiée dont vient d'être victime la République coréenne du Sud n'ait pas soulevé un vif émoi dans toutes les capitales du monde libre.

On peut voir là l'œuvre de Moscou, et le but visé n'est pas douteux: créer chez tous les peuples un état de nervosité, un climat d'inquiétude et de crainte qui serve les fins de la propagande communiste.

---

<sup>4</sup> 1950. « Silence de M. Staline, silence de M. Duplessis ». *Le Canada*, 27 juillet, p. 4. s.a.

<sup>5</sup> 1950. « La guerre éclate en Corée ». *Le Canada*, 26 juin, p. 1. s.a.

<sup>6</sup> 1950. « Le Canada prêt à aider dans la lutte contre l'agresseur ». *Le Canada*, 29 juin, p.1. s.a.

Devant cette manœuvre, il importe pour les pays démocratiques de conserver tout leur calme, de montrer autant de sang-froid que de fermeté. Se laisser gagner par l'hystérie de la guerre, crier qu'une nouvelle tuerie internationale est inévitable, ce serait faire à coup sûr le jeu de la Russie soviétique et du Kominform<sup>7</sup>.

Ces propos sont sans équivoque et pour *Le Canada*, il est clair que le camp communiste est responsable du déclenchement de ce conflit. En plein contexte relié à la guerre froide, ces propos très anticommunistes démontreront aux lecteurs de ce quotidien que « le monde libre » est directement menacé par le camp communiste. La condamnation de l'agression de la Corée du Nord devient un acte visant à résister à une avancée communiste qui risque de déferler sur la planète. De plus, n'oublions pas que l'expérience difficile de la Seconde Guerre mondiale était fraîche dans l'esprit des gens. Un nouveau conflit généralisé risquerait de plonger l'humanité dans une nouvelle épreuve des plus douloureuses.

Le lendemain, dans l'éditorial du 28 juin 1950, l'Union soviétique sera pointée du doigt encore plus fermement en tant qu'instigatrice de ce conflit. L'éditorialiste du *Canada* ira plus loin quant au rôle joué par l'URSS ainsi que sur les enjeux liés directement à l'épisode du conflit coréen. Une charge à fond de train sera menée contre l'URSS et le camp communiste. Les Soviétiques seront accusés de se servir de la Corée afin de voir si les Américains sont en mesure de résister à une éventuelle avancée communiste, une avancée qui risque de menacer la paix :

L'attaque-surprise de dimanche matin, lancée par la Corée du Nord contre la Corée du Sud, constitue un acte délibéré d'agression approuvé et probablement inspiré par l'Union soviétique...

L'explication la plus vraisemblable de l'invasion du sud de la Corée serait le désir de l'Union soviétique de mettre à l'épreuve les dispositions des États-Unis par rapport à la guerre. Si leur réaction est faible et indécise, Moscou

---

<sup>7</sup> 1950. « Demeurer calme devant les événements en Corée ». *Le Canada*, 27 juin, p. 4. s.a.

assumera qu'ils ont peur et se sentira plus encouragé à se lancer à fond dans une lutte pour laquelle il n'est pas encore complètement préparé.

Le meilleur espoir pour la paix mondiale réside dans une ferme attitude de la part de Washington<sup>8</sup>.

Cette pensée maîtresse illustrée par *Le Canada* sera défendue tout au long du conflit. Dans un premier temps, selon la thèse soutenue par ce quotidien, l'URSS et l'ensemble du camp communiste sont entièrement responsables du déclenchement de ce conflit. De plus, la riposte militaire s'avère nécessaire pour sauvegarder la paix mondiale. *Le Canada* adhère entièrement à la théorie qui suggérerait qu'un recul ou un échec en Corée signifiait que le camp communiste détiendrait un avantage significatif dans la guerre froide. Pire encore, un manque de résolution de la part du camp dirigé par les États-Unis pourrait conduire directement le monde vers un autre conflit mondial. Cette hantise d'un autre conflit mondial sera d'ailleurs un thème abondamment évoqué, de même que la propagande de Moscou, comme en témoigne l'éditorial du 11 juillet 1950<sup>9</sup>.

De plus, il est clairement affirmé que l'armement utilisé par les troupes de la Corée du Nord est fourni par l'URSS. *Le Canada* affirme d'ailleurs que les revers initiaux subis par les troupes de l'ONU sont causés par la qualité de l'armement soviétique mis à la disposition des Nord-Coréens: « Quand on sait que tous les tanks des Coréens du Nord sont de provenance russe, on comprend pourquoi les blindés du général MacArthur ont essuyé des échecs répétés depuis une quinzaine »<sup>10</sup>. Une telle révélation vient donner du poids à l'affirmation voulant que la guerre de Corée soit un coup monté de la part de Moscou. Les prises de position contre l'URSS se

<sup>8</sup> 1950. « Le rôle de la Russie dans l'affaire de Corée ». *Le Canada*, 28 juin, p. 4. s.a.

<sup>9</sup> 1950. « Ce que peut nous coûter une nouvelle guerre ». *Le Canada*, 11 juillet, p. 4. s.a. Voir également: 1950. « On ne livre pas de guerre capitaliste en Corée », 12 juillet, p. 4. s.a.

<sup>10</sup> 1950. « Une explication des revers en Corée ». *Le Canada*, 14 juillet, p. 4. s.a. Voir également: 1950. « Pas de défaitisme au sujet du conflit coréen », 18 juillet, p. 4. s.a.

multiplieront de la part du *Canada*, comme en témoigne d'ailleurs la condamnation des propos du Kremlin, dans lesquels les officiels soviétiques accusèrent les Américains d'avoir introduit sciemment un insecte appelé « bête à patate » en URSS<sup>11</sup>. Comme nous pouvons le constater, l'anticommunisme est un des moteurs de l'argumentation du *Canada* lorsqu'il est question du traitement réservé à la guerre de Corée.

Cet anticommunisme des plus virulents se manifestera lorsque *Le Canada* fustigera les initiateurs de l'appel de Stockholm. En effet, un groupe d'inspiration communiste appelé *Comité mondial des partisans de la paix*, a lancé à Stockholm, en mars 1950, une campagne visant à interdire le recours à l'arme atomique. En ce contexte de guerre froide, le recours à l'arme atomique était un sujet brûlant d'actualité. Prenant pour référence des propos tenus à la fois par Lénine et Staline, *Le Canada* dira : « L'idée fondamentale des communistes se résume dans ce dogme intangible: la guerre impérialiste est criminelle, la guerre civile est sainte. Ces faux pacifistes sont en réalité des bellicistes, des apôtres de la guerre civile à l'échelle nationale et mondiale »<sup>12</sup>. On se fera, au sein de ce quotidien, un point d'honneur de démasquer toute tentative, avouée ou non, de faire la promotion des idéaux communistes, comme ce fut le cas lors d'une assemblée slave qui devait avoir lieu à Toronto le 29 juin 1950. Les participants invités directement de l'URSS, dont Alexandre Gundorov, alors lieutenant-général au sein de l'armée rouge soviétique furent interdits de séjour au Canada<sup>13</sup>.

La notion de guerre préventive sera utilisée par *Le Canada*, lorsque le gouvernement Saint-Laurent décidera de mettre au service de la coalition de l'ONU,

---

<sup>11</sup> 1950. « La bête à patates arme de la guerre froide ». *Le Canada*, 18 juillet p. 4. s.a.

<sup>12</sup> 1950. « Le pacifisme suspect de l'appel de Stockholm ». *Le Canada*, 20 juillet, p. 4. s.a.

<sup>13</sup> Nantel, Maurice. 1950. « La dernière des communistes de Toronto et de leurs amis russes ». *Le Canada*, 29 juin, p. 2.

trois destroyers canadiens. En effet, son éditorialiste dira que: « En intervenant aujourd'hui en Corée, la marine canadienne contribue à sauver le Canada d'une guerre d'agression dans l'avenir »<sup>14</sup>. Cette formule utilisée a le mérite de reconforter l'esprit des Canadiens français en leur faisant savoir que la participation canadienne en Corée est avant tout motivée par des idéaux reliés à la promotion de la paix mondiale. Lors des deux précédents conflits mondiaux, une des raisons qui détournait les Canadiens français de participer au conflit, était l'impression d'aller livrer une guerre impérialiste au service de l'Angleterre. C'est pourquoi, l'action canadienne, telle que décrite par *Le Canada*, est avant tout motivée par l'adhésion aux principes pacifistes de l'ONU, comme en témoigne les propos tenus à l'intérieur de son éditorial du 19 juillet 1950: « La situation coréenne exige qu'on y porte une attention immédiate, pour qu'elle n'entraîne pas une autre guerre mondiale, et le Canada ne saurait s'en désintéresser »<sup>15</sup>. Dans ce cas-ci, c'est une participation pour éviter un conflit encore plus dévastateur qui est mise en lumière. Bref, entre deux maux, *Le Canada* recommande à ses lecteurs, de choisir le moindre.

Il est facile aujourd'hui, plus de 50 ans après le conflit, de porter un jugement sur la pertinence ou non d'une avancée soviétique. Toutefois, il est important de garder à l'esprit le contexte qui prévalait à l'époque durant les années 1950. Plusieurs sources d'information, dont certaines relativement crédibles, laissaient présager le pire en ce qui a trait à l'éclatement d'un nouveau conflit mondial. Dans sa une du 21 juillet 1950, *Le Canada*, titrait: « Le politburo a décidé que la Russie entrerait en guerre contre les Etats-Unis avant 1956, dit l'amiral Zacharias »<sup>16</sup>. En effet, selon une dépêche de *l'Associated Press*, l'amiral à la retraite, Ellis S. Zacharias affirme

---

<sup>14</sup> 1950. « Nos destroyers vont servir la cause de la paix ». *Le Canada*, 13 juillet, p. 4. s.a.

<sup>15</sup> 1950. « La situation en Corée et l'appel de l'ONU ». *Le Canada*, 19 juillet, p. 4. s.a. Voir également: 1950. « La seule façon de sauvegarder la paix ». *Le Canada*, 20 juillet, p. 4. s.a.

<sup>16</sup> 1950. « Le politburo a décidé que la Russie entrerait en guerre contre les Etats-Unis avant 1956, dit l'amiral Zacharias ». *Le Canada*, 21 juillet, p. 1. s.a.

clairement que l'URSS projette de déclarer la guerre aux Etats-Unis et que la guerre de Corée ne sert qu'à déstabiliser les Américains et leurs alliés.

Peu importe la crédibilité de cette source, il est clair que le climat était très tendu en ce temps de crise. *Le Canada* ne manqua pas de rappeler que cette situation était suivie de près en Allemagne. L'Allemagne, à l'instar de la Corée a vu son territoire divisé entre les protagonistes de la guerre froide. Devant une situation similaire à celle de la Corée, *Le Canada* se pose la question à savoir si l'Allemagne pourrait connaître un sort similaire: « Si les deux Allemagne devaient entrer en conflit dans de telles conditions, ce serait une nouvelle aventure coréenne. Il est presque superflu de se demander s'il serait possible de localiser cette autre guerre civile »<sup>17</sup>. Il a souvent été question, durant le conflit, de la sécurité de l'Europe et de la possibilité que la guerre de Corée ne soit qu'une manœuvre de diversion de la part du camp communiste, afin de réaliser une entreprise encore plus vaste. D'ailleurs, *Le Canada* ne manqua pas de faire remarquer à quel point les communistes disposaient d'alliés à l'intérieur lors de leur avancée en Corée du Sud. La population canadienne doit être mise en garde contre les tentatives de subversion communiste, comme en témoigne un extrait de cet éditorial du 4 août 1950: « Tout indique que la cinquième colonne a joué un rôle considérable dans la guerre de Corée. On ne saurait s'en étonner et c'est une leçon dont le monde libre a intérêt à se souvenir »<sup>18</sup>.

Lors des jours précédant l'annonce de la formation du corps expéditionnaire canadien, *Le Canada* annonçait diverses nouvelles qui laissaient présager une détérioration de la situation sur la scène internationale. Dans sa une du 5 août 1950, on pouvait noter l'existence de la menace d'une invasion du Tibet par la Chine communiste. Également, il a été mentionné que l'Indochine risquait de devenir un lieu d'affrontement entre la Chine communiste et les Etats-Unis. De plus, on peut

---

<sup>17</sup> 1950. « La guerre de Corée et le malaise allemand ». *Le Canada*, 27 juillet, p. 4. s.a.

<sup>18</sup> 1950. « En Corée du Sud sous l'occupation communiste ». *Le Canada*, 4 août, p. 4. s.a.



noter la volonté de préparer l'opinion publique à l'envoi de troupes terrestres. Il a été souligné par le ministre de la Défense nationale, que les limites imposées pour l'enrôlement de nouvelles recrues au sein des forces armées canadiennes allaient disparaître: « Les forces armées accepteront tous les hommes qualifiés, a-t-il dit »<sup>19</sup>. Le 6 août 1950, dans le cadre de son éditorial, *Le Canada* associait littéralement la participation militaire canadienne au conflit à la promotion de la paix :

Mais nous ne saurions exiger de nos alliés qu'ils accomplissent sans nous l'effort qui doit assurer le salut commun, notre salut comme le leur. Nous devons faire notre part [...]

C'est pourquoi la nation canadienne doit être unanime à appuyer la politique clairvoyante et courageuse, la seule véritable politique de paix qui soit aujourd'hui, que poursuit notre gouvernement<sup>20</sup>.

C'est le 8 août 1950 que fut annoncé par le gouvernement fédéral que le Canada enverrait une brigade d'infanterie en Corée. *Le Canada* consacra une bonne part de sa une à la description de l'événement. À cet effet, des extraits du discours prononcé par le premier ministre Saint-Laurent seront reproduits dans le quotidien. *Le Canada* prendra bien soin de rappeler les motifs invoqués pour participer au conflit, tel le couvert légitime de l'ONU et la volonté de maintenir la paix. Citant le Premier ministre, on retrouvera les propos suivants, notamment le fait que l'intervention en Corée est avant tout une mesure préventive destinée à éviter un autre conflit mondial, le tout en rappelant que l'opération était conduite sous la direction de l'ONU :

Parlant des événements en Corée, il a dit : « Ce n'est pas la guerre que les Nations Unies font en Corée; c'est une action policière destinée à prévenir la guerre en contrecarrant l'agression. Voilà pourquoi les événements en Corée nous importent tant à nous qui désirons éviter une nouvelle guerre mondiale et

---

<sup>19</sup> 1950. « Aucune limite à la campagne de recrutement ». *Le Canada*, 5 août, p. 1. s.a. Voir également: 1950. « Les conditions de recrutement », *Le Canada*, 8 août, p. 2. s.a.

<sup>20</sup> 1950. « Appuyons la politique de paix de notre patrie ». *Le Canada*, 6 août, p. 4. s.a.

voilà pourquoi notre gouvernement s'est empressé d'assurer aux Nations Unies l'appui du Canada en Corée »<sup>21</sup>.

Déjà, les avantages financiers de la participation canadienne lors du conflit étaient mis à l'avant-scène. Le lendemain de l'annonce de la formation de la brigade canadienne, *Le Canada* faisait état des sommes que les Américains investiraient en achat de matériel militaire au Canada, une somme de 1 milliard de dollars par année<sup>22</sup>. La réponse envers cet appel du gouvernement, ne se fera pas attendre. En effet, seulement deux jours après l'annonce de la formation de la brigade spéciale, ce sont 2 300 personnes, soit tout près de la moitié des 5 000 hommes demandés, qui se sont présentés aux divers points de recrutement de l'armée canadienne dans l'ensemble du pays<sup>23</sup>. Comme il fallait s'y attendre, *Le Canada* saluera la décision du gouvernement de Louis Saint-Laurent de mettre sur pied cette brigade spéciale. Son éditorial du 9 août est révélateur de la pensée du quotidien francophone sur la question de la guerre de Corée. Cet éditorial affirme haut et fort que la politique du gouvernement canadien en est une de prévention et surtout animée de sentiments en faveur de la paix et de la protection des libertés, tout en soulignant l'équilibre de cette décision, qui repoussait la neutralité passive ou bien un effort total et injustifié :

Politique libérale, politique du juste milieu !

Sauvegarder la paix : tel est l'unique but que vise le gouvernement canadien, dans les circonstances critiques que traverse le monde, et ce désir de paix inspire toute la politique de l'administration libérale du pays.

Le très hon. Louis Saint-Laurent déclarait fort justement à Radio-Canada, lundi soir : « Ce que nous faisons comme tout notre peuple le désire, c'est tout ce qui est possible pour prévenir la guerre ».

---

<sup>21</sup> 1950. « Levée d'une brigade pour servir avec les N. Unies ». *Le Canada*, 8 août, p. 1. s.a.

<sup>22</sup> 1950. « Les achats militaires des E-U au Canada s'élèveraient à \$1,000,000,000 par année ». *Le Canada*, 9 août, p. 1. s.a.

<sup>23</sup> 1950. « 2300 candidats à la brigade de Corée ». *Le Canada*, 10 août, p. 1. s.a.

Le Canada ne veut pas la guerre, cela ne saurait faire de doute pour personne. Or, aujourd'hui, le meilleur moyen de précipiter un troisième conflit mondial serait de laisser libre cours à l'agression communiste partout sur le globe. Pour prévenir une nouvelle hécatombe, il faut arrêter l'agression, où qu'elle se produise, dès qu'elle se produit<sup>24</sup>.

Nous sommes en mesure de voir à quel point *Le Canada* appuie sans réserve les politiques du gouvernement Saint-Laurent en ce qui a trait à l'effort militaire du Canada dans le conflit coréen. Par la suite, la couverture et surtout les éditoriaux reprendront ces lignes directrices. La participation au conflit est nécessaire pour assurer le maintien de la paix selon le quotidien et comme en témoigne le titre de cet éditorial du 10 août 1950 : « Y a-t-il vraiment d'autres moyens à l'heure actuelle, de travailler pour la paix et d'empêcher que les forces communistes ne déferlent sur le monde ? »<sup>25</sup>.

Ces prises de position assez marquées par *Le Canada* en faveur du gouvernement canadien et de l'effort de guerre proposé par celui-ci, seront accompagnées d'un zèle à pourfendre les tenants d'options différentes. Il s'en suivra des accrochages mémorables avec les rédacteurs du quotidien *Le Devoir*. Avant même que le Canada n'annonce la formation de la brigade spéciale en Corée, *Le Canada* avait déjà tiré ses premières salves contre *Le Devoir*. Le 13 juillet 1950, l'éditorialiste du *Canada* s'en prendra durement à André Laurendeau du *Devoir*, l'accusant de faire le jeu du communisme à partir de ses écrits, notamment en parlant d'une Corée américaine :

M. André L. se défend d'être communiste. M. André L. prétend vouloir combattre le communisme. Mais dès que des mesures réalistes sont prises pour combattre efficacement cette idéologie maudite, M. André L. s'attaque

---

<sup>24</sup> 1950. « Politique libérale, politique du juste milieu ! ». *Le Canada*, 9 août, p. 4. s.a.

<sup>25</sup> 1950. « Existe-t-il d'autres moyens pour assurer la paix ? ». *Le Canada*, 10 août, p. 4. s.a.

non pas aux communistes, mais à ceux qui les combattent. C'est là une attitude dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est singulière.

M. André L. intitule un de ses « Blocs notes » : « politique consciente? ». Il faudrait dans son cas à lui poser la question : « Politique inconsciente ? ».

Enfin, M. André L. déclare en terminant ses « Blocs-notes » : « Nous ne voulons pas devenir les robots de l'anticommunisme ». Sans doute lui et ses pareils préfèrent-ils devenir les robots du communisme !<sup>26</sup>

Ces attaques sont assez dures à l'endroit du *Devoir* et d'André Laurendeau. *Le Canada* poursuivra sur sa lancée en accusant Laurendeau d'en vouloir au concept même de la démocratie : « M. Laurendeau et les propagandistes communistes qui, comme lui, détestent les Etats-Unis et les démocraties occidentales en général [...] »<sup>27</sup>. Évidemment, André Laurendeau répliquera fermement au *Canada*, ce qui amènera une réplique du quotidien d'allégeance libérale, qui se défendra avec force de ne pas être qu'une courroie de transmission des politiques de Louis Saint-Laurent. De plus, M. Laurendeau sera accusé de faire la promotion de valeurs qui servent à la fois les fascistes et les communistes :

Ce que M. Laurendeau accepte les yeux fermés

Dans le *Devoir*, M. André Laurendeau se plaint que le *Canada* le « traite à peu près de communiste », parce qu'il n'accepte pas les yeux fermés la propagande de M. Saint-Laurent.

M. Laurendeau se trompe singulièrement. Nous ne l'avons pas traité de communiste, ni à peu près de communistes. Nous nous étonnons seulement de lui voir colporter au Canada français les mots d'ordre de la *Pravda* et les arguments de la propagande soviétique. Et cela non pas parce que M. Laurendeau n'accepte pas « les yeux fermés la propagande de M. Saint-Laurent, mais bien parce qu'il accepte les yeux fermés la propagande de M.

---

<sup>26</sup> 1950. « Préfèrent-ils devenir les robots du communisme ? ». *Le Canada*, 13 juillet, p. 4. s.a.

<sup>27</sup> 1950. « L'horloge du *Devoir* marque l'heure de Moscou ». *Le Canada*, 16 août, p. 4. s.a.

Staline et tente de faire croire à ses lecteurs canadiens-français que ce sont les démocraties occidentales qui ont précipité l'invasion de la Corée.

M. Laurendeau se défend d'être communiste en proclamant triomphalement qu'il se fait traiter de fasciste depuis une dizaine d'années. Nous pourrions faire observer à M. Laurendeau qu'il se trouve en Allemagne orientale et en divers autres pays situés derrière le rideau de fer, un certain nombre de gens qui étaient fascistes il y'a une dizaine d'années et qui aujourd'hui sont bel et bien communistes.

Fascisme et communisme se ressemblent d'ailleurs tant que l'on comprend aisément qu'ils aient à tour de rôle attiré certaines gens à la tournure d'esprit un peu spéciale.

Mais le cas de M. Laurendeau est encore plus simple que cela. Il n'est certainement pas communiste aujourd'hui, et peut-être même n'a-t-il jamais été fasciste. Seulement sa haine de la démocratie l'a toujours porté à faire siennes les thèses les plus violemment antidémocratiques qu'elles émanent des fascistes ou des communistes. Ajoutons à cela cette fascination qu'exerce chez les êtres de son espèce, physiquement faibles et mentalement débiles, la force brutale qu'a symbolisée le fascisme et que le communisme représente aujourd'hui.

On a là tout le cas de M. Laurendeau, nationaliste, totalitaire de teinte caméléon<sup>28</sup>.

Ces attaques envers Laurendeau sont assez cinglantes. Toutefois, André Laurendeau ne sera pas la seule cible au sein du personnel du *Devoir*. Gérard Filion gouterà lui aussi à la médecine des éditoriaux du *Canada*. L'éditorial du *Canada* du 21 août 1950 fera remarquer à Gérard Filion que le fait d'appuyer la position interventionniste en Corée du Sud est aussi un acte en faveur de la paix, en vertu de la thèse voulant qu'un recul provoque un nouveau conflit mondial<sup>29</sup>. En fait, toute personne ou groupe qui n'appuiera pas la politique du premier ministre Saint-Laurent,

---

<sup>28</sup> 1950. « Ce que M. Laurendeau accepte les yeux fermés ». *Le Canada*, 17 août, p. 4. s.a.

<sup>29</sup> 1950. « Quand M. Gérard Filion s'en va-t-en guerre ». *Le Canada*, 22 août, p. 4. s.a. Voir également: 1950. « Le cycle du *Devoir* va du fascisme au communisme », *Le Canada*, 23 août, p. 4. s.a.

se verra attaqué par *Le Canada*, à divers degrés d'intensité. Dans certains cas, *Le Devoir* et André Laurendeau demeureront les « têtes de turcs » préférées du *Canada*.

En effet, lors d'une attaque en règle contre le quotidien *Montréal-Matin*, d'allégeance nationaliste et favorable à l'Union Nationale de Maurice Duplessis, *Le Canada* ne manquera pas l'occasion d'écorcher *Le Devoir* et André Laurendeau au passage. « A lire M. Laurendeau, à qui son amour des ballets russes a peut-être embrouillé les idées politiques, on ne peut s'empêcher de remarquer que l'horloge du *Devoir* marque l'heure de Moscou »<sup>30</sup>. Concernant le *Montréal-Matin*, l'éditorial du *Canada* fera remarquer que le quotidien réclamait une action musclée contre le communisme, mais lorsque celle-ci survient, il prône une forme d'isolationnisme qui favorise les desseins du camp communiste :

Quoi qu'il en soit, *Montréal-Matin* a toujours trouvé que le gouvernement canadien n'en faisait jamais assez pour combattre le communisme. Mais aussi tôt que ce gouvernement, de concert avec toutes les puissances libres et pacifiques du monde, prend des mesures efficaces pour arrêter l'agression communiste et pour sauvegarder la paix mondiale, *Montréal-Matin* se met à la remorque du *Devoir* et dans l'isolationnisme et laisse les mains libres à la Russie soviétique et au communisme international. C'est ce que l'on pourrait appeler: être communiste, jusqu'à la gauche!<sup>31</sup>

Il va de soi que les éditorialistes du *Devoir* ne resteront pas muets face à ces charges de leurs confrères journalistes du *Canada*. Gérard Filion soulignera que l'éditorialiste Charles Hamel n'hésitait pas à appuyer publiquement les troupes républicaines d'inspiration socialiste en Espagne lors de la guerre civile qui a dévasté ce pays. Puis, quelques années plus tard, il tient au *Canada* des propos résolument

---

<sup>30</sup> 1950. « À *Montréal-Matin*, on en reste à l'heure zéro! ». *Le Canada*, 24 août, p. 4. s.a.

<sup>31</sup> *Ibid*, p. 4. Voir également. 1950. « Quoi qu'il en soit, *Montréal-Matin* singe le *Devoir* ». *Le Canada*, 25 août, p. 4. s.a.

anticommunistes<sup>32</sup>. André Laurendeau répliquera lui aussi aux attaques du *Canada* en attaquant les anciennes sympathies du rédacteur envers le gouvernement républicain en Espagne en 1936-1939. Il écrira clairement le 23 juillet 1950 : « La province n'ira pas chercher la lumière chez l'ancien rédacteur en chef du *Journal* »<sup>33</sup>. C'est dans ses éditoriaux du *Journal*, que Charles Hamel a pris ouvertement position pour les forces républicaines durant la guerre civile espagnole, entre 1936 et 1939.

Avec un ton beaucoup plus modéré et diplomatique, *Le Canada* répondra, le 21 août, à la Société Saint-Jean-Baptiste qui, dans une déclaration, demandait au nom d'idéaux chrétiens et pacifistes, que le Canada choisisse la neutralité dans le cadre du conflit coréen. Le journal répliquera en évoquant la grande noblesse des idéaux chrétiens et pacifistes mis de l'avant par la Société Saint-Jean-Baptiste. Par contre, *Le Canada* affirme que « la neutralité devant l'agression communiste ne saurait être le moyen de prévenir la guerre et encore moins de rejeter efficacement le marxisme avec tout ce qu'il représente d'antichrétien et d'antihumain »<sup>34</sup>.

Concernant la position de l'Église et de l'*Action Catholique*, *Le Canada* en profitera pour décocher un nouveau direct à l'endroit de ceux qui n'appuient pas l'entrée du Canada dans le conflit, notamment envers sa cible favorite: *Le Devoir*. Prétextant le fait que le pape Pie XII a condamné la guerre d'agression, *Le Canada*, par le biais de son éditorial du 6 septembre 1950, en profite pour rappeler, en écorchant le quotidien nationaliste, que: « Devant cette déclaration catégorique du Saint-Père, l'*Action Catholique* ne peut que conclure : Est donc déjà condamnée l'attitude de ceux qui de façon irréfléchie espérons-nous, combattent toute intervention du Canada dans les affaires internationales »<sup>35</sup>.

---

<sup>32</sup> Filion, Gérard. 1950. « Révolutionnaire et gâteux ». *Le Devoir*, 22 août, p. 4.

<sup>33</sup> Laurendeau, André. 1950. « A propos de courtoisie ». *Le Devoir*, 23 août, p. 4.

<sup>34</sup> 1950. « Peut-on être neutre à l'égard du communisme? ». *Le Canada*, 21 août, p. 4. s.a.

Par la suite, les efforts de recrutement donnèrent les résultats escomptés. Les éditoriaux et les articles publiés par *Le Canada* ne portaient désormais plus sur la nécessité que le pays participe à la guerre de Corée, mais plutôt sur la description des opérations et sur la confiance que les gens devaient manifester envers la coalition de l'ONU, comme en témoigne cet extrait de l'éditorial du 16 septembre 1950 intitulé : « Les forces alliées passent à l'attaque en Corée », qui commentait la reprise de Séoul par les troupes de l'ONU. « C'est l'avis de beaucoup et c'est l'espoir général que le conflit coréen se trouve abrégé du fait de cette manœuvre par laquelle les alliés viennent enfin de reprendre l'initiative des opérations »<sup>36</sup>.

Le conflit sera aussi traité à partir de sa dimension plus internationale et le rôle de l'ONU sera un des thèmes centraux de la couverture médiatique. En guise d'exemple, l'éditorial du 25 octobre 1950 sera, entre autres, consacré au cinquième anniversaire d'existence de l'ONU. *Le Canada* dira, en évoquant la mission de l'organisation internationale, que le communisme menace la paix et principes de l'ONU et ceux du christianisme contribuent à réaliser ces efforts de paix :

Ces objectifs, M. Saint-Laurent nous les a déjà signalés comme les meilleures armes pour atteindre le communisme, principale menace à la paix. C'est là l'œuvre essentielle de l'ONU. Nous ne saurions faire fausse route en nous attachant à cet idéal chrétien et en travaillant à le réaliser<sup>37</sup>.

Évidemment, même si la question de la formation des effectifs de l'armée canadienne, de même que de l'implication ou non du Canada dans le conflit était moins présente dans le contenu du quotidien : le zèle du *Canada* à pourfendre les détracteurs de l'effort de guerre ou de glorifier les actions du gouvernement de Louis

---

<sup>35</sup> 1950. « Les directives de Pie XII et l'affaire coréenne ». *Le Canada*, 6 septembre, p. 4. s.a.

<sup>36</sup> 1950. « MacArthur va-t-il franchir le 38<sup>ème</sup> parallèle? ». *Le Canada*, 3 octobre, p. 4. s.a.

<sup>37</sup> 1950. « Le Canada et les cinq années des Nations Unies ». *Le Canada*, 25 octobre, p. 4. s.a.



Saint-Laurent, ne diminua pas pour autant. C'est ainsi que *Le Canada* dans le cadre de son éditorial du 10 novembre 1951 a ramené à l'ordre le député indépendant de la circonscription fédérale de Chicoutimi, M. P-E Gagnon, qui affirmait que le bataillon francophone du Royal 22<sup>ème</sup> Régiment en Corée n'était pas traité avec justice. Commentant le droit d'un parlementaire de s'exprimer, *Le Canada* dira du député en question: « Cela implique néanmoins qu'il est moralement tenu de ne pas parler à la légère et de ne pas lancer des accusations dont il ne saurait pas fournir la preuve »<sup>38</sup>.

Lors de la fin du conflit, l'engouement envers la Corée avait diminué. Bien que la une du *Canada* ait été consacrée à la signature de l'accord d'armistice, il n'y aura pas de billet éditorial concernant cet événement. La couverture de la campagne électorale fédérale de 1953 occupait la majeure partie de l'attention du *Canada*<sup>39</sup>. Néanmoins, ce quotidien a traité de façon exhaustive le déroulement de la guerre de Corée. Non seulement plusieurs dépêches expliquaient le déroulement du conflit, mais en plus, le journal a pris des positions claires et précises concernant cette guerre et n'a pas hésité à les mettre à l'avant-scène.

### 3.2 *Le Devoir*

*Le Devoir* a été fondé en 1910 par Henri Bourassa. Dès le départ, ce quotidien était animé par des idéaux clérico-nationalistes. Déjà, durant la Seconde Guerre mondiale, ses positions controversées quant à la participation canadienne lors de ce conflit ont suscité plusieurs réactions. Durant la guerre de Corée, *Le Devoir* couvrira le conflit, comme il se doit, mais le contenu de ses éditoriaux sera résolument pacifiste ce qui, comme nous l'avons mentionné précédemment, lui attirera le

---

<sup>38</sup> 1951. « Un député qui fait des affirmations sans preuves ». *Le Canada*, 10 novembre, p. 4. s.a.

<sup>39</sup> 1953. « Trêve en Corée ». *Le Canada*, 27 juillet, p. 1. s.a.

courroux du quotidien rival et surtout très libéral, *Le Canada*. Néanmoins, en dépit de ses prises de position, il permettra à d'autres opinions d'être imprimées dans ses pages. Par exemple, à la suite d'un différend avec le Premier ministre Louis Saint-Laurent concernant le nombre réel de soldats qui serviront en Corée, le texte de la réplique du Premier ministre sera publié dans les pages du *Devoir*<sup>40</sup>. Lors du conflit coréen, *Le Devoir* aura comme imprimeur, l'Imprimerie Populaire et sera dirigé par Gérard Filion<sup>41</sup>.

Déjà, avant que le conflit n'éclate, on verra que le *Devoir* n'affiche pas la même orientation libérale que le *Canada*, même lorsqu'il est question de l'anticommunisme. L'élection partielle du 19 juin, dans la circonscription montréalaise de Cartier, ne fera pas l'objet d'éditoriaux enflammés visant à abattre le communisme, comme ce fut le cas chez leurs confrères du *Canada*. Au contraire, l'événement sera traité, mais de façon plus objective. Les résultats, de même que les déclarations d'usage, notamment celle du vainqueur dans Cartier, seront reproduits à la une du quotidien<sup>42</sup>.

Par contre, l'orientation clérico-nationaliste du *Devoir* est manifestement mise de l'avant. L'éditorial de Gérard Filion du 23 juin 1950 est assez révélateur en ce sens. Il appuiera ouvertement la volonté de l'Église catholique de mettre sur pied une collecte visant à s'assurer que les producteurs agricoles du Québec ne délaissent pas leur milieu rural au profit des centres urbains. À cet effet, il dira: « Si nous comprenons le sens historique de l'établissement rural au Canada français, dimanche

---

<sup>40</sup> 1950. « La déclaration de M. Saint-Laurent au sujet d'un article du *Devoir* ». *Le Devoir*, 15 septembre, p. 2. s.a.

<sup>41</sup> Beaulieu, André, et Jean Hamelin. 1979. *La presse québécoise, des origines à nos jours: Tome quatrième, 1896-1910*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, p. 328-333.

<sup>42</sup> 1950. « Les élections partielles d'hier. Les libéraux remportent deux victoires; les conservateurs gagnent un siège ». *Le Devoir*, 20 juin, p. 1. s.a.

prochain, nous serrons nos cents et nous sortirons nos piastres »<sup>43</sup>. Cette propension à appuyer l'Église catholique aura un certain retentissement quant à l'attitude plus pacifique que le *Devoir* fera preuve lors de la guerre de Corée.

Lorsque le conflit fut déclenché, *Le Devoir* ne resta pas muet face à cet événement qui bouleversa la scène internationale. Le traitement du conflit fit la une du quotidien, le 26 juin 1950. En plus des dépêches de grandes agences, *Le Devoir* en profita pour y inclure des capsules expliquant la nature du conflit, dont une de celles-ci ayant pour titre « Qu'est-ce que la Corée? »<sup>44</sup>. C'est le 28 juin que *Le Devoir*, par le biais de son éditorial rédigé par Gérard Filion, fera connaître sa position sur le conflit. Bien qu'il ne croyait pas possible que ce conflit dégénère en un affrontement majeur, Gérard Filion faisait néanmoins part de ses inquiétudes quant à la possibilité d'un nouveau conflit mondial. Sans prendre partie envers l'un des camps, *Le Devoir* rappelle à quel point la question des zones d'influence entre les deux camps protagonistes de la guerre froide a un aspect malsain. L'éditorial de Gérard Filion se terminera en citant les propos du pape Pie XII avec un réquisitoire en faveur de la paix :

Tant que la paix existe, tout n'est pas irrémédiablement perdu, mais avec la guerre c'est la catastrophe. Il faut redire le mot de Pie XII en août 1939 : *Le danger est imminent, mais il est encore temps. Rien n'est perdu avec la paix. Tout peut l'être avec la guerre*<sup>45</sup>.

---

<sup>43</sup> Filion, Gérard. 1950. « Serrez vos cents, sortez vos piastres ». *Le Devoir*, 23 juin, p. 4.

<sup>44</sup> 1950. « Qu'est-ce que la Corée? ». *Le Devoir*, 26 juin, p. 1. s.a. Voir également. 1950. « La guerre en résumé ». *Le Devoir*, 28 juin. P.1. s.a.

<sup>45</sup> Filion, Gérard. 1950. « La guerre c'est la catastrophe ». *Le Devoir*, 28 juin, p. 4. Voir également. Laurendeau, André. 1950. « Un fruit de Yalta ». *Le Devoir*, 28 juin, p. 4.

Les couleurs du *Devoir* sont clairement annoncées : ce sera la cause du pacifisme qui sera le principal moteur de son traitement médiatique de la guerre de Corée.

Par contre, la volonté de pacifisme du *Devoir* n'implique pas nécessairement une approbation de l'invasion communiste. S'inquiétant d'une éventuelle utilisation des armes atomiques dans le cadre du conflit, Paul Sauriol, dans l'éditorial du 29 juin 1950, affirme, sans faire de détour, son aversion de l'idéologie communiste, notamment en raison du traitement réservé aux cultes religieux par les gouvernements communistes : « Car cette manœuvre communiste est dangereuse. Nous savons bien que les communistes sont ennemis de la paix; leurs persécutions religieuses, leurs implacables dictatures le démontrent amplement »<sup>46</sup>. Nous sommes évidemment bien loin des attaques du *Canada* qui affirmait que le *Devoir* se mettait au rythme de *La Pravda* soviétique. De plus, la question de l'agression communiste en Corée n'est pas remise en question. Bien que le rôle des Américains dans la question sera analysé par *Le Devoir*, il ne semble pas exister d'ambiguïté quant à son aversion pour l'idéologie communiste.

En ces premiers jours du conflit, *Le Devoir* manifeste avec force son opposition, voire même ses craintes face à l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale. En plus des misères que pourrait créer un nouveau conflit, il est légitime de s'inquiéter de la montée de l'anarchie suite à une telle horreur. Bien qu'il n'approuve pas le communisme, Gérard Filion affirme que ses règles autoritaires peuvent prévenir l'anarchie. De plus, il met en lumière la question des droits individuels en opposition avec le contrôle étatique. C'est ainsi qu'il écrira :

Les deux dernières guerres nous ont valu des restrictions, des contrôles, des socialisations, des enrégimentations dont nous ne sommes pas complètement

---

<sup>46</sup> Sauriol, Paul. 1950. « Avant qu'il ne soit trop tard ». *Le Devoir*, 29 juin, p. 4.

défaits. La liberté individuelle n'est plus ce qu'elle était avant 1914, ni avant 1939. Plusieurs organismes d'État ont gardé leur emprise sur notre existence. Plusieurs façons de penser et d'agir sont devenues officielles. Avec chaque guerre l'État gagne du terrain et le champ de la liberté individuelle se rétrécit<sup>47</sup>.

Les critiques à l'endroit du gouvernement canadien ne tarderont pas à se manifester à l'intérieur du *Devoir*. Déjà, dans la chronique « Blocs-Notes » du 30 juin 1950, André Laurendeau ira d'une charge à fond de train contre l'ONU et contre le Canada, accusé de sympathies pro-américaines. En effet, il remettra en cause la légitimité de l'ONU en raison de l'absence de l'URSS et par le fait même, il critiquera le Canada de manifester de la sympathie à l'égard d'une intervention de l'ONU en Corée. Il dira à ce sujet : « [...] nous sommes la nation-lige de Washington : quelque chose entre l'ami et le satellite »<sup>48</sup>. Cette accusation d'une vassalisation du gouvernement du Canada à l'endroit des États-Unis sera également une des idées maîtresses défendues par *Le Devoir* tout au long du conflit.

Par la suite, *Le Devoir* ira de l'avant avec la discussion des raisons qui peuvent motiver une intervention en Corée. La décision du gouvernement canadien de dépêcher trois destroyers en Corée ne fera pas l'affaire du quotidien. André Laurendeau affirmera que la seule raison qui peut motiver une intervention en Corée, c'est la volonté de mettre en échec les prétentions du camp communiste. Dans un éditorial assez virulent, il écrira :

Et pourtant, retentit l'appel de la croisade! Il suffit à la majorité de savoir que la Russie fleurte avec un gouvernement : alors, la cause est jugée, on contre ce gouvernement. Les amis de nos ennemis sont nos ennemis. Et

---

<sup>47</sup> Filion, Gérard. 1950. « Les horreurs de l'an deux mille ». *Le Devoir*, 30 juin, p. 4.

<sup>48</sup> Laurendeau, André. 1950. « L'ONU est-elle encore l'ONU? ». *Le Devoir*, 30 juin, p. 4. Voir également. Laurendeau, André. 1950. « Politique de caniche ». *Le Devoir*, 14 juillet, p. 4.

inversement, les ennemis de nos amis sont nos ennemis. Et ouste la croisade!<sup>49</sup>.

En complément de cette affirmation, il poussera plus loin en écrivant que la riposte à cette invasion n'est pas nécessairement motivée par la promotion des intérêts de la population de la Corée du Sud. André Laurendeau en profite pour fustiger le gouvernement capitaliste de la Corée du Sud, qui, selon lui, est corrompu et ne récolte pas un grand soutien de sa population : « C'est-à-dire que nous allons contribuer à imposer aux Coréens un gouvernement dont ils ne paraissent pas satisfaits. Notre croisade appuie dans cette hypothèse, l'abus et la corruption. Avons-nous seulement pris le temps de nous en apercevoir? »<sup>50</sup>. Selon lui, l'attitude de collaboration du gouvernement canadien aura pour effet d'envenimer la situation plutôt que de favoriser la paix.

À cet effet, Gérard Filion affichera ses craintes quant à l'avenir de la paix. Il affirmera que le présent conflit n'est qu'une diversion orchestrée par l'URSS destinée à épuiser les pays du camp capitaliste. À son avis, les nations occidentales seraient tombées dans ce piège tout récemment. Il met de l'avant la théorie voulant que le blocus de Berlin décrété par les Soviétiques n'aurait été qu'une manœuvre de diversion pour occuper les Américains. Tout cela ayant permis aux communistes de venir à bout du gouvernement nationaliste de la Chine et de permettre l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong. « Encore une fois, il est bon de faire un examen attentif de la situation avant de nous laisser attirer dans une entreprise qui ne serait rien d'autre qu'un guet-apens »<sup>51</sup>.

---

<sup>49</sup> Laurendeau, André. 1950. « Quelle cause défendons-nous en Corée? ». *Le Devoir*, 4 juillet, p. 4.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>51</sup> Filion, Gérard. 1950. « Un guet-apens ». *Le Devoir*, 5 juillet, p. 4.



Souhaitant contredire ceux qui prétendent que la situation vécue en Corée est semblable aux événements qui ont amené le monde à vivre la Seconde Guerre mondiale, André Laurendeau, dans l'éditorial du 7 juillet, écrit qu'il est faux de croire que Joseph Staline est une nouvelle version d'Adolf Hitler. Il soutient que Staline, contrairement à Hitler, respecte les accords internationaux. Évidemment, une telle affirmation ne peut qu'alimenter les critiques du *Canada* qui dénonce haut et fort les présumées tendances communistes de Laurendeau et du *Devoir*. Partageant l'opinion de son collègue Gérard Filion, Laurendeau croit que le soutien envers des gouvernements aussi peu populaires que ceux de la Corée du Sud et de l'Indochine, ne peut que servir la cause du communisme. Les communistes se prétendent en effet les champions de la cause des peuples asiatiques aux prises avec l'attitude impérialiste de l'homme blanc. Ce qui effraie Laurendeau, c'est que cette guerre en Corée ne vienne qu'à dégénérer : « Qu'elle se propage en Asie, nous participerons à fond et nous entrerons dans les risques de la guerre totale. C'est l'engrenage démoniaque. Arrachons-nous tout de suite à son emprise. Où tout le corps risque d'y passer »<sup>52</sup>.

La séduction exercée par l'idéologie communiste auprès des populations opprimées préoccupe grandement les éditorialistes du *Devoir*. Dans un éditorial intitulé : « Les communistes au secours de la petite propriété rurale! »<sup>53</sup>, Gérard Filion rappelle que les communistes font de la question du partage de la terre au profit des agriculteurs, un de leurs chevaux de bataille. Ce thème d'un partage équitable de la terre tel que moussé par les propagandistes communistes est également présent en Corée. Une telle situation inquiète Filion, car il craint que ces thèmes rassembleurs portés par les communistes n'en viennent qu'à séduire un large pan des populations, notamment dans des régions comme l'Amérique latine. Il reconnaît à quel point les

---

<sup>52</sup> Laurendeau, André. 1950. « Staline n'est pas Hitler ». *Le Devoir*, 7 juillet, p. 4.

<sup>53</sup> Filion, Gérard. 1950. « Les communistes au secours de la petite propriété rurale! ». *Le Devoir*, 15 juillet, p. 4.



communistes sont habiles dans leur façon de séduire les diverses populations et s'inquiète de sa popularité. De plus, l'éditorialiste craint qu'une nouvelle incarnation de l'impérialisme occidental, sous le couvert de l'ONU, ne vienne raviver le sentiment nationaliste asiatique :

C'est pourquoi l'intervention de puissances blanches en Corée est de nature à soulever toute l'Asie contre l'Occident, et contre l'ONU : Car l'Asie n'acceptera pas de bon cœur de retomber, pour un autre siècle, sous la coupe des puissances occidentales : elle se jettera plutôt dans les bras du communisme et acceptera le concours de la Russie, même si le communisme est la négation complète de sa civilisation spirituelle et personnaliste<sup>54</sup>.

Évidemment, on peut déceler un message contradictoire dans ce qui est avancé par *Le Devoir*. Au nom de la paix, on se doit de rester neutre face aux événements en Corée, mais paradoxalement, d'un autre côté, le communisme constitue selon eux une menace à la liberté des peuples. Une telle attitude peut expliquer en partie le succès mitigé qu'auront les lignes du *Devoir* en faveur du pacifisme. Nous verrons plus loin que malgré la condamnation du conflit ainsi que de la participation canadienne, les appels du *Devoir* auront un bien faible écho lorsqu'il sera question du recrutement de la brigade canadienne.

La prise de position du *Devoir* est manifestement nationaliste, mais il s'agit toutefois d'un nationalisme d'expression canadienne qui se veut méfiant de la présence américaine sur la scène internationale. D'ailleurs, André Laurendeau écrira que « L'indépendance, ce n'est pas de l'hostilité. Chaque peuple a son destin. Les Américains devenus le premier pouvoir du monde, possèdent des intérêts et des responsabilités qui ne sont pas les nôtres »<sup>55</sup>. Laurendeau poursuivra plus loin en

---

<sup>54</sup> Filion, Gérard. 1950. « Sauvée par les Asiatiques ou perdue par les Américains ». *Le Devoir*, 19 juillet, p. 4.

<sup>55</sup> Laurendeau, André. 1950. « L'indépendance n'est pas de l'hostilité ». *Le Devoir*, 18 juillet, p. 4.

affirmant que nous ne pouvons pas nous permettre de calquer la politique américaine, car nos moyens sont moindres que les leurs. Par contre, Filion n'appelle pas nécessairement à avaliser les actions du camp communiste. Il dira d'ailleurs : « Nous ne sommes pas assez gogos pour croire que Staline n'a que de bonnes intentions et Truman de mauvaises. Mais nous ne sommes pas assez naïfs pour croire le contraire »<sup>56</sup>. Il souhaite plutôt voir le Canada intervenir avec force sur la scène diplomatique afin de solutionner le conflit, ce qui serait préférable à une guerre mondiale.

Un collaborateur du *Devoir*, Gordon O. Rothney, abondera dans le même sens en se questionnant concernant la question des intérêts en cause et surtout de la manipulation exercée par les deux grandes puissances militaires de l'époque: « La pensée politique au Canada doit donc partir de cette base : cette guerre est une guerre entre les deux grandes puissances. Ne permettons pas aux idéologies, aux slogans et à la propagande de nous cacher ce fait fondamental »<sup>57</sup>. Cette prémisse sera à la base de l'argumentation de Rothney tout au long de ses chroniques dans ce quotidien. Durant un conflit, les spéculations vont bon train, notamment en ce qui a trait aux motivations des belligérants. Paul Sauriol se demandera si le cours des événements plaît réellement au gouvernement soviétique. « Il n'est pas sûr que l'agression de la Corée aurait été lancée si Moscou avait su de façon certaine que Washington interviendrait à fond »<sup>58</sup>.

Le 8 août 1950, lorsque le gouvernement fédéral fera l'annonce officielle qu'il compte former une brigade de l'armée de terre pour participer au conflit coréen, *Le Devoir*, par l'intermédiaire de Paul Sauriol, livrera un éditorial très critique à l'endroit

<sup>56</sup> Filion, Gérard. 1950. « Si le Canada voulait ». *Le Devoir*, 22 juillet, p. 4. Voir également : Filion, Gérard. 1950. « Non un pacifiste, mais un pacificateur ». *Le Devoir*, 29 juillet, p. 4.

<sup>57</sup> Rothney O., Gordon. 1950. « Le Canada et la Corée ». *Le Devoir*, 22 juillet, p. 4. Voir également : De Grandpré, Pierre. 1950. « Au-delà du conflit armé ». *Le Devoir*, 31 juillet, p. 4.

<sup>58</sup> Sauriol, Paul. « La Corée ». *Le Devoir*, 2 août, p. 4.

du gouvernement canadien. Manifestement, la décision fédérale ne plaît pas au quotidien clérico-nationaliste. Écorchant au passage le quotidien anglophone *The Gazette* ainsi que *Le Canada*, Sauriol y va d'une charge à fond de train contre la décision du premier ministre Saint-Laurent, tentant même d'établir des parallèles avec la Seconde Guerre mondiale en accusant le premier ministre du Canada de tenter de reproduire les événements qui ont mené à la conscription. De plus, l'éditorialiste critique même la résolution du second conflit mondial en affirmant que la capitulation sans condition des puissances de l'Axe fut une erreur dont seule l'URSS a pu récolter de précieux dividendes :

Sans doute existe-t-il de grandes différences entre 1939 et 1950, entre nazisme et communisme. Mais la guerre n'est pas pour autant devenue plus pacifiante. Notre participation hâtive de 1939 contribuait à l'extension d'une guerre qu'il aurait fallu tâcher de circonscrire : notre effort de guerre ruineux et exorbitant par la suite n'a fait qu'ajouter aux ruines laissées par une victoire qui a mal tourné, alors que les Alliés auraient dû négocier la paix dès 1943 ou 1944 au lieu de s'obstiner jusqu'à la reddition sans conditions qui n'a profité qu'à la Russie<sup>59</sup>.

Aujourd'hui, avec le recul, il nous paraît étrange de voir un éditorialiste dire que la Seconde Guerre mondiale a ruiné le Canada, sachant que la prospérité d'après-guerre est à la base des *Trente glorieuses*, qui amenèrent trois décennies de prospérité en Occident. De plus, avec de tels propos concernant la reddition sans condition des puissances de l'Axe, il est permis de se demander si l'éditorial du *Devoir* n'aurait pas souhaité que le régime nazi demeure en place en Allemagne afin de pouvoir être en mesure de mieux combattre le communisme. Poursuivant ses attaques, Paul Sauriol affirme que Louis Saint-Laurent n'a pas été en mesure d'être crédible face à la population: « C'est pour cela que l'opinion canadienne-française ne croit guère à cette croisade asiatique : comme l'indique l'attitude du *Canada*, l'effort de

---

<sup>59</sup> Paul, Sauriol. 1950. « Une brigade pour la Corée ». *Le Devoir*, 8 août, p. 4.

plausibilité de M. Saint-Laurent à la radio hier soir n'a pas convaincu son auditoire canadien-français »<sup>60</sup>.

Il semble bien que c'est plutôt l'appel du *Devoir* contre la participation du Canada au conflit qui n'aura pas su convaincre les Canadiens français. En effet, le titre de la page frontispice du *Devoir* du 9 août est assez clair : « Vive la guerre! 400 montréalais au centre de recrutement ce matin »<sup>61</sup>. Néanmoins, le *Devoir* fut bon joueur en admettant le succès de l'appel au volontariat. D'ailleurs, ce succès aura ralenti les ardeurs de ses éditorialistes, puisque les charges contre le gouvernement canadien dans le conflit coréen ne reprendront que le 15 août, soit, près d'une semaine après le succès de l'opération fédérale. En effet, André Laurendeau accusera le Canada de poursuivre une politique étrangère assujettie aux impératifs dictés par les Américains<sup>62</sup>.

Entre temps, Paul Sauriol, toujours hanté par la conclusion de la Seconde Guerre mondiale, souhaite que l'ONU vienne à solutionner réellement le conflit coréen. Il exprimera ses craintes en disant que : « Devant cette situation il devient urgent pour Washington de trouver une solution autre que celle de Yalta »<sup>63</sup>. Après l'armistice de 1953, force est d'admettre que si l'analyse économique de l'immédiat après-guerre de Sauriol s'avérait douteuse, sa prévision concernant une solution de partage comme celle de Yalta était réellement fondée. Ce thème des coûts financiers est également défendu par Pierre Laporte qui, tout en souhaitant que le Canada devienne un agent pacificateur dans le conflit, se demande ouvertement si cet effort

---

<sup>60</sup> *Ibid*, p. 4.

<sup>61</sup> 1950. « Vive la guerre! 400 Montréalais au centre de recrutement ce matin ». *Le Devoir*, 9 août, p. 1.

<sup>62</sup> Laurendeau, André. 1950. « Politique de satellite ». *Le Devoir*, 15 août, p. 4.

<sup>63</sup> Sauriol, Paul. 1950. « Quelle attitude prendra l'Assemblée générale? ». *Le Devoir*, 12 août, p. 4. Voir également : Laurendeau, André. 1950. « L'Inde plus chrétienne que l'Occident? ». *Le Devoir*, 19 septembre, p. 4.

financier pour gagner la guerre trouvera un écho semblable lorsqu'il sera question de la paix<sup>64</sup>.

À partir du moment où fut formée la brigade spéciale, *Le Devoir* semblait avoir pris acte de la décision des volontaires canadiens-français de s'enrôler au sein de l'armée. Néanmoins, si la question de la participation des troupes constituait un enjeu majeur, *Le Devoir* ne se désintéressait pas pour autant de la guerre de Corée. Ses éditorialistes souhaiteront que le Canada fasse la promotion d'une solution pacifique à ce conflit, tout en ménageant les susceptibilités des Américains. Comme l'écrira André Laurendeau, le 29 août 1950, il importe pour le Canada de : « Demeurer les amis de Washington, sans pour autant que notre jugement abdique; dans une crise internationale, passer du côté des médiateurs plutôt que de nous lier davantage [...] »<sup>65</sup>. De plus, la crainte que ce conflit soit une astuce de la part des Soviétiques pour enliser ses adversaires de la guerre froide dans une guerre épuisante est également présente au *Devoir*. Paul Sauriol écrivait à cet effet que « [...] tout se passe comme si l'Union Soviétique voulait laisser fatiguer d'abord ses adversaires dans des guerres secondaires sans y prendre part elle-même »<sup>66</sup>.

*Le Devoir*, ne manquera pas de rappeler que le conflit coréen est source de nombreuses inquiétudes, partagées par d'autres personnes ou groupes. En guise d'exemple, notons la publication dans son édition du 26 août 1950, de l'éditorial de la revue *Le Foyer Rural*, concernant la guerre de Corée. Il s'agissait d'une véritable

---

<sup>64</sup> Laporte, Pierre. 1950. « Un milliard de dollars par année pour la guerre – Combien pour une offensive de paix? ». *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> septembre, p. 4. Voir également : Sauriol, Paul. 1950. « Nous mène-t-on à la guerre ». *Le Devoir*, 7 septembre, p. 4. Voir : Fillion, Gérard. 1950. « Paye Baptiste ». *Le Devoir*, 8 septembre, p. 4. Voir : Laurendeau, André. 1950. « Riche pour la guerre, pauvre pour la paix? », *Le Devoir*, 12 septembre, p. 4.

<sup>65</sup> Laurendeau, André. 1950. « Etre du côté des médiateurs ». *Le Devoir*, 29 août, p. 4. Voir également : Sauriol, Paul. 1950. « Gagner la confiance de l'Asie ». *Le Devoir*, 26 août, p. 4. Voir : Laporte, Pierre. 1950. « Pour une formule originale ». *Le Devoir*, 11 septembre, p. 4.

<sup>66</sup> Sauriol, Paul. 1950. « De l'Elbe au Yalou ». *Le Devoir*, 31 août, p. 4.

mise en gardes contre les effets du conflit en Corée. Le rédacteur sur *Foyer Rural*, Dominique Beaudin soutient qu'il est du devoir de la population de réfléchir aux conséquences d'un entraînement dans la spirale de la guerre. Que ce soit l'enrôlement d'hommes pour le conflit, des éventuels bouleversements au niveau économique, le Canada est tributaire de sa politique d'enlignement vers les États-Unis. C'est pourquoi l'avertissement du *Foyer Rural* est lancé : « Le Canada, amical voisin des États-Unis, risque de partager leur sort. Là nous conduit notre politique. Il faut au moins le savoir »<sup>67</sup>.

En fait, *Le Devoir*, via les propos de Paul Sauriol, poursuit son argumentation en disant que la guerre est un véritable crime et s'insurge contre sa logique, en dépit de certaines intentions de départ : « L'aventure de Corée prouve que la guerre moderne corrompt même ceux qui la livrent au nom de la civilisation »<sup>68</sup>. Ce rejet de la guerre s'accompagne aussi d'une peur alimentée par l'utilisation de l'arme atomique et des autres armes de destruction massive. De plus, *Le Devoir* s'inquiètera du sort réservé aux prisonniers de guerre. Paul Sauriol affirmant qu'« Il y aurait lieu de rétablir l'immunité pour les prisonniers de guerre et d'organiser des tribunaux neutres pour les juger »<sup>69</sup>.

Le spectre de la conscription continuera néanmoins de hanter *Le Devoir*, au point où un article de Pierre Laporte mènera à un affrontement avec le premier ministre Saint-Laurent. Pierre Laporte écrivit, le 12 septembre 1950, que c'est en utilisant un procédé astucieux que l'ancien premier ministre King nous a entraîné dans la Seconde Guerre mondiale, notamment en prônant le volontariat pour calmer la population, puis la conscription devint une réalité. Selon Laporte, Louis Saint-

---

<sup>67</sup> Beaudin, Dominique. 1950. « La guerre à nos frontières ». *Le Devoir*, 26 août, p. 4.

<sup>68</sup> Sauriol, Paul. 1950. « Le conflit coréen condamne la guerre ». *Le Devoir*, 25 sept, p. 4. Voir également : Sauriol, Paul. 1950. « Les deux armées d'Occident ». *Le Devoir*, 2 octobre, p. 4.

<sup>69</sup> Sauriol, Paul. 1950. « Les prisonniers de la guerre en Corée ». *Le Devoir*. 9 mars, p. 4.

Laurent procède de la même façon, car son annonce de former une brigade de 5 000 hommes était accompagnée de renforts de 3 000 hommes. Suite à ces procédés, le total des hommes en armes s'élèverait à 15 000 hommes. En parlant du premier ministre, il dira : « On peut dès maintenant affirmer qu'il va nous entraîner beaucoup plus loin, à un coût beaucoup plus élevé, que M. King n'avait osé le faire. »<sup>70</sup>. Le Premier ministre canadien répliquera avec force à ces propos de Pierre Laporte, réfutant totalement les accusations portées contre lui. Il l'affirmera lors d'une déclaration :

Si jamais il faut aller au-delà des trois formations dont nous avons donné tous les détails au public, nous donnerons d'autres détails au public et, à la suite de notre décision, nous ne reculerons devant aucune vérité que nous considérerons conforme aux intérêts de la nation canadienne<sup>71</sup>.

Ironisant devant l'appui du peuple canadien envers les politiques de Louis Saint-Laurent, André Laurendeau dira en éditorial : « On dit que le peuple canadien presque tout entier soutient la politique étrangère de M. Saint-Laurent. Si le fait est exact, il faut admettre que c'est l'unanimité dans le vague et l'ignorance »<sup>72</sup>. Selon Laurendeau, il est clair que si la population avait une meilleure connaissance de la politique étrangère soutenue par le gouvernement libéral de Louis Saint-Laurent, l'appui envers celle-ci serait beaucoup moins enthousiaste. Quoiqu'il en soit, que l'appui envers Louis Saint-Laurent soit dû à l'ignorance ou à une réelle compréhension des enjeux, il n'en demeure pas moins que son gouvernement jouit réellement de la faveur populaire. Cet appui s'est manifesté de façon fort éloquente lors de l'élection partielle qui se tenait dans la circonscription fédérale de Joliette-

---

<sup>70</sup> Laporte, Pierre. 1950. « Reviendrons-nous à l'époque des mensonges de M. King? ». *Le Devoir*, 12 septembre, p. 4.

<sup>71</sup> 1950. « La déclaration de M. Saint-Laurent au sujet d'un article du *Devoir* ». *Le Devoir*, Le 15 septembre, p. 2. s.a.

<sup>72</sup> Laurendeau, André. 1950. « Le peuple approuve Saint-Laurent ». *Le Devoir*, 5 septembre, p. 4.

L'Assomption-Montcalm, lorsque le candidat libéral Maurice Breton fut élu par acclamation suite à la décision des partis d'opposition de ne pas présenter de candidat lors de cet exercice<sup>73</sup>.

En dépit de ses prises de position très musclées contre le gouvernement libéral de Louis Saint-Laurent en raison de son attitude dans la guerre de Corée, on ne peut accuser *Le Devoir* de se livrer à un simple exercice de propagande antilibérale. Lorsque le gouvernement canadien démontrera son inquiétude à étendre le conflit en franchissant la ligne de démarcation initiale, *Le Devoir* ne manquera pas de souligner la position du gouvernement Saint-Laurent, comme en témoigne cet éditorial d'André Laurendeau : « Sur le plan canadien, nous devons nous réjouir de ces réticences formelles, et appuyer le gouvernement Saint-Laurent dans la mesure où il se dissocie des excès commis outre-quarante-cinquième »<sup>74</sup>.

La signature de l'accord d'armistice sera soulignée au *Devoir*, comme en témoigne l'éditorial d'André Laurendeau du 29 juillet 1953. Évidemment, Laurendeau se réjouit de la fin du conflit. Mais il rappelle à quel point le choix des alliés asiatiques par les Occidentaux leur a fait du mal en Asie. Des personnages corrompus comme Syngman Rhee n'inspiraient pas confiance aux populations locales et contribuaient à forger un sentiment antioccidental qui profitait au camp communiste. En dépit de certaines appréhensions concernant l'évolution de la situation sur le plan international, Laurendeau émet néanmoins un vœu concernant le règlement du conflit, « La trêve n'est pas la paix mais elle peut nous y acheminer. Elle marque une détente. Elle permet de réexaminer la situation »<sup>75</sup>.

---

<sup>73</sup> 1950. « Maurice Breton, libéral, élu par acclamation député de Joliette ». *Le Devoir*, 4 octobre, p. 2.

<sup>74</sup> Laurendeau, André. 1950. « Où nous en sommes ». *Le Devoir*, 19 décembre, p. 4.

<sup>75</sup> Laurendeau, André. 1950. « Enfin la trêve ». *Le Devoir*, 29 juillet, p. 4.



### 3.3 *La Presse*

Autoproclamé « Le plus grand quotidien français d'Amérique » et « Le journal de famille qui renseigne sur tout », le quotidien *La Presse*, fondée en 1884, trouve un certain écho auprès de la population canadienne-française du Québec. Bien qu'elle soit d'idéologie libérale, ses articles et ses éditoriaux ne seront pas aussi incisifs que ceux du *Canada*. Initialement, *La Presse*, était un quotidien d'allégeance conservatrice, mais, suite à divers événements, les libéraux fédéraux mirent officiellement la main sur le quotidien en 1906<sup>76</sup>. Lors de la période correspondant à la guerre de Corée, elle fut officiellement la propriété de P. R. Du Tremblay. En dépit de son allégeance libérale, ses prises de positions seront plus nuancées et constituent une voie relativement mitoyenne face aux protagonistes du *Devoir* et du *Canada*. Il s'agit, comme c'est toujours le cas aujourd'hui, d'un quotidien regroupant une pléthore de centres d'intérêts. Un quotidien comme *Le Canada* avait une vocation beaucoup plus politique, à l'instar du *Devoir*.

En ce contexte de guerre froide, il va de soi que le communisme ne constitue pas une idéologie appuyée par *La Presse*. D'ailleurs, son éditorial concernant la victoire libérale lors de l'élection partielle dans la circonscription de Montréal-Cartier le démontre bien. Selon *La Presse*, il s'agit d'« [...] un triomphe de la démocratie sur la réaction de l'extrême gauche [...] »<sup>77</sup>. Déjà, la tenue de l'élection partielle dans Montréal-Cartier nous permet de voir à quel point les idéologies de gauche ne reçoivent pas l'aval de l'équipe éditoriale du quotidien *La Presse*. Lors de l'annonce des hostilités, *La Presse* n'hésite pas à publier en page frontispice une déclaration de

---

<sup>76</sup> Beaulieu, André, et Jean Hamelin. 1977. *La presse québécoise, des origines à nos jours : Tome troisième, 1880-1895*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, p. 114-115.

<sup>77</sup> 1950. « Pas de chance pour le communisme ». *La Presse*, 20 juin, p. 6. s.a.

Lester B. Pearson, alors ministre des Affaires extérieures du Canada, qui rendait responsable la Corée du Nord d' « une agression sans provocation »<sup>78</sup>.

Déjà, dans un article du 30 juin, *La Presse* faisait remarquer que lors des instants précédant le déclenchement des hostilités, l'opinion publique canadienne devenait de plus en plus sensibilisée envers les questions liées à la guerre et à la paix. De janvier 1950 au mois de juin 1950, la préoccupation envers cette question a plus que triplé, passant de 4% à 13%<sup>79</sup>. C'est le chômage à 21% qui est la principale préoccupation des Canadiens selon cette étude. Une chose est certaine, *La Presse* prendra acte de cette préoccupation grandissante en offrant une couverture détaillée du conflit à partir notamment de dépêches de grandes agences de presse. Elle consacrera néanmoins quelques éditoriaux et articles de fond concernant le conflit, ne se contentant pas de jouer un rôle uniquement descriptif.

Dans son éditorial du 4 juillet 1950, jour de la fête nationale des Américains, *La Presse* y va d'une profession de foi envers les intentions des Etats-Unis dans le conflit. Selon le quotidien, il ne fait pas de doute que l'action américaine est justifiée et guidée par les motifs les plus nobles, envers la paix et la démocratie, comme en témoigne l'extrait qui suit :

L'assistance fournie par le peuple américain aux Coréens du Sud est une nouvelle initiative dont ceux qui ont à cœur la paix mondiale sont en droit de se demander comment elle tournera mais, en même temps, et à n'en pas douter, une preuve éclatante de l'ambition qui anime nos puissants voisins de ne pas laisser sans secours les pays qui luttent pour les véritables intérêts de la démocratie, pour leur liberté et leur survivance nationale<sup>80</sup>.

---

<sup>78</sup> 1950. « Agression sans provocation, dit l'hon. M. Pearson ». *La Presse*, 26 juin, p. 1. s.a.

<sup>79</sup> 1950. « Opinion préoccupée du danger de guerre ». *La Presse*, 30 juin, p. 6. s.a.

<sup>80</sup> 1950. « Les Etats-Unis et la liberté mondiale ». *La Presse*, 4 juillet, p. 4. s.a.

Malgré cet appui envers la démarche américaine, il importe de remarquer que *La Presse* ne prêche pas entièrement avec un excès d'optimisme, puisqu'elle se demande clairement si cette opération risque de mal tourner et de dégénérer. Dans un autre article du 4 juillet, le quotidien traite de la puissance soviétique et se questionne sur la suite des événements et des intentions du régime de Staline. « Dans l'intervalle, les forces russes, prêtes à combattre au moindre signe du Kremlin sont répandues sur une vaste étendue de l'Europe et de l'Asie. Quel sera le prochain point de la Russie, se demande-t-on? »<sup>81</sup>.

Alors que la question de la conscription demeure un sujet sensible au Québec, *La Presse*, en plus de ses manchettes concernant la guerre, prend bien soin de publier à la une un titre qui se veut rassurant en ce début de conflit : « La conscription en temps de paix n'est pas prévue dans les plans de défense »<sup>82</sup>. Cet article faisait écho aux propos tenus par le ministre de la Défense du Canada, Brooke Claxton, qui tentait de se faire rassurant sur la question de la conscription, en dépit du fait que le conflit faisait rage en Corée et que le Canada avait engagé trois destroyers de sa marine pour appuyer les troupes de l'ONU dans leur tentative de repousser l'attaque de la Corée du Nord.

Quant à la responsabilité du conflit, *La Presse* affirme haut et fort par le biais de son éditorial du 20 juillet 1950, que c'est le camp communiste qui est le responsable de l'agression et qu'il se préparait sciemment à une telle attaque. Commentant les revers de la Corée du Sud, l'éditorial mentionne que « Ce manque de préparatifs au début est la meilleure preuve que les pays occidentaux et démocratiques ne songeaient nullement à une agression, tandis que d'autres se

---

<sup>81</sup> 1950. « 40 p. 100 de la population mondiale assujettie à la Russie soviétique ». *La Presse.*, 4 juillet, p. 19. s.a.

<sup>82</sup> 1950. « La conscription en temps de paix n'est pas prévue dans les plans de défense ». *La Presse*, 6 juillet, p. 1. s.a.

disposaient depuis longtemps à un coup de violence »<sup>83</sup>. Le quotidien appuie donc les mesures prises par les Américains dans la conduite du conflit, de même que la position prise par le premier ministre Louis Saint-Laurent. Cette désignation du camp communiste comme étant un agresseur belliqueux, se reflète également dans l'éditorial du 22 juillet : « Les émissaires de Moscou recherchent avec un soin constant les moindres signes de faiblesse dans les régimes et les institutions des pays voués aux idéaux démocratiques pour les invoquer à l'appui de leur thèse »<sup>84</sup>.

Dans un article du 25 juillet 1950, Léopold Hébert soutient que la situation qui prévaut en Corée en ce début de conflit a ravivé l'intérêt des gens pour rejoindre les rangs de l'armée canadienne. Il rappelle que, le 24 juillet 1950, le centre de recrutement de l'armée à Montréal a dû faire face à plus de 200 personnes qui désiraient s'enrôler dans l'armée<sup>85</sup>. Loin de faire peur aux gens, le conflit en Corée stimule la volonté de s'enrôler. Comme ce sera le cas lors de la campagne de recrutement du mois d'août, plusieurs des volontaires étaient d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale.

Concernant la conduite des opérations avant que le Canada n'y envoie son armée de terre, *La Presse* témoignait d'une grande confiance envers le général MacArthur, alors chargé de commander les forces de l'ONU en Corée :

Le général MacArthur n'est pas homme à mésestimer la portée de ses paroles non plus qu'à se leurrer sur la situation véritable qui règne en Corée. Il sait mieux que personne comment les esprits sont tendus de son côté et à quel point les amis de la paix désirent que le conflit se termine le plus tôt possible par le triomphe des Nations unies»<sup>86</sup>.

---

<sup>83</sup> 1950. « Chances perdues pour les rouges en Corée ». *La Presse*, 20 juillet, p. 6. s.a.

<sup>84</sup> 1950. « Suggestion canadienne opportune ». *La Presse*, 22 juillet, p. 2. s.a.

<sup>85</sup> 1950. « La situation en Corée active le recrutement ». *La Presse*, 25 juillet, p. 1. s.a.

En plus d'afficher une confiance sans équivoque envers le général MacArthur, *La Presse* a également foi en la victoire des troupes de l'ONU et envers les idéaux du camp capitaliste. Cet argument sur la justesse de la cause défendue par l'ONU se reflètera par un autre éditorial paru le 31 juillet. On rapportera les propos du premier ministre de la Grande-Bretagne, Clement Attlee, qui dénonçait les agissements du camp communiste et insistait sur la nécessité d'intervenir en Corée et d'arrêter les troupes communistes afin de protéger la démocratie et les libertés. L'éditorial se terminera par une missive à l'endroit du gouvernement canadien, l'invitant au nom de la liberté, à prendre en considération les propos du premier ministre Attlee : « L'avertissement formel que donne M. Attlee vaut non seulement pour la Grande-Bretagne mais pour toutes les nations qui veulent rester libres. Le Canada sera bien avisé d'en tenir compte pour ce qui le concerne »<sup>87</sup>. L'argument de la sauvegarde de la liberté et de la démocratie est au cœur de l'appui que manifeste *La Presse* envers la participation du Canada aux côtés de la coalition de l'ONU<sup>88</sup>.

Lorsque le 8 août 1950, le premier ministre Saint-Laurent rendra publique sa décision d'envoyer en Corée une brigade de l'armée de terre formée de volontaires, *La Presse* ne passera pas sous silence cet événement. Premièrement, elle consacrera sa une à la décision gouvernementale canadienne en publiant des extraits de la déclaration du premier ministre et en expliquant les tenants et aboutissants de cette décision. Deuxièmement, son éditorial sera clairement en faveur des moyens choisis par le gouvernement pour solutionner le conflit, comme en témoigne cet extrait :

---

<sup>86</sup> 1950. « Ferme confiance dans la victoire ». *La Presse*, 29 juillet, p. 24. s.a. Voir également : 1950. « L'offensive est lancée enfin en Corée ». *La Presse*, 18 septembre, p. 4. s.a.

<sup>87</sup> 1950. « M. Attlee dénonce le communisme ». *La Presse*, 31 juillet, p. 4. s.a. Voir également : 1950. « Une doctrine a base de violence ». *La Presse*, 3 août, p. 4. s.a.

<sup>88</sup> Voir à ce sujet : 1950. « Le Canada continuera ses efforts ». *La Presse*, 18 août, p. 6. s.a. Voir également : 1950. « Le budget spécial de la défense ». *La Presse*, 8 septembre, p. 8. s.a.

Les peuple libres, amis de l'ordre et de la paix peuvent se rendre le témoignage de n'avoir rien épargner pour éviter un nouveau conflit. Le Canada n'a cessé de coopérer dans ce sens et comme le dit M. Saint-Laurent en terminant l'exposé de sa politique, il a droit d'espérer que ses efforts, joints à ceux de ses alliés, seront, avec l'aide de la Providence, couronnés de succès<sup>89</sup>.

Le lendemain, *La Presse* rapportait à quel point la campagne de recrutement de l'armée de terre était couronnée de succès. Le titre de son article à cet effet était assez révélateur : « Bureau de Montréal pris littéralement d'assaut »<sup>90</sup>.

*La Presse* continue de croire en la victoire des troupes de l'ONU, de même qu'en sa nécessité. Par contre, dans son éditorial du 17 août 1950, le quotidien s'inquiète de la problématique de l'approvisionnement en biens de production provenant des pays asiatiques tel que le caoutchouc<sup>91</sup>. Une autre inquiétude révélée par *La Presse*, c'est le danger que la guerre de Corée dégénère en une autre guerre mondiale. Cette nouvelle guerre mondiale serait, selon le quotidien, envisagée par 3 électeurs canadiens sur 5<sup>92</sup>.

Lorsque fut enfin signé l'armistice de juillet 1953, *La Presse* s'est réjouie de la nouvelle dans le cadre de son éditorial du 27 juillet 1953. Souhaitant que cette nouvelle soit le prélude à une détente sur le plan international, son éditorial rappelle à quel point la lutte en Corée fut nécessaire pour contrecarrer les projets du camp communiste dirigé par l'URSS :

---

<sup>89</sup> 1950. « M. Saint-Laurent précise sa politique ». *La Presse*, 8 août, p. 4. s.a.

<sup>90</sup> 1950. « Bureau de Montréal pris littéralement d'assaut ». *La Presse*, 9 août, p. 21. s.a.

<sup>91</sup> 1950. « Répercussions de la guerre de Corée. ». *La Presse*, 17 août, p. 6. s.a.

<sup>92</sup> 1950. « Opinion préparée au pire ». *La Presse*, 26 août, p. 34. s.a.

La preuve a été faite que les projets d'expansion de la Russie soviétique et de ses satellites pouvaient être bloqués par les efforts réunis des nations sincèrement désireuses de maintenir la paix dans le monde. Cela n'a pas été obtenu sans sacrifices, mais cette victoire est de nature à enrayer les ambitions de l'URSS. Nous devons un souvenir reconnaissant à ceux qui ont préparé ce succès<sup>93</sup>.

Quant à la participation canadienne, dans un autre article *La Presse* tient à rappeler que le Canada a rempli ses obligations, bref, qu'il a fait son devoir. De plus, il est clairement mentionné qu'avec l'accroissement de la taille de son armée, dont le nombre de soldats a passé le cap des 100 000 personnes : « Le Canada est maintenant une puissance militaire »<sup>94</sup>, comme en témoigne ces chiffres :

Aucune comparaison n'est possible entre la force militaire du Canada actuelle et potentielle et celle de 1950 avant le conflit coréen. Les 105 000 hommes sous les armes représentent plus de 120 pour 100 de ce qu'ils étaient, mais leur puissance a augmenté dans une proportion beaucoup plus grande<sup>95</sup>.

Conscient des contraintes d'espace liées à l'exercice d'un mémoire de maîtrise, nous n'avons pu relater l'ensemble des nombreux articles de *La Presse* concernant le conflit coréen. Par contre, Pierre Vennat dans *Baptiste au pays du matin calme* a réalisé une description très satisfaisante du conflit. Il en est de même pour la description des opérations qui fut produite par *Le Canada* et *Le Devoir*, qui eux aussi se sont appliqués à fournir à leurs lecteurs une couverture de qualité.

Malgré tout, il importait de faire connaître le contenu idéologique véhiculé par *La Presse* lors de ce conflit. De plus, *La Presse* ne s'est pas impliquée dans les

---

<sup>93</sup> 1953. « L'armistice a été enfin signé ». *La Presse*, 27 juillet, p. 4. s.a. Voir également : 1953. « Progrès des pourparlers depuis 1951 ». *La Presse*, 27 juillet, p. 21. s.a.

<sup>94</sup> 1953. « Le Canada est maintenant une puissance militaire ». *La Presse*, 27 juillet, p. 21. s.a.

<sup>95</sup> *Ibid.*

véritables affrontements journalistiques et polémiques qui opposaient notamment *Le Canada* et *Le Devoir*. Bien que ces affrontements idéologiques n'aient pas été au cœur de la mission de ce quotidien, il n'en demeure pas moins que ces propos plus tempérés valaient la peine d'être étudiés et reflétaient assurément l'état d'esprit d'une bonne frange de la population francophone du Québec. Un tel état d'esprit était à l'honneur de *La Presse* et ce, peu importe le point de vue que l'on peut soutenir, plus de 50 années après la signature de l'armistice.

Le traitement médiatique de ce conflit par ces trois quotidiens démontre à quel point le contexte de la guerre froide pouvait provoquer des débordements de passion. En fait, l'ensemble des régions et pays impliqués dans la guerre froide vivait une réalité semblable. Pensons aux Américains et à la chasse aux sorcières livrée contre les sympathisants communistes durant les années 1950. Un climat de passion exacerbé sévissait en Occident et le Québec n'y échappa pas. Bien que les Québécois francophones n'étaient pas les plus grands promoteurs de la participation militaire, ils répondirent à l'appel du gouvernement de Louis Saint-Laurent. Les appels à la neutralité du *Devoir* n'empêchèrent pas les unités francophones de l'armée canadienne d'atteindre leur objectif en terme de volontaires.

On ne peut nier que les questions économiques préoccupaient les Canadiens et Québécois de l'époque, mais ces questions, aussi importantes soient-elles, furent carrément mises de côté par la question de l'anticommunisme. Dans la très grande majorité des cas, ce fut la haine du communisme qui constitua le principal fer de lance de l'argumentation des divers protagonistes. Comme nous avons pu le constater, cette aversion envers le communisme allait favoriser un quotidien comme *Le Canada* lors de ses échanges avec entre autres *Le Devoir* : dès que les collaborateurs du quotidien nationaliste mettaient de l'avant un argument en faveur de la neutralité du pays, ils se faisaient automatiquement taxer de sympathies envers le régime communiste de Moscou.



## CHAPITRE IV

### LES RÉACTIONS AU CONFLIT CORÉEN ET LA PROPAGANDE FÉDÉRALE

Un événement aussi marquant que la guerre de Corée qui s'est déroulé seulement cinq années après la Seconde Guerre mondiale et en pleine guerre froide, ne pouvait laisser la population indifférente. Le contexte idéologique de la guerre froide passionnait déjà une bonne partie de la population. Avec le déclenchement d'un autre conflit majeur, les réactions fusèrent de toutes parts : soit pour participer au conflit ou bien pour exprimer des valeurs plus pacifistes.

De nos jours, nous parlons souvent de l'ambiguïté des Québécois francophones en matière de politique. Cette ambiguïté allait ressortir avec éclat lors de la guerre de Corée. Comment pouvait-on manifester une opposition massive à ce conflit, alors qu'il opposait les nations occidentales au péril communiste? Les auteurs Whitaker et Marcuse rappellent à quel point l'anticommunisme québécois était profond, notamment en raison des racines catholiques de la majorité francophone. En effet, en 1947, un sondage Gallup indiquait que 79% de la population du Québec considérait que le communisme constituait une menace très sérieuse ou raisonnablement sérieuse à la forme actuelle du gouvernement canadien<sup>1</sup>. Ces mêmes auteurs soutiennent que le Québec, agissant en société distincte, avait développé un anticommunisme parallèle à celui d'Ottawa. La principale figure de proue de cet

---

<sup>1</sup> Whitaker, Reg, et Gary Marcuse. 1994. *Cold War Canada: The Making of a National Insecurity State, 1945-1957*. Toronto: Toronto University Press, p. 294.

anticommunisme étant nul autre que le premier ministre Maurice Duplessis. Ils vont même jusqu'à comparer l'attitude générale de Duplessis envers le communisme, au climat qui prévalait aux États-Unis à l'ère du McCarthysme<sup>2</sup>.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les opposants à la participation canadienne avaient le beau jeu; ils invoquaient le fait que le Canada ne devait pas tomber dans le panneau d'une guerre impérialiste dirigée notamment par les Britanniques, alors qu'il s'agissait d'une guerre anti-fasciste. Dans le cas du conflit coréen, la donne avait changé considérablement. On pouvait toujours clamer une opposition à l'impérialisme, mais inévitablement la question de l'anticommunisme ferait surface. Devait-on attendre, laisser le communisme gagner du terrain et renoncer à la liberté et à la démocratie? Devait-on appuyer les ennemis déclarés du catholicisme? Comme nous le verrons au cours des deux prochains chapitres, toute position prise contre la participation au conflit sera reprise par ceux qui favorisent l'option contraire. En résumé, la grande majorité des Québécois francophones n'affectionnaient pas la guerre, mais ils étaient encore plus nombreux à vouloir condamner le communisme. En octobre 1950, François-Albert Angers de *L'Action Nationale* traitait de ce dilemme anticommuniste :

Je crains fort que, la peur, la *chiienne* comme disent nos Canayens, de ce qui pourrait nous arriver si les communistes triomphaient au Canada, ne soit le critère suprême de trop de nos jugements [...] <sup>3</sup>.

Tout au long de ce troisième chapitre, nous tenterons de comprendre le contexte politique qui prévalait au Québec durant la guerre de Corée. Nous pourrions constater à quel point cet anticommunisme était virulent et à quel point il a pu

---

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 293.

<sup>3</sup> Angers, François-Albert. 1950. « Dernière heure ». *L'Action Nationale*, vol. XXXVI, no 2 (Octobre), p. 167.

influencer de nombreuses prises de position concernant la participation du Canada lors de la guerre de Corée.

Dans ce chapitre, nous verrons comment la presse anglophone du Québec, représentée par *The Gazette* et *The Montreal Daily Star* a réagi face à ce conflit et à la participation canadienne. Est-ce que ces quotidiens anglophones allaient approuver l'effort de guerre canadien? Bien que notre mémoire porte principalement sur la communauté francophone du Québec, nous ne pouvons passer sous silence les positions véhiculées par ces quotidiens anglophones. Nous allons analyser brièvement ces prises de position.

Nous verrons également quels seront les principaux messages que le gouvernement canadien a utilisé afin d'encourager la participation des Canadiens français du Québec lors de ce conflit. Pour cette fin, nous analyserons le contenu de la propagande diffusée dans les quotidiens d'information de Montréal. Quelle fut la nature du message diffusé et les thèmes ont-ils varié? Nous tenterons de savoir si le message véhiculé dans la presse anglophone montréalaise diffèrait de celui analysé précédemment.

En raison de son influence à cette époque sur la société québécoise, la position de l'Église catholique revêt une importance toute particulière. L'Église allait-elle faire la promotion d'un idéal pacifiste, ou bien allait-elle en profiter pour régler des comptes avec l'idéologie communiste? Nous terminerons ce chapitre en illustrant des prises de position de certains intellectuels dont les préférences idéologiques diffèrent.

Comme ce fut le cas lors du troisième chapitre, nous tenons à rappeler que l'année 1950 a été déterminante quant aux efforts de recrutement de l'armée canadienne. C'est pourquoi nous avons concentré la partie la plus importante de notre analyse sur l'année 1950. Quant aux autres années du conflit, elles ont une certaine

importance, mais la question de la pertinence de la participation du Canada au conflit coréen a été avant tout discutée lors de la première année de cette guerre.

#### 4.1 *The Gazette*

Le quotidien *The Gazette* jouit depuis longtemps d'une grande crédibilité au sein de la communauté anglophone du Québec. Cette influence ne se dément pas au fil des années, puisque *The Gazette* est aujourd'hui le principal quotidien d'information anglophone au Québec. *The Gazette* a publié son premier numéro en juin 1778. Dès 1870, le quotidien devint la propriété de la famille White et de forts liens unirent cette famille et le Parti conservateur fédéral. *The Gazette* sera finalement acquise par le groupe Southam en 1968<sup>4</sup>.

Dès le départ, *The Gazette* a pris une position sans équivoque face au conflit coréen. La thèse de l'invasion communiste est mise de l'avant. La une du quotidien datée du 26 juin 1950 en dit long sur le camp choisi par *The Gazette* : « Red Korean Troops Sweep South on Seoul; U.S. Speeding Arms Supplies to Defenders »<sup>5</sup>. Il est manifestement clair dans ce titre que le camp communiste vient de commettre une agression contre le territoire de la Corée du Sud. Le quotidien n'accrédite pas la thèse de certains communistes qui soutient que la Corée du Nord a tout simplement procédé dans une opération de légitime défense. Dans son éditorial du 26 juin 1950, le quotidien va plus loin en évoquant la victoire de Mao Zedong en Chine et souligne que cette attaque constitue le prélude à une nouvelle phase d'expansion du communisme. La révélation d'une telle menace pouvait trouver un certain écho en ce contexte de guerre froide :

---

<sup>4</sup> Beaulieu, André. 1973. *La presse québécoise, des origines à nos jours. Tome premier, 1754-1859*. Québec: Les Presses de l'université Laval, p. 6-7.

<sup>5</sup> 1950. « Red Korean Troops Sweep South on Seoul; U.S. Speeding Arms Supplies to Defenders ». *The Gazette*, 26 juin, p. 1. s.a.

The sudden, but long-threatened attack on the Republic of South Korea by forces of the Red regime in the northern half of the country brings startling actuality to a new but anticipated phase of Communist expansion in the Far East. With the Communist triumph in China being consolidated with Soviet inspiration and assistance, it had been expected that aggressive thrust for extension of Red power in Korea, Formosa, Indochina, and elsewhere in Asia would inevitably come in a matter of time, in one form or another<sup>6</sup>.

Le 8 août 1950, lorsque le gouvernement canadien décida d'augmenter sa contribution à la coalition de l'ONU en annonçant la mise sur pied d'une brigade d'infanterie, le quotidien anglophone n'émit pas de protestations. En fait, la décision gouvernementale fut saluée, comme en témoigne l'éditorial du 8 août 1950 :

The pressing problem abruptly thrust on the government by the Korean Crisis brings into sharp relief Canada's responsibility, as U.N. member, to be not only morally willing but also materially able to honor its international obligations. This country has not only taken an active and prominent part in the formation and development of the U.N., but has also been a prime mover of the North Atlantic Pact commitments for mutual security. Furthermore, it took a leading part in creation of the South Korean state<sup>7</sup>.

Selon la logique exprimée par *The Gazette*, le Canada ne pouvait se dérober à ses obligations internationales. En raison de son rôle joué lors de la formation de l'ONU et de l'OTAN, il était exclu que le Canada ne participe pas à l'effort militaire mis en branle par la coalition de l'ONU afin de venir en aide à la Corée du Sud. Le gouvernement canadien ne trouvera pas en ce quotidien un adversaire de la participation au conflit, comme ce fut le cas avec le quotidien *Le Devoir*.

---

<sup>6</sup> 1950. « Reds invade South Korea ». *The Gazette*, 26 juin, p. 6. Voir également: 1950. « Are those Sundays back again? ». *The Gazette*, 27 juin p. 6. s.a.

<sup>7</sup> 1950. « Canada caught short by crisis ». *The Gazette*, 8 août, p. 6. s.a.

#### 4.2 *The Montreal Daily Star*

Le *Montreal Daily Star* (*Star*) était un autre quotidien influent chez les anglophones durant les années 1950, un quotidien qui se présentait comme étant : « Canada's Greatest Newspaper ». Comme ce fut le cas chez le quotidien *The Gazette*, le gouvernement ne trouvera pas au *Star* un empêcheur de danser en rond en ce qui a trait à la participation du pays durant la guerre de Corée. Fondé en 1869, le *Montreal Daily Star*, fut la propriété de J.W. McConnell de 1928 à 1953. Celui-ci était considéré comme un conservateur modéré, monarchiste et attaché à l'Empire. Le *Star* reflétait d'ailleurs cette opinion, fustigeant notamment le Bloc populaire en 1944<sup>8</sup>. Comme la Grande-Bretagne participait au conflit et que les conservateurs fédéraux ne s'y opposaient pas, le *Montreal Daily Star*, ne fera pas la vie dure au gouvernement libéral de Louis Saint-Laurent lors de la guerre de Corée.

Déjà, lorsque le conflit éclata, le *Star* énonçait clairement à sa une du 26 juin 1950, qu'il s'agissait d'une invasion communiste : « Tank Column of Invaders Reaches Outskirts of Seoul »<sup>9</sup>. Quant à son éditorial, là encore, c'est assez clair et précis : le camp communiste est l'agresseur et il ne faut pas rester les bras croisés face à cette épreuve de force dont les enjeux sont des plus capitaux en cette époque de guerre froide : « The stakes of course, are greater than Korea itself. This could be the spark that would change the cold war into a hot war. It must be approached by the west with the utmost firmness. It will test not only the United Nations but the United States as well »<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> Beaulieu, André, et Jean Hamelin. 1975. *La presse québécoise, des origines à nos jours: Tome deuxième, 1860-1879*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, p. 129.

<sup>9</sup> 1950. « Tank Column of Invaders Reaches Outskirts of Seoul ». *The Montreal Daily Star*, 26 juin, p. 1. s.a.

<sup>10</sup> 1950. « Firmness Call For In Korean Conflict ». *The Montreal Daily Star*, 26 juin, p. 10. s.a.

La réponse demandée par le *Star* est claire et sans équivoque : l'invasion doit être arrêtée. Seulement cinq années se sont écoulées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le souvenir de celle-ci est encore omniprésent chez les gens de cette époque. D'ailleurs, lorsqu'un événement se produit, les rapprochements avec les événements qui ont conduit le monde vers le conflit mondial sont constamment remis sur la sellette. Pensons seulement à l'argumentaire de la France et de la Grande-Bretagne lors de la crise de Suez. Ces puissances occidentales ne manquèrent pas de comparer le dirigeant égyptien Gamal Nasser à Adolf Hitler. Cette comparaison avec la montée vers la guerre sera également reprise par le *Star*.

Dans son éditorial du 27 juin 1950, le *Star* rappelle que c'est le manque de fermeté de la SDN, dont le Canada faisait partie, qui nous a conduit vers la Seconde Guerre mondiale. C'est donc avec une grande conviction que l'éditorial affirme que l'invasion communiste pourrait porter un coup fatal à l'ONU si elle n'est pas arrêtée :

« Let there be no mistake about it. If the United Nations do not stop the invasion of South Korea and throw the invaders out, it will suffer a mortal blow. We have been through all this before. If there is one thing our generation knows all about it is aggression. The lesson to be learned is simple. We do not stand for it. That's all »<sup>11</sup>.

Cet état d'esprit résolument anticommuniste de la part du *Star* est admirablement bien représenté dans la caricature du 19 juillet 1950. En effet, nous voyons l'ours russe demander conseil à Adolf Hitler, afin de faire accepter la notion voulant que ce soit la Corée du Sud qui ait commis l'acte d'agression. Nous voyons Hitler pointer la page d'un livre dans laquelle nous pouvons lire l'inscription suivante : « A lie, if it is big enough and is repeated often enough, will eventually be

---

<sup>11</sup> 1950. « South Korea Becomes The Crucial Test ». *The Montreal Daily Star*, 27 juin, p. 10. s.a. Voir également: 1950. « The Free Nations Answer Roll Call ». *The Montreal Daily Star*, 3 juillet, p. 10.

accepted as the truth»<sup>12</sup>. D'ailleurs, le *Star* a tenu à mentionner que la Russie entretient depuis longtemps des prétentions sur la péninsule coréenne, des prétentions remontant même à l'époque du régime tsariste comme en témoigne cet extrait de l'éditorial du 21 août 1950 : « Ever since the foundation of Vladivostok, Russia has sought a foot-hold there and as long ago as 1896, Russia and Japan signed an agreement wich divided the country into protectorates, the boundary being the now historic 38<sup>th</sup> parallel »<sup>13</sup>.

Avec une attitude aussi hostile envers l'URSS et le communisme, l'annonce de la formation d'une brigade spéciale de l'armée canadienne destinée à aller combattre en Corée sera évidemment chaleureusement accueillie par le quotidien anglophone. En fait, le quotidien affirme, dans son éditorial du 8 août 1950, que la formation de la brigade n'est qu'un début et que, comme Canadiens, nous devons nous préparer à en faire plus dans le cadre de ce conflit :

Let us not think for a moment that our efforts will or should end there. This special force is an instalment, a very good and useful beginning, but an instalment only. As time goes on and the nations seeking collective security get themselves organized to ensure it, we shall be called upon to do more and more, both industrially and military. Now that Korea has awakened us to the need, we must accept all that the fulfillment of the need requires by way of higher taxes and restrictions on civilian ease. If the need calls for a return to a war economy, we must face that. The Prime Minister put it very well when he said last night in his frank speech to the nation<sup>14</sup>.

Comme nous pouvons le constater, la perspective de devoir fournir un effort de guerre comparable a celui des deux conflits mondiaux n'allait pas apeurer le *Star*.

---

<sup>12</sup> 1950. *The Montreal Daily Star*, 19 juillet, p. 10. s.a.

<sup>13</sup> 1950. « Korea, An Historic Aim of Russian Policy». *The Montreal Daily Star*, 21 août, p. 10. s.a.

<sup>14</sup> 1950. « The Special Force : Another instalment». *The Montreal Daily Star*, 8 août, p. 10. s.a.



Au contraire, le Canada devait se préparer à remplir ses obligations sur la scène internationale et à contribuer à repousser l'agression communiste.

### 4.3 La propagande fédérale

Dans l'histoire moderne, la propagande a été largement utilisée par les gouvernements, notamment en temps de guerre. Parmi les objectifs visés par l'utilisation de la propagande, il y a évidemment la diffusion d'un message qui a pour but d'assurer la cohésion nationale en faisant en sorte que les divers segments de la population se rallient derrière le gouvernement et la cause qu'il défend. Dans le cas de la guerre de Corée, la défense des libertés individuelles, face à une éventuelle oppression communiste, constitue un des fers de lance de la campagne de propagande. Puis, fort de ces motifs, la campagne de propagande doit favoriser le recrutement au sein des forces armées afin d'aller défendre des idéaux de liberté. Le gouvernement du Canada se servit de divers moyens pour distribuer sa propagande. Considérant les limites d'espace, ainsi que la nature de notre mémoire, nous porterons uniquement notre attention sur la propagande fédérale publiée dans les quotidiens.

Avant la date du 8 août, lorsque le premier ministre Saint-Laurent annonça la formation d'un corps expéditionnaire de l'armée de terre, les dirigeants politiques canadiens demeurèrent actifs en faisant la promotion de l'armée canadienne. Dans une publicité du 8 juillet 1950, il est clairement mentionné que le Canada doit se tenir prêt à faire face à toute éventualité « Tant que les communistes n'auront pas fourni de preuves sérieuses de leur bonne foi, le Canada devra rester sur le qui-vive et agrandir les cadres de son armée »<sup>15</sup>. Outre la notion de défense face à l'agression communiste, c'est une belle perspective d'avenir que le gouvernement tente de vendre à d'éventuelles nouvelles recrues. Selon la même publicité, une personne

---

<sup>15</sup> 1950. *Le Canada*, 8 juillet, p. 13. s.a.

désireuse de joindre les rangs de l'armée pourra compter sur une pension lorsque son engagement sera terminé, sans compter le fait qu'il apprendra un métier au cours de son service.

Le gouvernement tente de passer un message voulant qu'un engagement dans les forces armées soit avant tout un geste visant à assurer la défense du Canada face à une éventuelle agression, comme en témoigne un extrait de cette publicité du 20 juillet 1950, dans laquelle le conflit coréen n'est pas mentionné : « Les hommes qui s'enrôleront maintenant augmenteront les forces défensives du pays... »<sup>16</sup>. En plus de ne pas mentionner la guerre en cours en Corée, la guerre froide n'est pas évoquée.

Par contre, lorsque le gouvernement canadien décidera finalement d'envoyer un corps expéditionnaire, ses publicités seront sans équivoque, comme en témoigne celle publiée le 8 août 1950, date à laquelle la décision d'envoyer la brigade de l'armée de terre. « L'armée canadienne a besoin d'hommes dès aujourd'hui! Pour un contingent de l'armée canadienne qui s'entraînera à faire face à toute agression en conformité de la charte des Nations Unies et du Pacte de l'Atlantique ». De plus, cette même publicité dira clairement : « Opposons à l'agression armée l'union de nos forces aguerries »<sup>17</sup>. En plus des nouvelles recrues souhaitées, l'armée lance également l'invitation aux anciens combattants. Il est important de retenir que les dirigeants canadiens sont clairs en ce qui a trait aux motifs de la participation à ce conflit. Il faut respecter nos engagements envers les Nations unies et répondre à une agression qui contrevient aux principes de la Charte de l'ONU. Une telle prise de position a pour avantage de contrer ceux qui seraient tentés de dénoncer la participation canadienne en invoquant l'argument de la guerre impérialiste, comme ce fut le cas lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.

---

<sup>16</sup> 1950. *Le Devoir*, 20 juillet, p. 7. s.a.

<sup>17</sup> 1950. *Le Canada*, 8 août, p. 11. s.a.

Comme le dit le vieil adage : autres temps, autres mœurs... Les porte-paroles de l'armée canadienne utilisèrent une formule choc afin de favoriser le recrutement, comme en témoigne cette publicité, parue le 9 août 1950, dans le *Canada*. « Aujourd'hui... Il ne suffit plus de parler pour sauvegarder nos libertés! »<sup>18</sup>. Cette formule assez particulière sera utilisée dans diverses publicités faisant la promotion de différents secteurs de l'armée. Un tel slogan envoie le message à la population que le temps de la diplomatie est révolu et que c'est la logique guerrière qui doit prévaloir. Néanmoins, d'autres publicités venaient nuancer cette charge contre les moyens pacifiques de règlement du conflit. Par exemple, le 17 août 1950, le titre de celle-ci disait : « Au service de la liberté avec les Nations Unies »<sup>19</sup>. Au moins, l'action militaire est subordonnée aux Nations unies...

En plus de ses publicités régulières, dont il existe un équivalent en langue anglaise, l'armée canadienne tentera également d'interpeller directement les Canadiens français du pays en faisant appel à leur patriotisme et leur amour de la liberté. En effet, des publicités seront spécifiquement destinées aux francophones du pays afin de les inciter à joindre les rangs de l'armée. Lors d'un exercice de promotion du recrutement au sein de l'unité francophone du Royal 22<sup>ème</sup> Régiment, une publicité, brandissant la menace communiste et la nécessité de préserver les droits et libertés du pays, titrait :

Appel aux jeunes gens du Canada français. La menace communiste se précise de plus en plus! C'est la menace communiste à toutes les libertés que nous chérissons plus que tout au monde... nos libertés de parole, d'action, de pensée, de religion. Vous jeunes gens qui, comme dit notre hymne national, êtes nés d'une race fière, vous voudrez sans doute vous préparer à les défendre ces libertés, à sauvegarder notre mode de vie! Eh bien... L'armée canadienne a besoin d'hommes dès aujourd'hui!<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> 1950. *Le Canada*, 9 août, p. 11. s.a.

<sup>19</sup> 1950. *Le Canada*, 17 août, p. 7. s.a.

<sup>20</sup> 1950. *Le Devoir*, 24 août, p. 2. s.a.

Les services de propagande de l'armée canadienne continueront leurs efforts pour mettre en valeur le patriotisme des Canadiens français en faisant des allusions à des noms glorieux de l'histoire des francophones du pays. Dans une publicité publiée le 5 novembre 1951, on reprendra des propos d'Octave Crémazie qui disait : « Nous sommes les enfants d'une race guerrière qui fait briller partout son nom resplendissant »<sup>21</sup>. La publicité se poursuit en faisant allusion à la soif de découvertes qui a animé le découvreur des Rocheuses, Pierre Gaultier De La Vérendrye. Des références semblables furent faites à d'autres grands noms de l'histoire canadienne, tel Étienne Brûlé. Tantôt, ce sera la hardiesse des marins bretons qui venaient pêcher au large de Terre-Neuve, avant que l'Amérique soit découverte par les Européens, qui sera mise en valeur.

L'armée fera également des analogies entre le sport et le métier de militaire. Dans une publicité destinée à garnir l'escadrille de réserve no. 438, on dira : « Toute équipe a besoin de réserves »<sup>22</sup>. Le tout présenté avec une illustration montrant deux joueurs de baseball dans un stade avec, en fond de scène, trois avions qui traversent le ciel. Ce recours à la notion d'équipe sera également illustré dans une autre publicité qui fera état de l'importance du travail d'équipe dans la bonne conduite d'un char d'assaut : « Il faut à ce char d'assaut une équipe complète »<sup>23</sup>.

La propagande fédérale en faveur de l'effort de guerre ne se faisait pas uniquement avec des références à l'armée. Nous avons trouvé important de souligner une publicité faisant la promotion des obligations d'épargne du Canada, parue le 14 octobre 1950. Avec en toile de fond un jeune enfant, nous pouvons lire : « On a tous une raison d'économiser. Ne l'oubliez pas ». Puis, une note en bas de page qui

---

<sup>21</sup> 1951. *Le Canada*, 5 novembre, p. 15. s.a. Voir: 1951. *Le Canada*, 12 novembre, p. 10. Voir également: 1951. *Le Canada*, 20 novembre, p. 10. s.a.

<sup>22</sup> 1950. *Le Canada*, 10 octobre, p. 10. s.a.

<sup>23</sup> 1950. *Le Canada*, 18 octobre, p. 4. s.a. Voir également : 1951. *Le Devoir*, 12 février, p.7. s.a.

dit : « L'épargne méthodique mène à l'indépendance et à la sécurité »<sup>24</sup>. Comme quoi tous les moyens sont bons pour bien faire passer un message.

En ce qui a trait aux anglophones du Québec, la propagande fédérale diffusée dans la presse écrite ne comportera pas de références linguistiques ou nationales. Par exemple, l'armée ne lancera pas un appel dirigé uniquement envers les Canadiens anglais du pays, comme ce fut le cas pour les francophones. La propagande de guerre chez les anglophones aura un message similaire à celle plus « régulière » qui fut diffusée dans les médias francophones.

C'est ainsi que, le 8 août 1950, date de l'annonce de la formation de la brigade spéciale d'infanterie, la publicité anglophone fera la promotion de l'enrôlement au sein des forces armées afin que le Canada puisse repousser une agression armée dans le cadre de ses obligations comme membre de l'ONU : « Veterans and others. The Canadian army wants men now. For the Canadian army special force. To meet aggression in accordance with the United Nations Charter and the North Atlantic Treaty »<sup>25</sup>. Le message véhiculé dans cette publicité est quasi identique à celui traité précédemment dans la presse francophone du 8 août 1950. Il en sera de même avec les autres publicités que nous avons analysées. En guise d'exemple, dans une publicité datée du 9 août 1950, le thème principal était : « Now! You can do more than talk about freedom... »<sup>26</sup>.

Peu importe le groupe ethnique, la propagande fédérale dans la presse écrite québécoise allait s'appliquer à démontrer que le conflit en Corée était une guerre juste et légitime et qu'il était du devoir des Canadiens d'y participer afin de se prémunir d'un fléau encore plus grand que la guerre, soit la perte des droits et de la liberté.

---

<sup>24</sup> 1950. *Le Canada*, 14 octobre, p. 2. s.a.

<sup>25</sup> 1950. *The Montreal Daily Star*, 8 août, p. 18. s.a.

<sup>26</sup> 1950, *The Gazette*, 9 août, p. 14. s.a.

#### 4.4 L'Église catholique

Dans le Québec des années 1950, l'emprise morale de l'Église catholique était encore bien présente chez les fidèles de cette religion. Une prise de position relativement radicale de l'Église pouvait encourager ou contrecarrer les efforts du gouvernement canadien qui souhaitait favoriser un appui au conflit coréen. C'est pourquoi nous avons cru bon de vérifier si l'Église catholique avait pris position face au conflit coréen, et comment cela a pu se refléter au sein de la presse.

À partir du moment où le chef suprême de l'Église prend position, il devient difficile pour les autres membres du clergé de le contredire publiquement. Dans des cas plus extrêmes, des membres du clergé réfractaires aux prises de position du souverain pontife se sont vus mutés à des endroits peu souhaités ou même frappés d'excommunication.

Le 26 juillet 1950, *Le Devoir* publie à la une les éléments de la prise de position du pape Pie XII et rappelle que le pape se prononce en faveur de la paix dans le monde et surtout, il condamne la guerre. C'est ainsi que le pape dira : « La guerre n'apporte que des ruines, la mort et toutes sortes de misères »<sup>27</sup>. L'Église catholique n'est pas en accord avec l'idéologie en vigueur dans les pays dirigés par un régime communiste. En effet, ces pays ayant le marxisme comme référence intellectuelle interdisent la liberté de religion. C'est en raison de cette hostilité envers les thèses marxistes, que des groupes communistes accusent l'Église de promouvoir un conflit contre le communisme, comme le souligne *Le Devoir* : « Faisant allusion aux pays dominés par le communisme, le pape demande que l'on reconnaisse partout la liberté de religion. En même temps, le souverain pontife nie que l'Église favorise la guerre

---

<sup>27</sup> 1950. « La guerre n'apporte que des ruines, la mort et toutes sortes de misères ». *Le Devoir*, 26 juillet, p. 1. s.a.

comme l'en ont accusée à plusieurs reprises les communistes »<sup>28</sup>. En détruisant plusieurs églises, notamment durant la révolution communiste en Russie, et en s'opposant à la pratique religieuse, les régimes communistes ne se sont pas attirés la sympathie de l'Église. C'est pourquoi ce message d'inspiration pacifiste contient néanmoins des pointes relativement ciblées envers ces régimes.

Ce message de paix, mêlé d'une condamnation de l'idéologie marxiste sera repris de façon moins subtile par la Conférence catholique canadienne, représentant les évêques et archevêques du Canada. Ceux-ci lancèrent un appel à la générosité dans le cadre de la Campagne des charités papales, par le biais d'une publicité datée du 5 septembre 1950. Voici d'ailleurs un extrait assez révélateur de l'appréhension avec laquelle le clergé catholique canadien percevait le communisme : « Pensons que les catholiques du Canada sont invités à rétablir par la charité ce que le communisme s'efforce de détruire par la cruauté »<sup>29</sup>.

Quant au quotidien d'allégeance libérale *Le Canada*, il accueillera favorablement l'intervention pacifique du Saint-Père dans le conflit coréen. Approuvant les vertus de son message pacifique, *Le Canada* ne modifiera pas pour autant sa prise de position envers les politiques du gouvernement fédéral, car de sérieuses réserves sont émises sur les chances de succès de l'appel à la paix promulgué par le chef de l'Église catholique :

Le grand malheur, c'est que la voix auguste de Pie XII n'est entendue que des peuples libres et des gouvernements démocratiques, c'est-à-dire de ceux-là précisément qui veulent la paix et s'emploient de tous leurs efforts à la sauvegarder. Les dictateurs qui veulent la guerre et la préparent demeurent sourds à l'appel du Pape comme à tous les appels à la modération et à la

---

<sup>28</sup> *Ibid.* p.1.

<sup>29</sup> 1950. *Le Devoir*, 25 septembre, p. 7. s.a.

justice. Et ces tyrans ne négligent rien pour empêcher les peuples qu'ils ont asservis d'entendre la parole de Rome<sup>30</sup>.

Une des bases idéologiques qui permettra au *Canada* d'afficher des valeurs chrétiennes en favorisant l'intervention en Corée vient directement d'une déclaration de Pie XII, qui, le jour de Noël 1948, a déclaré : « Un peuple menacé ou déjà victime d'une injuste agression , s'il veut penser et agir chrétiennement, ne peut demeurer dans une indifférence passive; à plus forte raison, la solidarité de la famille des peuples interdit-elle aux autres de se comporter comme de simples spectateurs dans une attitude d'impassible neutralité »<sup>31</sup>. Même chez un quotidien plus libéral et moins porté vers la doctrine de l'Église, l'impact de celle-ci était encore très considérable en 1950.

Comme nous le verrons plus loin, cet appel à la paix promulgué par le pape aura un certain retentissement dans les éditoriaux du *Devoir*, et sur des publications influencées par les dogmes catholiques, telle *L'Action Nationale*. De plus, avec cette caution résolument anticommuniste, les combattants qui désiraient s'embarquer pour la Corée ne devaient pas s'attirer les foudres d'une grande partie du courant clérico-nationaliste, comme ce fut le cas pour les volontaires qui se s'étaient enrôlés pour aller appuyer le gouvernement républicain en Espagne lors de la guerre civile qui déchira le pays à partir de 1936<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> 1950. « Pour que la paix soit sauvegardée dans le monde ». *Le Canada*, 28 juillet, p. 4. s.a.

<sup>31</sup> 1950. « Les directives de Pie XII et l'affaire coréenne ». *Le Canada*, 6 septembre, p. 4. s.a.

<sup>32</sup> Morton, Desmond. 1992. *Une histoire militaire du Canada: 1608-1991*. Sillery (Qué): Septentrion, p. 252-254.



#### 4.5 Autres réactions

Il est évident qu'un événement aussi important que la guerre de Corée, qui se déroulait en pleine guerre froide allait provoquer de nombreuses réactions; que ce soit de la part des quotidiens étudiés dans notre mémoire, de l'Église catholique et d'autres quotidiens d'information, revues et position d'intellectuels. En raison des contraintes de temps et d'espace, nous ne pourrions présenter toutes les réactions. Néanmoins, nous tenterons de dresser un portrait assez fidèle de la situation en prenant pour référence des positions différentes sur le plan idéologique.

#### 4.6 *Le Montréal-Matin et Le Soleil*

Nous avons recueilli les opinions de ces deux quotidiens, pour deux raisons distinctes. *Le Montréal-Matin* en raison de sa proximité avec l'Union Nationale et *Le Soleil* afin d'avoir le point de vue d'un quotidien publié à l'extérieur de Montréal. *Le Montréal-Matin* débuta ses opérations en 1930, sous le nom de *L'Illustration* et prit officiellement ce nom, en 1941. Dès le départ, ce fut un quotidien très proche de l'idéologie conservatrice, Camilien Houde en fut même un des propriétaires durant les années 1930-1934. C'est en 1947, qu'il passera officiellement sous le contrôle direct de l'Union Nationale, lorsque les Éditions Lavolette en feront l'achat<sup>33</sup>. Dès ce moment, les orientations politiques du *Montréal-Matin* et de l'Union Nationale seront intimement liées et ce jusqu'à la vente du quotidien en 1971. Quant au *Soleil*, il fut fondé en 1880, sous le nom de *L'Électeur* et prit son nom actuel en 1896. Dès le départ, ce quotidien dévouera son action aux intérêts des libéraux. D'ailleurs on pouvait compter parmi les premiers investisseurs de la compagnie en capital qui investirent 5000\$ pour débiter les opérations, les noms de personnalités libérales

---

<sup>33</sup> Beaulieu, André, et al. 1984. *La presse québécoise, des origines à nos jours : Tome sixième, 1920-1934*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, p. 217.

notoires, dont Wilfrid Laurier et C-A. Pantaléon Pelletier<sup>34</sup>. Durant la guerre de Corée, il fut la propriété de Oscar Gilbert et ne cacha nullement son adhésion envers les politiques du Parti libéral du Canada.

En raison de son idéologie plus conservatrice, proche de l'Union Nationale de Maurice Duplessis, les positions du *Montréal-Matin* allaient semer la controverse chez les quotidiens d'allégeance libérale, tel le *Canada*. Lorsque le conflit éclata, le *Montréal-Matin* consacra sa une à la problématique coréenne. Quant à son éditorial, la responsabilité de l'agression est imputée au camp communiste. De plus, il exhorte les États-Unis à réagir afin que l'URSS n'en vienne pas à contrôler toute la région. Fait à noter, le *Montréal-Matin* met carrément en doute la capacité de l'ONU à solutionner ce conflit. « Ce ne sont pas les protestations indignées de l'ONU qui changeront quoi que ce soit à cette situation. Seuls les États-Unis peuvent enrayer le raz de marée en fournissant aux Coréens du Sud tout ce dont ils ont besoin pour briser ces assauts »<sup>35</sup>.

Par contre, dès qu'il sera démontré que le conflit allait durer et qu'il était possible que le Canada s'implique dans cette nouvelle guerre, le *Montréal-Matin* changea son attitude en dénonçant les Américains qui souhaitent impliquer plusieurs pays dans cette aventure, même si cette participation s'avère symbolique. La crainte face au communisme céda le pas à des considérations plus isolationnistes, nationalistes et aussi antilibérales, de la part du quotidien. La crainte d'une implication canadienne à plus grande échelle, comme la participation de soldats de l'armée de terre a fait réagir bruyamment l'éditorialiste du quotidien, le 21 août 1950 :

---

<sup>34</sup> Beaulieu, André, et Jean Hamelin. 1977. *La presse québécoise, des origines à nos jours : Tome troisième, 1880-1895*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, p. 12.

<sup>35</sup> 1950. « De nouveau la guerre ». *Montréal-Matin*, 27 juin, p. 4. s.a.

Ce ne seront pas nos trois petits contre-torpilleurs qui apaiseront l'appétit du Moloch guerrier. Le *New York Times* est très précis : "Dans ce genre de guerre, ce qui compte surtout, ce sont les hommes, l'artillerie et les tanks". Ils seraient bien naïfs ceux qui prétendaient que nous nous en tirerons à bon compte, par quelques bateaux ou quelques avions. Puisque notre ministre de la Défense, M. Claxton déclarait avant son voyage à Terre-Neuve, qu'il ne songeait pas recourir à la conscription, c'est une bonne raison d'être doublement sur nos gardes. Le gouvernement d'Ottawa est reconnu depuis plusieurs années pour pratiquer le mensonge et la duperie comme s'il s'agissait du plus noble des beaux-arts. Que les hostilités se poursuivent encore quelques semaines et nous verrons des soldats canadiens se battre et mourir sur le territoire de la Corée pour la plus grande gloire des intérêts anglo-saxons, même si flotte au vent le drapeau anonyme des Nations-Unies. Nos actes nous suivent<sup>36</sup>.

L'annonce du 8 août 1950 fera réagir le *Montréal-Matin*, qui tout en condamnant la participation canadienne à la guerre de Corée, se défendra bien de servir les intérêts du mouvement communiste. L'éditorial du 9 août 1950 sera marqué par cet esprit anticommuniste et isolationniste, puisqu'il sera souligné que les anticommunistes représentés par le *Montréal-Matin* n'ont pas changé d'opinion et qu'ils ont sans cesse fait en sorte de prévenir la société contre la menace communiste. De plus, les périls qui guettent le Canada se trouvent également à l'intérieur des frontières nationales du pays. Autrement dit, avant d'aller combattre le communisme à l'étranger, le Canada ferait mieux de le combattre efficacement à l'intérieur de ses frontières. L'extrait qui suit démontre à quel point la théorie du complot interne était présente à l'époque, le contexte de la guerre froide favorisait un tel climat de paranoïa :

Le communisme aujourd'hui, c'est chez-nous qu'il faut le combattre. Nous ne comprenons pas que l'on veuille envoyer en Corée des marins, des aviateurs et des soldats canadiens, alors qu'on laisse toute liberté d'action – d'action subversive, bref de trahison – aux chefs du parti communiste dans notre pays. Nous ne comprenons pas qu'il faille aller défendre la Corée alors qu'au Canada nous refusons de nous protéger contre une cinquième colonne

---

<sup>36</sup> 1950. « Une idéologie fragile ». *Montréal-Matin*, 21 juillet, p. 4. s.a.

qui prépare les voies de Moscou. Voilà ce que disent les anti-communistes, ceux qui ne croient pas que le Canada doive se saigner à blanc<sup>37</sup>.

*Le Montréal-Matin* se trouvait devant un dilemme de taille en raison de son idéologie conservatrice. Comment ne pas appuyer une campagne militaire contre l'ennemi communiste, qui menace les valeurs traditionnelles dont la religion. Alors que d'un autre côté, un appui à la politique canadienne de participation au conflit aurait équivalu à cautionner les agissements des libéraux fédéraux, honnis des forces conservatrices et du premier ministre Duplessis. Le quotidien s'engagea dans une politique résolument anticommuniste, tout en ciblant ses attaques contre les libéraux. La portée de l'appel contre le conflit se trouvait amoindrie en raison de l'ennemi combattu. Après tout, ce n'était pas une puissance impériale traditionnelle que le Canada allait combattre en Corée, mais bel et bien le péril communiste. Alors, si la guerre en tant que telle n'avait pas la cote chez la population, l'anticommunisme trouvait un accueil favorable chez les différentes tendances conservatrices de l'époque.

Toujours influent aujourd'hui dans la vieille capitale, *Le Soleil* se targuait d'avoir le plus important tirage dans la ville et la région de Québec. Comme nous l'avons mentionné précédemment, à cette époque, ce quotidien ne cachait pas sa préférence idéologique. Au début de chaque page éditoriale, on pouvait lire la mention « organe libéral ». Il ne fallait pas s'attendre à ce que ce quotidien remette en question la pertinence des décisions du gouvernement libéral de Louis Saint-Laurent. L'intérêt d'une brève analyse de la position de ce quotidien réside dans le message livré dans la ville de Québec. Quant au contenu de ses positions, en s'affichant comme organe libéral, il est clair que le contenu rédactionnel s'apparente à celui du *Canada* à Montréal (tout en étant moins agressif que *Le Canada*). C'est pourquoi nous avons choisi de ne pas se consacrer à une étude exhaustive de ce quotidien,

---

<sup>37</sup> 1950. « La Corée, conclusion logique ». *Montréal-Matin*, 9 août, p. 4. s.a.

comme ce fut le cas lors du chapitre précédent, avec *Le Canada*, *La Presse* et *Le Devoir*.

Lorsque survint le déclenchement des hostilités en Corée, le titre à la une du journal fut assez clair concernant les implications de cette situation explosive : « La guerre de Corée menace le monde »<sup>38</sup>. Dans l'éditorial du 26 juin, l'agresseur, à l'instar des autres quotidiens est clairement identifié. Le quotidien souligne l'incertitude qui prévaut au lendemain de cette agression : simple feu de broussailles ou embrasement majeur? Le quotidien québécois s'en remet aux États-Unis pour solutionner cette crise : « Dans le cas coréen, s'il ne s'agit que d'une alerte, il sera peut-être facile d'obtenir que l'envahisseur se retire après sa démonstration de force. Autrement, le prestige des États-Unis exigera une intervention excessivement dangereuse pour la paix du monde »<sup>39</sup>.

Lorsque vint l'appel fédéral du 8 août 1950, *Le Soleil* donna son aval à la décision gouvernementale de former une brigade spéciale pour la Corée. Tout en saluant la mesure, le quotidien souligne également que cela contribuera à combattre le chômage qui semblait sévir à cette époque : « En plus de souligner la prudence réaliste de nos dirigeants en face de la force majeure, un recrutement intensifié servira infailliblement à réduire la menace d'un chômage saisonnier. L'enrôlement est volontaire pour le moment. Ce volontariat devrait suffire aux besoins du Canada et des Nations Unies »<sup>40</sup>. *Le Soleil*, tout en appuyant l'effort de recrutement de l'armée canadienne, ne brandissait pas aux yeux de ses lecteurs l'épouvantail de la conscription, tant honnie au Québec, depuis les événements relatifs aux deux conflits mondiaux.

---

<sup>38</sup> 1950. « La guerre de Corée menace le monde ». *Le Soleil*, 26 juin, p. 1. s.a.

<sup>39</sup> 1950. « L'indépendance de la Corée ». *Le Soleil*, 26 juin, p. 4. s.a.

<sup>40</sup> 1950. « Prudence et réalisme ». *Le Soleil*, 9 août, p. 4. s.a.

#### 4.7 *L'Action Nationale*

Toujours publiée en 2006, *L'Action Nationale*, au temps de la guerre de Corée était une publication reconnue pour faire la promotion de valeurs conservatrices, cléricales et nationalistes. La teneur de son contenu idéologique présentait de grandes similitudes avec le quotidien *Le Devoir*, qui faisait la promotion de valeurs semblables. D'ailleurs, la présence d'André Laurendeau au sein de *L'Action Nationale* démontre à quel point ses positions sont convergentes avec celles du quotidien nationaliste.

*Le Devoir* a d'ailleurs reproduit la position émise par *L'Action Nationale*, via une lettre écrite par François-Albert Angers qui s'intitule : « Pour la croisade ou pour la paix? ». Angers se pose cette question, en raison de l'adhésion majoritaire des Québécois envers le christianisme. Selon lui, peu importe le choix de l'option, il faut assumer ce choix jusqu'au bout. Si c'est l'option de la croisade qui l'emporte, il faut se résoudre à intervenir dans ce conflit et dans cette lutte contre le communisme et ne pas oublier qu'ultimement, il faudra faire face aux Russes. Angers rejette du revers de la main cette option, car il croit fermement qu'il faut éviter une épreuve de force avec l'URSS : « En fait, les conséquences d'une prochaine guerre seraient si terribles, qu'aucun chrétien ne peut pratiquement en dépit de toutes les justifications théologiques d'une guerre en théorie, vouloir vraiment la guerre à l'heure actuelle [...] »<sup>41</sup>.

Pour Angers, l'autre option vise à prôner la paix dans le présent conflit. Mais, ce désir de paix se doit d'être sincère :

---

<sup>41</sup> Angers, François-Albert. 1950. « Pour la croisade ou pour la paix? ». *Le Devoir*. 20 juillet, p. 4.

Il ne reste guère au chrétien qu'à vouloir la paix. Et alors, avons-nous le droit de jouer au plus fin, de vouloir la paix, mais d'être contre une neutralité qui empêcherait les peuples de se jeter tête baissée dans la guerre au moindre incident, de vouloir en somme la paix tant qu'il s'agira de prendre directement la responsabilité de la briser, mais de souhaiter que les événements nous fournissent l'occasion de nous lancer dans la guerre avec l'air de ne l'avoir pas causée<sup>42</sup>.

La position de *L'Action Nationale* est assez claire : le Canada ne devrait pas se mêler du conflit coréen. Par la suite, Angers aura l'occasion, à l'intérieur des pages de cette revue, de préciser sa pensée. Tout en continuant de prôner la neutralité, il en viendra à la conclusion que les États-Unis, tout comme l'URSS souhaitent que ce conflit se déroule. Des propos qui mettent en relief une pensée anti-colonialiste, anti-impérialiste et isolationniste :

Et à voir la façon dont se sont comportés les États-Unis devant l'Inde médiatrice, n'avons-nous pas le droit de nous demander si le désir de la guerre, quels qu'en soient les motifs, n'est pas aussi fort à Washington qu'à Moscou? Cette vérité qui scandalise l'opinion canadienne et tout principalement canadienne-française, opinion timorée par nature d'habitudes coloniales, les Européens l'ont vue et pressentie depuis longtemps<sup>43</sup>.

Ce pacifisme ayant pour principale incarnation, la neutralité, camoufle un certain conservatisme. Associant volontairement la volonté de paix et la philosophie chrétienne, Angers tient des propos pour le moins révélateurs sur ses tendances conservatrices et isolationnistes : « On se demande, par exemple, si cette neutralité ne répéterait pas l'erreur de 1940, en supposant qu'il y eût alors vraiment erreur [...]»<sup>44</sup>. Évidemment, cette affirmation est lourde de conséquences, mais notre mémoire n'a pas pour objet de faire le procès idéologique de *L'Action Nationale*.

---

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>43</sup> Angers, François-Albert. 1950. « La neutralité européenne », *L'Action Nationale*, vol XXXVI, no 2 (octobre), p. 128-129.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 136.

#### 4.8 *Cité Libre*

Contrairement aux publications citées précédemment, la revue *Cité Libre* était orientée plutôt vers la gauche de l'arène politique. Comme il faut s'y attendre, ses sympathies feront en sorte qu'elle n'appuiera pas la décision du gouvernement Saint-Laurent de participer au conflit. De plus, on ne peut accuser *Cité Libre* d'être un organe du Parti libéral du Canada, puisque le déclenchement de la guerre de Corée survient 15 ans avant l'adhésion de Pierre E. Trudeau et de Jacques Hébert, au sein du Parti libéral du Canada, alors dirigé par le bras droit de Saint-Laurent en matière de politique étrangère, Lester B. Pearson. À cette époque, cette revue était un haut lieu du progressisme et appuyait fortement les luttes ouvrières et sociales menées contre le conservatisme du régime de Maurice Duplessis.

La réaction de *Cité Libre* face au conflit coréen fut illustrée dans un article éditorial de la revue qui parut au mois de mai 1951, à l'intérieur duquel la politique extérieure canadienne est vivement critiquée par la rédaction de la revue progressiste. En effet, le gouvernement canadien sera accusé d'être à la remorque des décisions des autres puissances et de servir leurs desseins, comme en témoigne notamment cette référence à la guerre des Boers, où le Canada appuya les Britanniques, sans compter l'allusion à la rébellion des Métis de Louis Riel : « Fidèle à une tradition qui remonte à la rébellion du Nord-Ouest et à la guerre des Boers, le Canada est toujours prêt à défendre courageusement le fort contre le faible. En matière de politique extérieure, il a suivi, il suit et il suivra »<sup>45</sup>. Conscients du risque de se faire taxer de sympathies communistes, *Cité Libre* tient à rappeler à ses détracteurs que sa position en faveur de la paix rejoint celle du Pape Pie XII qui, selon les auteurs n'entretenait pas de sympathies en faveur des thèses marxistes.

---

<sup>45</sup> 1951. « Positions sur la présente guerre ». *Cité Libre*. Vol. 1. no 3 (mai), p.9. s.a.



La décision de *Cité Libre* de prôner l'abstention du Canada dans le conflit, ne provient pas d'un sentiment pacifique à l'extrême, car pour eux, tout est question de justice. La guerre peut être nécessaire si elle doit préserver la justice. « La guerre n'est pas le plus grand des maux, et nous ne tenons pas non plus la paix pour l'ultime bienfait. Car ce qui importe avant tout, c'est la justice ; et il faut parfois prendre les armes pour la défendre »<sup>46</sup>.

Selon *Cité Libre*, cette guerre est injuste et ce qui ultimement a provoqué cette injustice, c'est l'ordre mondial qui est né à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le camp communiste et l'ONU sont montrés du doigt par la revue progressiste, car selon eux, les moyens utilisés ne favorisent pas la justice et encore moins les intérêts des populations asiatiques :

Après quelques années de guerre froide, résultat d'injustices où les deux blocs avaient trempé, le satellite coréen de l'URSS déclara injustement une guerre ouverte mais limitée. Les Nations Unies, s'employant à rétablir la justice, aggravèrent cette rupture de paix et étendirent démesurément le conflit ; elles engendraient ainsi un état d'injustice plus coupable *prima facie* que celui auquel elles prétendaient remédier ; et elles se sont avérées incapables par la suite de renverser cette présomption de culpabilité : leurs moyens ne sont pas proportionnés à la justice, et leur fin n'a pas encore été définie en fonction du bien commun asiatique<sup>47</sup>.

Selon eux, les Américains sont en grande partie responsables de la situation, en les accusant d'avoir poussé dans les bras du communisme, un état asiatique comme la Chine. Sans compter le fait, qu'aux yeux de *Cité Libre*, le régime capitaliste de la Corée du Sud était des plus autoritaires et une source d'injustice pour les Coréens. Leur attitude de panique face à tout ce qui est communiste pousse les Américains à commettre des impairs afin de se prémunir contre la menace

---

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>47</sup> *Ibid.*, pp. 8-9.

communiste. L'équipe de *Cité Libre* dénonce cet anticommunisme exacerbé en rappelant que tout ce qui est communiste ou socialiste n'appuie pas obligatoirement les dogmes de Staline, comme en témoigne la résistance du régime communiste de Tito en Yougoslavie, aux politiques dictées par Moscou.

Dans la conclusion de son article éditorial, *Cité Libre* exhorte le gouvernement du Canada de faire en sorte que ses actions soient guidées par la nécessité d'apporter la justice, plutôt que d'uniquement chercher à remporter la victoire à tout prix lors de ce conflit.

Comme nous avons pu le constater tout au long de ce chapitre, les opinions diffèrent quant à la pertinence de la participation canadienne lors de ce conflit. Même chez ceux qui partagent un même point de vue, les motifs peuvent être contradictoires. Par exemple, les raisons de *Cité Libre* de s'opposer au conflit diffèrent de celles de *L'Action Nationale*. Ce chapitre contribue à faire comprendre pourquoi, en dépit de la répulsion que la guerre entraîne chez les Québécois francophones, le climat social n'a pas été affecté et que la campagne de recrutement a pu donner les effets escomptés. L'anticommunisme était tellement présent au sein de la société que l'aversion pour une participation militaire s'en trouvait réprimée au nom de la peur, voire de la haine envers le communisme. Même le message pacifique du Pape contenait certaines pointes contre le communisme.

Comme il fallait s'y attendre, les deux grands quotidiens anglophones de Montréal appuient les décisions gouvernementales canadiennes. L'ONU et évidemment, la Grande-Bretagne (et le Commonwealth) appuyant la position américaine, il allait de soi que l'opinion de ces quotidiens penche en ce sens.

L'Église catholique, quant à elle, par le biais du Pape Pie XII s'évertuait à faire la promotion de la paix. Toutefois, elle se trouvait coincée par son antipathie

pour l'athéisme, tel que préconisé par les régimes communistes. Le message du Pape, en dépit de ses intentions pacifistes, contenait néanmoins des reproches dirigés contre les tenants de l'idéologie marxiste. Cette antipathie pour le communisme compliquait également la position des tenants de la droite nationaliste du Québec, toujours attentive aux positions de l'Église catholique. Comment pouvait-on prôner la modération face à un ennemi communiste que l'on s'efforçait de combattre à l'interne? Ce dilemme n'allait pas affecter la progressiste revue *Cité Libre*, puisque son affection pour les thèses de gauche rendait sa position contre la participation canadienne relativement plus confortable.

Face à une opinion publique québécoise qui appuyait la participation canadienne à la guerre de Corée dans une proportion de seulement 21%<sup>48</sup>, le gouvernement fédéral a su composer avec une autre donnée : l'anticommunisme qui régnait dans la province. Comme nous l'avons mentionné, 79% de la population du Québec concevait le communisme comme une menace. Alors, l'effort de propagande sera centré sur la nécessité de protéger libertés et valeurs face au communisme tant honni dans la province; cette opération de défense étant avant tout présentée comme légitime avec l'assentiment de l'ONU. De plus, combinées à ces impératifs de défense et de légitimité, des valeurs de patriotisme et des références aux héros du passé seront dirigées spécifiquement envers les Québécois francophones afin de ne pas revivre les événements des deux conflits mondiaux.

---

<sup>48</sup> Gravel, Jean-Yves. 1974. *Le Québec et la guerre*. Montréal: Les Éditions Fides, p. 152. Voir également : Tremblay, Jeanne-D'Arc (pseud.). 1988. *La défense du Québec et de la famille Tremblay*. Louiseville (Qué.) : La Corporation des Éditions Fides, p. 210.

## CONCLUSION

Sans l'ombre d'un doute, la guerre de Corée fut l'un des temps de forts de la guerre froide. Un conflit d'une grande intensité, qui aurait pu précipiter le monde vers une autre guerre mondiale, qui en raison du développement de l'arme atomique aurait pu s'avérer catastrophique pour l'humanité toute entière. En 1950, bien peu de personnes au Québec étaient au courant de la réalité coréenne, pourtant, lorsque, le 25 juin 1950, les troupes de la Corée du Nord envahirent leur voisin du Sud, les Québécois, comme plusieurs autres Canadiens, prirent conscience de l'existence de la Corée. En cette période riche en tensions sur la scène internationale, beaucoup pensèrent que les grandes puissances avaient décidé de reprendre là où ils avaient laissé en 1945.

Tout au long de notre mémoire, nous nous sommes penché sur la participation canadienne-française lors de ce conflit, par le biais de la couverture médiatique qui fut accordée à la guerre de Corée. Nous désirions comprendre le contexte politique dans lequel s'est déroulé ce conflit et également savoir si la participation militaire du Canada à ce conflit a provoqué les mêmes remous que lors des deux conflits mondiaux précédents à l'intérieur des frontières du Québec. La participation canadienne-française lors du conflit a dépassé le cap des 30%, ce qui était assez exceptionnel. Nous avons porté notre attention sur la couverture médiatique effectuée lors de la guerre de Corée, tout particulièrement envers les éditoriaux, ce qui permettait de comprendre l'attitude des médias en question.

De plus, nous avons porté notre attention sur les premiers mois du conflit, car cette époque fut cruciale en ce qui a trait au recrutement des troupes qui devaient participer à la guerre de Corée. Comme nous l'avons expliqué, la première brigade spéciale d'infanterie qui fut expédiée en Corée fut composée de volontaires, car les troupes régulières dont disposait le Canada suffisaient à peine à défendre le pays en cas d'agression. C'est durant cette période que les médias furent les plus passionnés lors de leur traitement du conflit. Nous avons également analysé la propagande fédérale telle que produite dans les médias, afin de savoir quels étaient les motifs invoqués pour favoriser la participation de volontaires au sein des forces armées. Nous avons également analysé le contenu de revues afin de connaître leurs positions concernant le conflit.

Évidemment, comme nous l'avons mentionné lors du début de notre mémoire, il est difficile de sonder les têtes et les cœurs pour comprendre les raisons pouvant motiver une personne à s'engager dans l'armée afin de participer au conflit coréen. Néanmoins, Desmond Morton a déjà traité de la question économique. La peur d'une éventuelle récession pouvait expliquer pourquoi certains choisirent de s'enrôler dans l'armée afin de ne pas subir les effets d'un ralentissement économique. Évidemment, il demeure difficile de démontrer une telle affirmation. Nous avons néanmoins pu constater, dans le chapitre quatre, que, selon un sondage, le chômage était la priorité de 21% des Canadiens en 1950. Cette seule statistique ne peut à elle seule accréditer la thèse de Desmond Morton. Une enquête plus approfondie chez les vétérans encore en vie pourrait peut-être apporter des réponses, mais le cadre de notre mémoire concernait la couverture médiatique du conflit et non des enquêtes auprès des vétérans. Malgré tout, comme nous l'avons constaté, environ la moitié des personnes admises au sein de la brigade d'infanterie, lors de la campagne de recrutement de 1950, furent des vétérans de la Seconde Guerre mondiale. Certains d'entre eux démobilisés en 1945 éprouvaient un profond désir de poursuivre leur carrière au sein des forces armées.

Outre les considérations économiques et le désir de servir à nouveau sous les drapeaux comme ce fut le cas pour les vétérans de la Seconde Guerre mondiale, on ne peut passer sous silence la force de l'anticommunisme qui régnait au Québec et au Canada. La participation à un tel conflit aurait pu mettre en péril l'unité canadienne, comme ce fut le cas lors des deux conflits mondiaux. En effet, comme nous l'avons mentionné précédemment, le pari était plus que risqué, considérant que seulement 21% des Québécois appuyaient la participation du Canada dans l'aventure coréenne. Par contre, la crainte du communisme atteignait 79% chez les Québécois. L'anticommunisme allait donc prévaloir sur la répulsion que les Québécois manifestaient envers la participation à des conflits militaires. Les efforts de recrutement atteindront les objectifs escomptés et le Québec ne sera pas en proie à une crise politique en raison de la participation canadienne lors de ce conflit. S'il est un moment dans l'histoire où les deux solitudes furent les plus rapprochées, hormis leur passion commune pour le hockey, c'est lorsque vint le temps de faire preuve de leur anticommunisme.

On ne peut affirmer que l'anticommunisme fut la seule raison qui a motivé l'enrôlement des Canadiens français du Québec, par contre, cette question était fondamentale à l'époque. La perspective d'aller combattre l'ennemi communiste, un ennemi associé à la haine de la religion, de la démocratie, des libertés individuelles était beaucoup plus chevaleresque, que de participer à une guerre impérialiste pour défendre les intérêts de la Grande-Bretagne, comme ce fut le cas lors de la Première Guerre mondiale.

Comme nous avons pu le vérifier, l'étude de l'attitude de la presse écrite nous a fourni de précieux renseignements sur le contexte entourant la formation du corps expéditionnaire canadien en Corée. Nous avons pu constater que l'anticommunisme était très virulent au Québec. Si ce n'est pas la seule raison qui a motivé les gens à s'engager dans l'armée, il n'en demeure pas moins que le Québec n'a pas connu les

mêmes bouleversements que lors des deux conflits mondiaux. L'anticommunisme de la population est à notre avis la raison qui a assuré la cohésion nationale, ce qui a assurément contribué au succès des campagnes de recrutement de l'armée canadienne.

Nous ne mettons pas totalement de côté l'argument voulant que les questions économiques soient au cœur du succès des opérations de recrutement de l'armée canadienne. Mais, il est difficile de concevoir que la seule peur d'une récession puisse assurer la cohésion politique d'une nation et faire adhérer les gens dans les forces armées. L'adaptation à la vie civile des vétérans de la Seconde Guerre mondiale a été très difficile pour certains. Un retour au sein de l'institution qui leur convenait le mieux, soit l'armée, constituait une option des plus intéressante. Qu'on pense aux Jacques Dextraze, John Rockingham, pour ne nommer que ceux-ci, qui ont connu de brillantes carrières par la suite au sein des forces canadiennes. Le succès de l'opération de recrutement du gouvernement du Canada est dû à une conjoncture toute particulière, tant sociale, économique et politique, avec l'anticommunisme vécu dans toute son intensité, dans un des moments des plus dramatiques de la guerre froide.

L'attitude de la presse écrite du Québec était conséquente des préférences idéologiques des médias. Pouvait-on réellement s'attendre à ce que *Le Canada* s'oppose à la participation au conflit? Pouvait-on sérieusement concevoir que *Le Devoir* vienne appuyer les politiques interventionnistes du gouvernement de Louis Saint-Laurent? C'est encore une fois la tendance lourde de l'anticommunisme qui aura un impact considérable au cours de ce conflit. Les opposants à la participation au conflit seront constamment placés sur la défensive, car on les accusera de jouer double jeu, en se faisant les valets du communisme lorsqu'ils prôneront la neutralité. Comment prôner la neutralité, alors qu'on demande de combattre le communisme à l'intérieur de ses frontières?

Pour ceux qui condamnaient le conflit, l'argumentaire était plutôt réduit. Il ne s'agissait pas de condamner une campagne impérialiste, comme la guerre des Boers, lorsque la Grande-Bretagne a appelé à l'aide ses colonies pour s'approprier les richesses que possédaient les Boers. En contrepartie, il était difficile, à moins d'être un sympathisant communiste convaincu, de trouver Staline et son vassal de la Corée du Nord très sympathiques, qui plus est dans un conflit où les troupes communistes étaient désignées comme les agresseurs. De plus, les communistes étaient les ennemis déclarés de la pratique religieuse. Dans une province aussi catholique et pratiquante que le Québec des années 1950, la perspective de protéger l'Église catholique contre les communistes pouvait être relativement séduisante : un argument que *Le Canada* ne manqua pas de marteler. Les sources d'information disponibles en 1950, ne permettaient pas de saisir toutes les implications du conflit et encore moins de constater à quel point l'opinion publique et ce, peu importe le camp, pouvait être manipulée lors de la guerre froide. Les médias d'information et la population en général fondaient leur opinion, à partir de l'information disponible, et aussi de leur préférence idéologique.

Malgré l'âpreté des débats livrés au Québec au sujet de la guerre de Corée, on peut se demander quelle est la place de celle-ci dans la mémoire collective des Québécois qui n'ont pas vécu cette période mouvementée. Nous avons cru bon de constater qu'elle était la place réservée à la guerre de Corée dans le contenu des manuels d'histoire du Québec utilisés par les élèves francophones en quatrième année du secondaire. Pour plusieurs de ces élèves, cette expérience académique en histoire du Canada, sera leur dernière. Le contenu de leur manuel sera pour eux une source de représentation des grands événements qui ont marqué l'histoire du Québec et du Canada et qui d'une certaine façon contribuera à forger leur mémoire collective. C'est pourquoi nous avons choisi de nous intéresser tout particulièrement à quatre manuels utilisés dans diverses écoles secondaires francophones du Québec.



Les auteurs Marcel et Dominic Roy dans *Je me souviens : Histoire du Québec et du Canada*, ne font aucune mention de la guerre de Corée dans leur ouvrage. Pourtant, la Seconde Guerre mondiale est abordée sous différents aspects. Qu'il s'agisse de l'entrée en guerre, de la conscription ou du Bloc populaire. Par contre, dans le chapitre où la guerre de Corée devrait chronologiquement se retrouver, c'est le régime de Maurice Duplessis ainsi que les grandes tendances de l'époque qui sont traités.

De leur côté, les auteurs Dion-McKinnon et Lalongé n'accorderont pas un traitement beaucoup plus généreux à la guerre de Corée. Celle-ci ne sera mentionnée qu'une seule fois et de façon très brève à l'intérieur d'une ligne chronologique politique<sup>1</sup>. Comme ce fut le cas pour l'ouvrage précédent, la Seconde Guerre mondiale et le régime de Maurice Duplessis ont été abordés par les auteurs.

Par contre, les auteurs Charbonneau, Marchand et Sansregret mentionneront l'existence de la guerre de Corée et rappelleront que le Canada a participé à ce conflit. De plus, ils souligneront les conséquences économiques de ce conflit en affirmant, notamment, que « La guerre de Corée à laquelle participe le Canada est aussi un stimulant économique et le produit national brut (PNB) canadien passe de 5,7 milliards en 1939 à 36 milliards en 1962... »<sup>2</sup>. Bien que la Seconde Guerre mondiale bénéficiera d'un traitement beaucoup plus important, les auteurs ont quand même fait état de l'existence du conflit coréen et en ont au moins présenté une de ses conséquences.

Ce sont les auteurs Charpentier, Durocher, Laville et Linteau qui, dans le cadre de leur manuel, offriront la plus grande couverture de la guerre de Corée. Dans

---

<sup>1</sup> Dion-McKinnon, Danielle, et Pierre Lalongé. 1984. *Notre Histoire*. Montréal: Éditions du Renouveau Pédagogique, p. 274.

<sup>2</sup> Charbonneau, François, et al. 1985. *Mon Histoire*. Montréal : Guérin, p. 437.

un premier temps, la nature du conflit est brièvement expliquée, du moins en ce qui a trait aux protagonistes impliqués. Dans un deuxième temps, ces auteurs, à l'instar des précédents rappellent les effets bénéfiques de la guerre sur l'accroissement du PNB canadien. Toutefois, ils se démarquent des précédents en soulevant le point de la présence des femmes au sein de l'armée canadienne. En effet, suite à la démobilisation survenue après la Seconde Guerre mondiale, les femmes qui occupaient des responsabilités dans les forces armées canadiennes ont dû quitter pour retourner à d'autres occupations. Les auteurs rapportent que la guerre de Corée sera l'événement qui permettra aux femmes de pouvoir s'engager de nouveau dans les forces armées canadiennes<sup>3</sup>.

Il ne s'agit pas de poser un jugement de valeur sur ces manuels, mais leur contenu concernant la guerre de Corée témoigne bien de l'évanouissement progressif de la guerre de Corée dans la mémoire collective des Québécois francophones.

Évidemment, il reste encore beaucoup à faire pour comprendre l'attitude des Canadiens français lors de la guerre de Corée. D'autres chercheurs pourront pousser l'étude encore plus loin, par exemple, en se penchant, entre autres, sur les profils personnels des soldats qui ont joint les rangs de l'armée canadienne afin d'y déceler certaines de leurs motivations.

Néanmoins, il importe de poursuivre la réflexion sur cet épisode de la guerre froide, tout en conservant une perspective canadienne et québécoise. Premièrement, la guerre froide a façonné la pensée de la population du Québec des années 1950, que l'on soit francophone ou anglophone. Qui pouvait rester indifférent face à ces événements dont notamment, la perspective d'une autre guerre mondiale encore plus destructrice que les précédentes. La guerre froide fut une trame de fond qui a eu des

---

<sup>3</sup> Charpentier, Louise, et al. 1990. *Nouvelle Histoire du Québec et du Canada*. Montréal : Centre Éducatif et Culturel, p. 338.

répercussions à l'intérieur de la société québécoise. Nous avons souligné à quel point l'anticommunisme était virulent dans la société québécoise, pensons seulement à la désormais célèbre loi du Cadenas, adoptée par le gouvernement québécois de Maurice Duplessis, ainsi que les abus qui ont suivi en raison de cette peur du communisme.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1 Monographies

- Allard, Jean Victor, et Serge Bernier. 1985. *Mémoires du Général Jean-V Allard*. Ottawa: Les Éditions de Mortagne, 533 p.
- Bercuson, David J. 1999. *Blood on the Hills: The Canadian Army in the Korean War*, Toronto: University of Toronto Press, 269 p.
- Bernier, Serge. 1999. *Le Royal 22<sup>ème</sup> Régiment: 1914-1999*. Montréal: Art Global, 455 p.
- Broadwater, Jeff. 1992. *Eisenhower and the Anti-Communist Crusade*. United States: The University of North Carolina Press, 291 p.
- Chomsky, Noam. 1996. *Les dessous de la politique de l'Oncle Sam*. Montréal: Ecosociété. 135 p.
- David, Charles-Philippe. 1994. *Au sein de la Maison Blanche*. Québec: Presses de l'Université Laval, 521 p.
- Donneur, André. 1994. *Politique étrangère canadienne*. Montréal: Guérin, 172 p.
- Donaghy, Greg. 1998. *Le Canada au début de la guerre froide, 1943-1957*. Ottawa : MAECI, 255 p.
- Droz, Bernard, et Anthony Rowley. 1987. *Histoire générale du XXeme siècle. Deuxième partie: Depuis 1950. Expansions et indépendances 1950-1973*. Paris: Seuil, 517 p.
- Duroselle, Jean-Baptiste. 1990. *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. Paris: Dalloz, 1010 p.
- Fabre, André. 1988. *La grande histoire de la Corée*. Paris: Éditions Favre, 380 p.

- Finkel, Alvin, et Margaret Conrad. 1998. *History of the Canadian peoples: 1867 to present*. Toronto: Copp Clark Ltd, p. 362-364.
- Fontaine, André. 1983. *Histoire de la guerre froide II : De la guerre de Corée à la crise des alliances 1950-1971*. Paris: Fayard, 569 p.
- Forbes, Charly. 1994. *Fantassin*. Sillery (Qué.): Septentrion, 451 p.
- Gilmor, Don, et al. 2001. *Le Canada: Une histoire populaire : De la Confédération à nos jours*. Montréal: Éditions Fides, 342 p.
- Gravel, Jean-Yves. 1974. *Le Québec et la guerre*. Montréal: Les Éditions Fides, 173p.
- Hastings, Max. 1987. *The Korean War*. New York: Touchstone, 389 p.
- Hobsbawm, Eric. 1999. *L'Âge des extrêmes*. Bruxelles: Éditions Complexe. 810 p.
- Hornd, Bernd, et Stephen Harris. 2002. *Chefs Guerriers*. Toronto: Dundurn Group, 412 p.
- Kennedy, Paul. 1991. *Naissance et déclin des grandes puissances*. Paris: Payot. 730 p.
- Leffler, Melvyn P. 1994. *The Specter of Communism: The United States and the Origins of the Cold War, 1917-1953*. New York: Hill & Wang, 147 p.
- Létourneau, Paul. 2000. *Le Canada et l'OTAN après 50 ans*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal (Cahiers d'histoire), 209 p.
- Marteinson, John. 1992. *We Stand on Guard: An illustrated History of the Canadian Army*, Montréal: Ovale Publications, 511 p.
- McCoy, Donald R. 1984. *The Presidency of Harry S. Truman*. United States: Oxford University Press, 351 p.
- Melady, John. 1983. *Korea: Canada's Forgotten War*. Toronto: McMillan of Canada, 215 p.
- Ministère de la Défense nationale, la Direction histoire et patrimoine. 2002. *Le Canada et la guerre de Corée*. Montréal: Art Global. 158 p.
- Morton, Desmond, 1988. « Crises d'abondance: 1945-1988 ». In *Histoire générale du Canada sous la dir. de Craig Brown*. Montréal: Boréal, 694 p.

- Morton, Desmond. 1992. *Une histoire militaire du Canada: 1608-1991*. Sillery (Qué): Septentrion, 415 p.
- Portes, Jacques. 1995. « La guerre de corée, base ambiguë de l'anticommunisme ». Chap In *L'anticommunisme aux Etats-Unis de 1946 à 1954*, p. 9-22. Paris: Presses de l'Université Paris-Sorbonne.
- Rumilly, Robert. 1973. *Maurice Duplessis et son temps: Tome II, 1944-1959*. Montréal: Fides, 750 p.
- Schrecker, Ellen. 1998. *Many are the crimes : McCarthyism in America*. Princeton. Princeton University Press, 573 p.
- Stanley, Georges F. G. 1980. *Nos Soldats: L'histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*. Montréal: Éditions de l'Homme, 620 p.
- Stone, I. F. 1971. *The Hidden History of the Korean War*, third print. New York: Monthly Review Press, 368 p.
- Thomson, Dale C. 1968. *Louis St-Laurent: Canadien*. Ottawa: Cercle du livre de France, 571 p.
- Tremblay, Jeanne-D'Arc (pseud.). 1988. *La défense du Québec et la famille Tremblay*. Montréal: Éditions Fides, 484 p.
- Vennat, Pierre. 2000. *Baptiste au pays du matin calme*. Montréal: Méridien, p. 195 p.
- Whitaker, Reg, et Gary Marcuse. 1994. *Cold War Canada: The Making of a National Insecurity State, 1945-1957*. Toronto: Toronto University Press, 511 p.
- Wood, Herbert Fairlie, et E. M. Ellwand. 1966. *Singulier champ de bataille*. Ottawa: ministère de Défense nationale, 354 p.
- Zuehlke, Mark, et Stuart C. Daniel. 2001. *The Canadian Military Atlas*. Toronto: Stoddart Publishing Co. Limited, 228 p.

## 2 Articles de divers périodiques et autres références

1951. « Positions sur la présente guerre ». *Cité Libre*, vol 1, no 3 (mai), p. 9. s.a.

- Angers, François-Albert. 1950. « La neutralité européenne : Planche de salut pour le Canada ». *L'Action Nationale*, vol. XXXVI, no 2 (octobre), p. 164-168.
- Angers, François-Albert. 1950. « Dernière heure ». *L'Action Nationale*, vol. XXXVI, no 2 (octobre), p. 164-168.
- Babicz, Lionel. 1995. « Le jour où le Japon a conquis la Corée ». *L'Histoire*, no 194 (décembre), p. 9-10.
- Bernier, Serge. 2006. « La guerre froide et l'intervention canadienne en Corée ». *Cap-aux-Diamants*, no 84 (hiver), p. 40-43.
- Droz, Bernard. 1992. « Qui a gagné la guerre de Corée? ». *L'Histoire*, no 151 (janvier), p. 120-127.
- Endicott, Stephen, et Edward Hagerman. 1999. « Les armes biologiques et la guerre de Corée ». *Le Monde Diplomatique*, édition internet (juillet).
- Kaspi, André. 1982. « L'Europe a-t-elle été sauvée par la guerre de Corée? ». *L'Histoire*, no 48 (septembre), p. 100-103.
- Toinet, Marie-France. 1982. « MacArthur ou la prospérité de l'incompétence ». *L'Histoire*, no 46 (juin), p. 16-26.

### 3.1 Articles du Canada

1950. « Pour en finir avec le communisme dans Cartier ». *Le Canada*, 19 juin p. 4. s.a.
1950. « La guerre éclate en Corée ». *Le Canada*, 26 juin, p. 1. s.a.
1950. « Demeurer calme devant les événements en Corée ». *Le Canada*, 27 juin, p. 4. s.a.
1950. « Le rôle de la Russie dans l'affaire de Corée ». *Le Canada*, 28 juin, p. 4. s.a.
1950. « Le Canada prêt à aider dans la lutte contre l'agresseur ». *Le Canada*, 29 juin, p. 1. s.a.
1950. « Ce que peut nous coûter une nouvelle guerre ». *Le Canada*, 11 juillet, p. 4. s.a.

1950. « On ne livre pas de guerre capitaliste en Corée ». *Le Canada*, 12 juillet, p. 4. s.a.
1950. « Nos destroyers vont servir la cause de la paix ». *Le Canada*, 13 juillet, p. 4. s.a.
1950. « Préfèrent-ils devenir les robots du communisme? ». *Le Canada*, 13 juillet, p. 4. s.a.
1950. « Une explication des revers en Corée ». *Le Canada*, 14 juillet, p. 4. s.a.
1950. « Pas de défaitisme au sujet du conflit coréen ». *Le Canada*, 18 juillet, p. 4. s.a.
1950. « La bête à patates arme de la guerre froide ». *Le Canada*, 18 juillet, p. 4. s.a.
1950. « La situation en Corée et l'appel de l'ONU ». *Le Canada*, 19 juillet, p. 4. s.a.
1950. « La seule façon de sauvegarder la paix ». *Le Canada*, 20 juillet, p. 4. s.a.
1950. « Le pacifisme suspect de l'affaire de Stockholm ». *Le Canada*, 20 juillet, p. 4. s.a.
1950. « Le politburo a décidé que la Russie entrerait en guerre contre les États-Unis avant 1956, dit l'amiral Zacharias ». *Le Canada*, 21 juillet, p. 1. s.a.
1950. « La guerre de Corée et le malaise allemand ». *Le Canada*, 27 juillet, p. 4. s.a.
1950. « Silence de M. Staline, silence de M. Duplessis ». *Le Canada*, 27 juillet, p. 4. s.a.
1950. « Pour que la paix soit sauvegardée dans le monde ». *Le Canada*, 28 juillet, p. 4. s.a.
1950. « En Corée du Sud sous l'occupation communiste ». *Le Canada*, 4 août, p. 4. s.a.
1950. « Aucune limite à la campagne de recrutement ». *Le Canada*, 5 août, p. 1. s.a.
1950. « Appuyons la politique de notre patrie ». *Le Canada*, 6 août, p. 4. s.a.
1950. « Levée d'une brigade pour servir avec les N. Unies ». *Le Canada*, 8 août, p. 1. s.a.
1950. « Les conditions de recrutement ». *Le Canada*, 8 août, p. 2. s.a.



1950. « Les achats militaires des E-U au Canada s'élèveraient à \$1,000,000,000 par année ». *Le Canada*, 9 août, p. 1. s.a.
1950. « Politique libérale du juste milieu ! ». *Le Canada*, 9 août, p. 4. s.a.
1950. « 2300 candidats à la brigade de Corée ». *Le Canada*. 10 août, p. 1. s.a.
1950. « Existe-t-il d'autres moyens pour assurer la paix ? ». *Le Canada*, 10 août, p. 4. s.a.
1950. « L'horloge du *Devoir* marque l'heure de Moscou ». *Le Canada*, 16 août, p. 4. s.a.
1950. « Ce que M. Laurendeau accepte les yeux fermés ». *Le Canada*, 17 août, p. 4. s.a.
1950. « Peut-on être neutres à l'égard du communisme? ». *Le Canada*, 21 août, p. 4. s.a.
1950. « Quand M. Gérard Fillion s'en va-t-en guerre ». *Le Canada*, 22 août, p. 4. s.a.
1950. « Le cycle du *Devoir* va du fascisme au communisme ». *Le Canada*, 23 août, p. 4. s.a.
1950. « À *Montréal-Matin*, on en reste à l'heure zéro! ». *Le Canada*, 24 août. P. 4. s.a.
1950. « Quoi qu'il en soit. *Montréal-Matin* singe *Le Devoir* ». *Le Canada*, 25 août, p. 4. s.a.
1950. « Les directives de Pie XII et l'affaire coréenne ». *Le Canada*, 6 septembre, p. 4. s.a.
1950. « MacArthur va-t-il franchir le 38<sup>ème</sup> parallèle? ». *Le Canada*, 3 octobre, p. 4. s.a.
1950. « Le Canada et les cinq années des Nations Unies ». *Le Canada*, 25 octobre, p. 4. s.a.
1951. « Un député qui fait des affirmations sans preuves ». *Le Canada*, 10 novembre, p. 4. s.a.
1953. « Trêve en Corée ». *Le Canada*, 27 juillet, p. 1. s.a.

1950. Nantel, Maurice. 1950. « La dernière des communistes de Toronto de leurs amis russes ». *Le Canada*, 29 juin, p. 2. s.a.

### 3.2 Articles du *Devoir*

1950. « Les élections partielles d'hier. Les libéraux remportent deux victoires; les conservateurs gagnent un siège ». *Le Devoir*, 20 juin, p. 1. s.a.

1950. « Qu'est-ce que la Corée? ». *Le Devoir*. 26 juin, p. 1. s.a.

1950. « La guerre en résumé ». *Le Devoir*, 28 juin, p. 1. s.a.

1950. « La guerre n'apporte que des ruines, la mort et toutes sortes de misères ». *Le Devoir*, 26 juillet, p. 1. s.a.

1950. « Vive la guerre! 400 Montréalais au centre de recrutement ce matin ». *Le Devoir*, 9 août, p. 1. s.a.

1950. « Un appel en faveur de la neutralité ». *Le Devoir*, 19 août, p. 1. s.a.

1950. « La déclaration de M. Saint-Laurent au sujet d'un article du *Devoir* ». *Le Devoir*, 15 septembre, p. 2. s.a.

1950. *Le Devoir*, 25 septembre, p. 7. s.a.

1950. « Maurice Breton, libéral, élu par acclamation député de Joliette ». *Le Devoir*, 4 octobre, p. 2. s.a.

Angers, François-Albert. 1950. « Pour la croisade ou pour la paix? », *Le Devoir*, 20 juillet, p. 4.

Beaudin, Dominique. 1950. « La guerre à nos frontières ». *Le Devoir*, 26 août, p. 4.

De Grandpré, Pierre. 1950. « Au-delà du conflit armé ». *Le Devoir*, 31 juillet, p. 4.

Filion, Gérard. 1950. « Serrez vos cents, sortez vos piastres ». *Le Devoir*, 23 juin, p. 4.

Filion, Gérard. 1950. « La guerre, c'est la catastrophe ». *Le Devoir*, 28 juin, p. 4.

Filion, Gérard. 1950. « Les horreurs de l'an deux mille ». *Le Devoir*, 30 juin, p. 4.

- Filion, Gérard. 1950. « Un guet-apens ». *Le Devoir*, 5 juillet, p. 4.
- Filion, Gérard. 1950. « Les communistes au secours de la petite propriété rurale! ». *Le Devoir*, 15 juillet, p. 4.
- Filion, Gérard. 1950. « Sauvée par les Asiatiques ou perdue par les Américains ». *Le Devoir*, 19 juillet, p. 4.
- Filion, Gérard. 1950. « Si le Canada voulait ». *Le Devoir*, 22 juillet, p. 4.
- Filion, Gérard. 1950. « Non un pacifiste, mais un pacificateur ». *Le Devoir*, 29 juillet, p. 4.
- Filion, Gérard. 1950. « Révolutionnaire et gâteaux ». *Le Devoir*, 22 août, p. 4.
- Filion, Gérard. 1950. « Paye Baptiste ». *Le Devoir*, 8 septembre, p. 4.
- Laporte, Pierre. 1950. « Un milliard de dollars par année pour la guerre – Combien pour une offensive de paix? ». *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> septembre, p. 4.
- Laporte, Pierre. 1950. « Pour une formule originale » *Le Devoir*, 8 septembre, p. 4.
- Laporte, Pierre. 1950. « Reviendrons-nous à l'époque des mensonges de M. King? ». *Le Devoir*, 12 septembre, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « Un fruit de Yalta ». *Le Devoir*, 28 juin, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « L'ONU est-elle encore l'ONU? ». *Le Devoir*, 30 juin, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « Quelle cause défendons-nous en Corée? ». *Le Devoir*, 4 juillet, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « Staline n'est pas Hitler ». *Le Devoir*, 7 juillet, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « Politique de caniche ». *Le Devoir*, 14 juillet, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « Politique de satellite ». *Le Devoir*, 15 août, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « L'indépendance ce n'est pas de l'hostilité », *Le Devoir*, 18 juillet, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « A propos de courtoisie ». *Le Devoir*, 23 août, p. 4.

- Laurendeau, André. 1950. « Être du côté des médiateurs ». *Le Devoir*, 29 août, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « Le peuple approuve Saint-Laurent ». *Le Devoir*, 5 septembre, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « Riche pour la guerre, pauvre pour la paix? ». *Le Devoir*, 12 septembre, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « L'Inde plus chrétienne que l'Occident? ». *Le Devoir*, 19 septembre, p. 4.
- Laurendeau, André. 1950. « Où nous en sommes ». *Le Devoir*, 19 décembre, p. 4.
- Laurendeau, André. 1953. « Enfin la trêve ». *Le Devoir*, 29 juillet, p. 4.
- Rothney O., Gordon. 1950. « Le Canada et la Corée ». *Le Devoir*, 22 juillet, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1950. « Avant qu'il ne soit trop tard ». *Le Devoir*, 29 juin, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1950. « La Corée ». *Le Devoir*, 2 août, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1950. « Une brigade pour la Corée ». *Le Devoir*, 8 août, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1950. « Quelle attitude prendra l'Assemblée générale? ». *Le Devoir*, 12 août, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1950. « Gagner la confiance de l'Asie ». *Le Devoir*, 26 août, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1950. « De l'Elbe au Yalou ». *Le Devoir*, 31 août, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1950. « Nous mène-t-on à la guerre ». *Le Devoir*, 7 septembre, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1950. « Le conflit coréen condamne la guerre ». *Le Devoir*, 25 septembre, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1950. « Les deux armées d'Occident ». *Le Devoir*, 2 octobre, p. 4.
- Sauriol, Paul. 1951. « Les prisonniers de la guerre de Corée ». *Le Devoir*, 9 mars, p. 4.

### 3.3 Articles de *La Presse*

1950. « Pas de chance pour le communisme ». *La Presse*. 20 juin, p. 6. s.a.
1950. « Agression sans provocation, dit l'hon. Pearson ». *La Presse*, 26 juin, p. 1. s.a.
1950. « Opinion préoccupée du danger de guerre ». *La Presse*, 30 juin, p. 6. s.a.
1950. « 40 p. 100 de la population mondiale assujettie à la Russie soviétique ». *La Presse*, 4 juillet, p. 19. s.a.
1950. « La conscription en temps de paix n'est pas prévue dans les plans de défense ». *La Presse*, 6 juillet, p. 1. s.a.
1950. « Chances perdues pour les rouges en Corée ». *La Presse*, 20 juillet, p. 6. s.a.
1950. « Suggestion canadienne opportune ». *La Presse*, 22 juillet, p. 2. s.a.
1950. « La situation en Corée active le recrutement ». *La Presse*, 25 juillet, p. 1. s.a.
1950. « Ferme confiance dans la victoire ». *La Presse*, 29 juillet, p. 24. s.a.
1950. « M. Attlee dénonce le communisme ». *La Presse*, 31 juillet, p. 4. s.a.
1950. « Une doctrine a base de violence ». *La Presse*, 3 août, p. 4. s.a.
1950. « M. Saint-Laurent précise sa politique ». *La Presse*, 8 août, p. 4. s.a.
1950. « Bureau de Montréal pris littéralement d'assaut ». *La Presse*, 9 août, p. 21. s.a.
1950. « Répercussions de la guerre de Corée ». *La Presse*, 17 août, p. 6. s.a.
1950. « Le Canada continuera ses efforts ». *La Presse*, 18 août, p. 6. s.a.
1950. « Opinion préparée au pire ». *La Presse*, 26 août, p. 34. s.a.
1950. « Le budget spécial de la défense ». *La Presse*, 8 septembre, p. 8. s.a.
1950. « L'offensive enfin lancée en Corée ». *La Presse*, 18 septembre, p. 4. s.a.
1953. « L'armistice enfin signé ». *La Presse*, 27 juillet, p. 4. s.a.
1953. « Progrès des pourparlers depuis 1951 ». *La Presse*, 27 juillet, p. 21. s.a.

1953. « Le Canada est maintenant une puissance militaire ». *La Presse*, 27 juillet, p. 21. s.a.

### **3.4 Pages de publicité achetées par le gouvernement fédéral**

1950. *Le Canada*, 8 juillet, p. 13. s.a.

1950. *Le Canada*, 8 août, p. 11. s.a.

1950. *Le Canada*, 9 août, p. 11. s.a.

1950. *Le Canada*, 17 août, p. 7. s.a.

1950. *Le Canada*, 10 octobre, p. 10. s.a.

1950. *Le Canada*, 14 octobre, p. 2. s.a.

1950. *Le Canada*, 18 octobre, p. 4. s.a.

1951. *Le Canada*, 5 novembre, p. 15. s.a.

1951. *Le Canada*, 12 novembre, p. 10. s.a.

1951. *Le Canada*, 20 novembre, p. 10. s.a.

1950. *Le Devoir*, 20 juillet, p. 7. s.a.

1950. *Le Devoir*, 24 août, p. 2. s.a.

1951. *Le Devoir*, 12 février, p. 7. s.a.

1950. *The Gazette*, 9 août, p. 14. s.a.

1950. *The Montreal Daily Star*, 8 août, p. 18. s.a.

### **3.5 Autres quotidiens**

1950. « La guerre de Corée menace le monde ». *Le Soleil*, 26 juin, p. 1. s.a.

1950. « L'indépendance de la Corée ». *Le Soleil*, 26 juin, p. 4. s.a.
1950. « Prudence et réalisme ». *Le Soleil*, 9 août, p. 4. s.a.
1950. « De nouveau la guerre ». *Montréal-Matin*, 27 juin, p. 4. s.a.
1950. « Une idéologie fragile ». *Montréal-Matin*, 21 juillet, 21 juillet, p. 4. s.a.
1950. « La Corée, conclusion logique ». *Montréal-Matin*, 9 août, p. 4. s.a.
1950. « Red Korean Troops Sweep South on Seoul; U.S. Speeding Arms Supplies to Defenders ». *The Gazette*, 26 juin, p. 1. s.a.
1950. « Reds invade South Korea ». *The Gazette*, 26 juin, p. 6. s.a.
1950. « Are those Sundays back again? ». *The Gazette*, 27 juin, p. 6. s.a.
1950. « Canada caught short by crisis ». *The Gazette*, 8 août, p. 6. s.a.
1950. « Tank Column of Invaders Reaches Outskirts of Seoul ». *The Montreal Daily Star*, 26 juin, p. 1. s.a.
1950. « Firmness Call for in Korean Conflict ». *The Montréal Daily Star*, 26 juin, p. 10. s.a.
1950. « South Korea Becomes the Crucial Test ». *The Montreal Daily Star*, 27 juin, p. 10. s.a.
1950. « The Free Nations Answer Roll Call ». *The Montreal Daily Star*, 3 juillet, p. 10. s.a.
1950. *The Montreal Daily Star*, 19 juillet, p. 10. s.a.
1950. « Korea, An Historic Aim of Russian Policy ». *The Montreal Daily Star*, 21 août, p. 10. s.a.
1950. « The Special Force: Another Instalment ». *The Montreal Daily Star*, 8 août, p. 10. s.a.